



CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT2025-2027)

AJUSTÉ

CHAPITRE21

MINISTERE DU COMMERCE

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

RESUME	5
INTRODUCTION	7
1. CADRE STRATÉGIQUE DE PROGRAMMATION DU CHAPITRE	9
1.1. POLITIQUE SECTORIELLE	11
1.1.1. <i>Situation du secteur et evolution de la mise en oeuvre de la politique sectorielle</i>	11
1.1.2. <i>Contribution du chapitre dans l'attente des objectifs sectoriels</i>	16
1.1.3. <i>Contribution du chapitre dans l'atteinte des objectifs sectoriels en matière de promotion de l'égalité</i>	16
1.2. CADRE LOGIQUE DES PROGRAMMES ET ACTIONS	17
1.2.1. <i>Cadre logique des programmes du chapitre 21 - Ministère du commerce</i>	18
1.2.2. <i>Cadre logique des actions par programme</i>	19
1.2.3. <i>Description de la prise en compte des politiques thematiques par programme</i>	52
1.2.3.1. <i>Description de la prise en compte du genre par programme</i>	52
1.2.3.2. <i>Description de la prise en compte du climat par programme</i>	53
1.2.3.3. <i>Description de la prise en compte de l'import-substitution par programme</i>	53
2. APERÇU DU BILAN FINANCIER	55
2.1. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS	57
2.1.1. <i>Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au developpement des exportations, par action</i>	62
2.1.2. <i>Exécution financière des dépenses du programme 021 - Regulation du marche interieur, par action</i>	62
2.1.3. <i>Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par action</i>	62
2.1.4. <i>Exécution financière des dépenses du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par action</i>	63
2.2. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SUIVANT LES NATURES DE DEPENSE	63
2.2.1. <i>Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au developpement des exportations, par nature de dépenses</i>	65
2.2.2. <i>Exécution financière des dépenses du programme 021 - Regulation du marche interieur, par nature de dépenses</i>	65
2.2.3. <i>Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par nature de dépenses</i>	65
2.2.4. <i>Exécution financière des dépenses du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par nature de dépenses</i>	66
2.3. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	66
2.3.1. <i>Difficultés rencontrées</i>	66
2.3.2. <i>Propositions de solutions</i>	67
2.4. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SPECIFIQUES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS	67
2.4.1. <i>Exécution financière des dépenses genre sensible par programmes et actions</i>	67

2.4.2.	<i>Exécution financière des dépenses sensibles au climat par programmes et actions</i>	68
2.4.3.	<i>Exécution financière des dépenses d'import-substitution par programmes et actions</i>	69
3.	PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES	71
3.1.	SYNTHESE DE LA PROGRAMMATION (2025-2027) POUR L'ENSEMBLE DU CHAPITRE	73
3.1.1.	<i>Programmation et contraintes budgétaires du CBMT (2025-2027)</i>	73
3.1.2.	<i>Synthèse de programmation triennale (2025-2027) du chapitre par programme (AE,CP)</i>	73
3.1.3.	<i>Synthese de programmation triennale (2025-2027) du chapitre en ligne de reference et mesures nouvelles</i>	74
3.1.4.	<i>Synthese de programmation triennale (2025-2027) du chapitre en grandes masses</i>	75
3.1.5.	<i>Synthese de programmation triennale (2025-2027) du chapitre en titre</i>	76
3.2.	DETAILS DE LA PROGRAMMATION (2025-2027) PAR PROGRAMME	77
3.2.1.	<i>Detail de la programmation pour le programme 015 - Appui au developpement des exportations</i>	77
3.2.2.	<i>Detail de la programmation pour le programme 021 - Regulation du marche interieur</i>	79
3.2.3.	<i>Detail de la programmation pour le programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce</i>	82
3.2.4.	<i>Detail de la programmation pour le programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix</i>	85
4.	ASPECTS SPECIFIQUES DE LA PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES	89
4.1.	PROJETS BENEFICIANT D'AE PLURIANNUELLES (AEP)	91
4.2.	PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX)	91
4.3.	GRANDS PROJETS	91
4.4.	SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS	92
4.5.	RESSOURCES PROGRAMMEES AU PROFIT DES CTD	92
4.6.	POINT SUR LES PROJETS EN COURS D'EXECUTION	92
4.7.	INTERVENTIONS PRIORITAIRES	94
4.8.	POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES THEMATIQUES	95
4.8.1.	<i>Point sur la programmation des activités genre sensible</i>	95
4.8.2.	<i>Point sur la programmation des activités sensibles au climat</i>	96
4.8.3.	<i>Point sur la programmation des activités d'import-substitution</i>	97
	ANNEXES	
1 -	MATRICE DU CADRE LOGIQUE	101
2 -	MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027)	109
3 -	PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT	143
4 -	MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - Genre sensible	157
5 -	MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - Climat	165
6 -	MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - Import-Substitution	169

RESUME

Le présent rapport, portant sur le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) du MINCOMMERCE fait le point sur :

- le cadre stratégique de programmation ;
- l'exécution financière des activités de l'exercice 2023 et du premier semestre 2024 ;
- la programmation pluriannuelle des dépenses ;
- les aspects spécifiques de la programmation pluriannuelle des dépenses.

En ce qui concerne l'exercice 2023, il y a lieu de retenir que le taux d'exécution du budget global, qui s'élevait à huit milliards cent quatre-vingt-deux millions quarante-trois mille (8 182 043 000) FCFA, est de 44,86% en valeur relative tant en autorisation d'engagement qu'en crédit de paiement, soit en valeur absolue un montant total de trois milliards six cent soixante-dix millions quatre cent seize mille (3 670 416 000) FCFA. **Il importe de préciser que ce taux d'exécution financière ne prend pas les salaires en compte, car ceux-ci sont engagés au niveau du Ministère des Finances et non au Ministère du Commerce. A toutes fins utiles, le montant des salaires au titre de la période sous revue était de quatre milliards trois cent soixante-quinze millions (4 375 000 000) de FCFA, représentant ainsi 53,47% du budget global.**

Par ailleurs, la programmation triennale des activités pour la période 2025-2027 articulées autour des quatre (04) programmes issus des objectifs stratégiques dudit Département ministériel, présente un montant global de **trente milliards quatre cent soixante-quatre millions six cent trente-et-un mille (30 464 631 000) FCFA** réparti au cours de la période sous revue et par programme comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 1: Demande budgétaire pour le triennat 2025-2027 (en milliers de FCFA)

Programmes	2025		2026		2027	
	Dépenses en capital	Dépenses courantes	Dépenses en capital	Dépenses courantes	Dépenses en capital	Dépenses courantes
Appui au Développement des Exportions	9900	555 147	11 513	751 474	10 513	751 474
Régulation du Marché Intérieur	700 500	3 320 632	395 714	4 002 125	456 714	4 032 125

Gouvernance et Appui Institutionnel	272 564	3 633 456	522 559	3 931 251	462 559	3 994 201
Promotion de la Métrologie, de la Veille Normative et Encadrement du Juste Prix	56 936	783 126	100 214	809 810	100 214	809 810
Sous-Total	1 030 000	8 292 361	1 030 000	9 494 660	1 030 000	9 587 610
Total par an	9 322 361		10 524 660		10 617 610	
T o t a l global triennat	30 464 631					

Il convient de relever que la tranche annuelle 2025 de la programmation sus évoquée, donne en termes d'investissement et de fonctionnement, un aperçu de la demande budgétaire du Ministère du Commerce pour l'exercice correspondant.

INTRODUCTION

La loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités fait de la performance un critère essentiel de gestion des dépenses publiques, basé sur une meilleure allocation des ressources et sur le principe de l'optimisation des résultats. La programmation budgétaire est au cœur de ce dispositif et assure, à travers le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), un meilleur ciblage et affectation des ressources entre les programmes, les actions, les activités et les tâches.

Ainsi, le Cadre de Dépenses à Moyen Terme, qui est un programme triennal de dépenses, glissant et préparé annuellement, permet à chaque Administration de préparer la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques et d'allouer les moyens de les réaliser en fonction des objectifs poursuivis et au regard des contraintes budgétaires.

Dans cette logique, le Ministère du Commerce, en application du Décret N°2019/281 du 31 mai 2019 fixant calendrier budgétaire et conformément au guide méthodologique d'élaboration des Cadres de Dépenses à Moyen Terme, a procédé, sous l'encadrement du MINEPAT et du MINFI, à la production de son Cadre de Dépenses à Moyen Terme au titre du triennat 2025-2027.

Au terme du Décret N° 2012/513 du 12 novembre 2012 portant organisation du Ministère du Commerce, le Ministre du Commerce est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine du commerce.

L'accomplissement de cette mission, qui s'inscrit dans le droit fil de la boussole gouvernementale qu'est la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), est tributaire de la répartition efficiente des ressources disponibles, en mettant un point d'honneur, comme à l'accoutumée, sur la maturation des projets et la priorisation des activités.

Les choix opérés l'ont été au terme d'un processus d'élaboration du CDMT comprenant les quatre (04) étapes suivantes :

- l'exploitation du rapport de la revue des activités pour en extraire toutes les données nécessaires ;

- l'analyse, à la lumière des réalisations récentes et en cours, du bilan technique et financier des différents programmes pour l'exercice 2023 et le premier semestre de l'exercice 2024 ;

- l'actualisation du portefeuille des activités. Pour ce faire, il a fallu éliminer les tâches arrivées à terme ou en voie de l'être, prioriser les projets matures en intégrant ceux des structures sous tutelle et procéder à leur sélection définitive en fonction du cadrage budgétaire ;

- la déclinaison des activités en tâches,

- qui a débouché sur la programmation financière, la consolidation du CDMT et sa validation au sein du Ministère.

Le présent document s'articule autour des quatre (04) chapitres ci-après :

- cadre stratégique de programmation ;

- aperçu du bilan financier;

- programmation pluriannuelle des dépenses ;

- aspects spécifiques de la programmation pluriannuelle des dépenses.

1.

**CADRE STRATÉGIQUE DE
PROGRAMMATION DU CHAPITRE**

■ 1.1. POLITIQUE SECTORIELLE

Le secteur des Industries et Services est principalement constitué des administrations suivantes : (i) le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT), (ii) le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA), (iii) le Ministère du Commerce (MINCOMMERCE) et (iv) le Ministère du Tourisme et des Loisirs (MINTOUL). Des structures sous tutelle et rattachées ainsi que des programmes associés concourent avec lesdits Départements ministériels à la production et à la commercialisation sur le marché national, régional et international, des biens et services marchands.

En vue d'atteindre ses objectifs en matière de facilitation et de régulation des échanges, le Ministère du Commerce dont le caractère transversal des missions est indéniable, sollicite hors du périmètre sectoriel, le concours d'autres administrations pour une bonne mise en œuvre de ses programmes techniques. La collaboration du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) ainsi que du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) est nécessaire pour assurer la disponibilité des produits domestiques destinés à la consommation intérieure et à l'exportation. Il en est de même de la nécessaire concertation avec le Ministère des Finances (MINFI) pour ce qui est de l'incidence de la fiscalité et de la parafiscalité sur la structure des prix des produits locaux.

■ 1.1.1. Situation du secteur et évolution de la mise en œuvre de la politique sectorielle

Pour le secteur Industries et Services, la Vision envisage que :

- l'industrie manufacturière soit prédominante dans le PIB et les exportations ;
- l'intégration du Cameroun à l'économie mondiale soit effective ;
- le niveau de pauvreté soit résiduel ;
- le revenu par tête classe le Cameroun parmi les pays à revenus intermédiaires.

La croissance économique de l'année 2023, estimée sur la base des quatre évolutions trimestrielles, s'élèverait à 3,3% par rapport à l'année 2022.

Du côté de l'offre, cette performance résulte de la bonne tenue des activités dans les différents secteurs. Le secteur primaire dont toutes les branches d'activité, hormis celle de l'agriculture industrielle et d'exportation qui est en baisse, se sont bien comportées au cours de l'année 2023, marque une croissance positive de 2,5% et contribue de 0.4 point à la croissance annuelle. De même, le secteur secondaire affiche une croissance positive de 2,2 % sur l'année 2023 portée par l'ensemble de ses branches, à l'exception de l'extraction de pétrole brut et gaz naturel, et enregistre de ce fait une contribution positive de 0,5 point à la croissance annuelle. Le secteur tertiaire, légèrement au ralenti par rapport à 2022, marque une croissance positive de 3,9% pour une contribution de 2 points à la croissance du PIB et demeure le moteur de la croissance annuelle en 2023. En valeur nominale, la croissance économique en 2023 s'établit à 6,5%, impliquant une évolution positive du déflateur du PIB de 3,1% et du déflateur du PIB hors pétrole qui se situe à 5,2%. Cette forte évolution des prix est moins perceptible dans le secteur

secondaire où le déflateur est négatif de 5,2% du fait de la baisse de 29,7% des prix des produits pétroliers, et dans une moindre mesure, d'un déflateur négatif de 1,4% dans les bâtiments et travaux publics, malgré la tension sur les prix des produits manufacturiers. Par contre, dans le secteur primaire, le déflateur s'élève à 8,4% et de 5,4% dans le tertiaire ; la tension sur les prix étant plus vigoureuse, entraînée particulièrement par l'importante hausse de 10,1% des prix des produits vivriers, de 6,2% prix des produits de l'agriculture d'exportation dans le primaire, et de la hausse de 12,4% des prix des transports dans le tertiaire.

Du côté de la demande, la dynamique de l'activité économique en 2023, est portée par la demande intérieure. En effet, la consommation finale a progressé de 2.1% sur l'année 2023 contre 3,1% en 2022 et a contribué de 1,8 points à la croissance de l'année. De même, les investissements, tirés par sa composante privée qui croît de 12,7%, ont évolué globalement de 6,3% par rapport à l'année 2022 et contribué de 1,2 point à la croissance annuelle de 2023.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le déficit de la balance commerciale de notre pays en 2023 a reculé de 576 milliards de FCFA pour se hisser à 2.004 milliards de FCFA au titre de l'année 2023. Cette dégradation du solde commercial résulte de la baisse des recettes d'exportations de 495 milliards de FCFA (14,2%), combinée à la hausse des dépenses d'importations de 81 milliards de F CFA (1,7 %). Hors pétrole brut, le solde commercial devient de plus en plus négatif : le déficit se chiffre à 3 131 milliards F CFA, soit une aggravation de 188,2 milliards de FCFA (6,4% par rapport à l'année 2022). Hors pétrole brut et gaz naturel, le déficit s'aggrave davantage et se chiffre à 3 513 milliards FCFA, en augmentation de 18,2 milliards (+0,5%) par rapport à l'année 2022.

En 2023, les dépenses d'importations augmentent de 1,7% en glissement annuel, atteignant 4.993 milliards de FCFA. Ces dépenses d'importations sont principalement alimentées par l'achat des produits minéraux. Ces derniers représentent un poids de 26,5% des dépenses d'importations totales dont 22,6% constitué des carburants et lubrifiants et 1,8% pour le clinker. Les principaux produits importés par le Cameroun sont : carburants et lubrifiants (1.128,052 milliards de FCFA), machines et appareils mécaniques (422,163 milliards de FCFA), machines et appareils électriques (233,729 milliards de FCFA), riz (200,843 milliards de FCFA), fonte, fer et acier (186,723 milliards de FCFA), poissons de mer congelés (182,563 milliards de FCFA) , blé (178,303 milliards de FCFA), produits pharmaceutiques (166,47 milliards de FCFA), matières plastiques (155,633 milliards de FCFA), véhicules de tourisme (117,582 milliards de FCFA), ouvrages en fonte, fer et acier (109,090 milliards de FCFA), huiles brutes végétales ou raffinées (108,153 milliards de FCFA), véhicules pour transport de marchandises (90,714 milliards de FCFA), clinkers (87,721 milliards de FCFA), insecticides, fongicides et herbicides (80,730 milliards de FCFA), sucre raffiné (72,571 milliards de FCFA), engrais (70,919 milliards de FCFA), papiers et cartons (68,065 milliards de FCFA), produits céramiques (58,560 milliards de FCFA),

Parmi les fournisseurs du Cameroun, avec un regain de 3,2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, la Chine conserve sa position dominante dans ce classement, représentant 19% du total des importations. Ce maintien souligne la forte dépendance économique du Cameroun envers la Chine. Les importations proviennent de 186 pays, mais les dix premiers fournisseurs (Chine, Inde, France, Etats-Unis, Belgique, Allemagne, Emirats Arabes Unis,

Norvège, Grande Bretagne et Japon) concentrent 59 % du total des importations. Cette concentration met en lumière l'importance stratégique des relations commerciales avec un groupe restreint de partenaires. Les importations en provenance des pays africains ont baissé de 2,2 points de pourcentage par rapport à l'année 2022, représentant 9,5% des dépenses totales d'importation. Dans ce sous-groupe, la Côte-d'Ivoire se positionne au premier rang avec un poids de 1,5%, il est suivi par le Maroc et l'Afrique du Sud.

La valeur totale des exportations baisse de 14,20% en glissement annuel pour tomber à 2.988 milliards de FCFA en 2023. Depuis 2017, à l'exception de l'année 2020, les recettes d'exportations augmentaient de façon continue. Cette contraction est principalement alimentée par le recul des expéditions sur le marché international de l'huile brute de pétrole (-25,60%), du gaz naturel liquéfié (-33,30%), du caoutchouc brut (-26,50%), du bois brut (-16,60%), du bois scié (-6,10%) et du coton brut (-4,80%).

Les principaux produits exportés par le Cameroun sont : huile brute de pétrole (1.127,084 milliards de FCFA), gaz naturel liquéfié (421,377 milliards de FCFA), cacao brut (359,143 milliards de FCFA), bois sciés (199,152 milliards de FCFA), coton brut (147,893 milliards de FCFA), pâte de cacao (97,470 milliards de FCFA), carburants et lubrifiants (66,503 milliards de FCFA), bois brut (64,384 milliards de FCFA), beurre de cacao (55,550 milliards de FCFA), aluminium (54,259 milliards de FCFA), savon de ménage (51,570 milliards de FCFA), banane (31,402 milliards de FCFA), caoutchouc brut (30,691 milliards de FCFA).

La structure des exportations du Cameroun est faiblement diversifiée. En effet, l'huile brute de pétrole, le gaz naturel liquéfié et le cacao brut représentent 63,80% de la valeur totale des exportations de notre pays. Cette forte dépendance aux recettes d'exportations provenant de ces 3 produits constitue un handicap majeur car tributaire des fluctuations des cours internationaux. Le Cameroun devrait élargir et diversifier son panier de produits d'exportations pour assurer une bonne dynamique de ses échanges. C'est une étape importante à franchir pour affirmer notre position sur le marché mondial et ouvrir ainsi la voie à une croissance économique durable et soutenue.

Pour ce qui est des pays clients des produits « made in Cameroon », malgré une légère baisse de 3,8 points de pourcentage par rapport à l'année d'avant, la Hollande reste le premier client du Cameroun en 2023, enregistrant 23,2% des parts du marché. Ce leadership souligne l'importance cruciale de cette nation européenne dans les échanges commerciaux avec le Cameroun. Bien que les produits camerounais soient prisés par 133 pays à travers le monde, une concentration importante se dégage. Les six premiers clients (Pays-Bas, France, Inde, Chine, Tchad et Italie) représentent 62,3% du total des exportations en 2023.

Malgré la diversification des partenaires, les échanges avec les pays africains restent limités dans les statistiques douanières. Elles représentent seulement 12,7 % des recettes totales d'exportations dont 8,1% en direction des autres pays de la CEMAC. Cette faible intégration commerciale, notamment avec les autres pays de la CEMAC et le Nigéria pourrait ne pas traduire le niveau réel des échanges, principalement en raison de la porosité des frontières qui engendre des échanges transfrontaliers non enregistrés dans les statistiques douanières.

Au plan intérieur, le niveau général des prix a augmenté de +7,4% en 2023 après +6,3% en 2022, +2,3% en 2021, +2,5% en 2020, +2,5% en 2019, +1,1% en 2018, +0,6% en 2017 et

+0,9% en 2016. Ce niveau demeure élevé en comparaison avec l'histoire économique récente, caractérisée par un taux d'inflation annuel moyen de +2,4% de 1996 à 2021. Au cours de cette période, les taux les plus élevés ont été enregistrés en 1997, 2001, 2006 et 2008 avec respectivement +4,8 %, +4,4 %, +5% et +5,3 %.

L'année 2023 a été marquée par la vigueur de l'inflation à partir de février. La hausse des prix sur un an s'est d'abord située autour de +8,2%, avec un pic à +8,5 % en mars. Elle a décéléré progressivement pour revenir à +6,8% en octobre et terminer l'année à +5,9%.

Sur le plan spatial, les taux d'inflation les moins élevés sont enregistrés dans les Villes de Bamenda (+6%), Buéa (+6,8%), Bafoussam (+7%) et Garoua (+7,1%). Les villes de Ngaoundéré (+8,4%), Bertoua (+8%), Douala (+7,7%) et Maroua (+7,6%) connaissent les hausses de prix les plus prononcées.

Les produits alimentaires suivis des biens et services de transport constituent le premier moteur de l'inflation au Cameroun. Ensemble, ces deux postes, représentant environ 44% des dépenses de consommation finale des ménages, ont été les principaux contributeurs à la hausse des prix. Les produits alimentaires ont enregistré une progression de +11,1%. Parallèlement, les coûts associés à la composante "transport" ont également exercé une pression à la hausse sur l'inflation, affichant une augmentation de +15%. La hausse des prix des produits alimentaires peut être attribuée en grande partie au renchérissement des légumes, des pains et céréales, des fruits, ainsi que des poissons et fruits de mer. En ce qui concerne le transport, l'inflation, qui s'est installée de manière durable à partir de février 2023, est directement liée à l'augmentation du prix du carburant à la pompe, observée à compter du 1er février 2023.

Pour le cas spécifique des produits alimentaires, la progression des prix a connu un ralentissement, passant de +12,9% en 2022 à +11,1% en 2023, tout en restant à un niveau élevé. L'augmentation est principalement notable pour les légumes qui ont enregistré une hausse de +22,2%. Le ralentissement de la hausse des prix est constaté dans plusieurs catégories de produits alimentaires. Ainsi, les prix des pains et céréales augmentent de +8,3% après une hausse de +16,3% en 2022, ceux des poissons et fruits de mer connaissent une augmentation de +9% après une hausse de +12,4% en 2022, les huiles et graisses enregistrent une hausse de +5,7% après une augmentation de +16,4% en 2022, les prix du lait, du fromage et des œufs connaissent une hausse de +7,8% après une augmentation de +10,7% en 2022, et enfin, les prix des viandes augmentent de +5,2% après une hausse de +6,5% en 2022. Les fruits quant à eux, voient leur prix augmenter de +14,3% après une hausse de +11% en 2022. Sur le plan international, l'on note une certaine détente des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux. L'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit l'évolution mensuelle des cours internationaux des produits alimentaires de base les plus couramment échangés, a en effet reculé de 13,7% en 2023, avec un repli marqué pour les huiles végétales et les céréales. Cependant, le prix du riz a connu une augmentation de 21% au cours de la même période en grande partie en raison de craintes quant à l'impact du phénomène El Niño sur la production de riz et sous l'effet des restrictions à l'exportation imposées par l'Inde. Au niveau local, les prix des produits alimentaires ont grimpé pour diverses raisons : (i) la faible production nationale due à des capacités de production réduites, des conditions

météorologiques défavorables ayant entraîné de mauvaises récoltes et des pertes de bétail, et la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, limitant la production et la distribution des produits, (ii) les difficultés d'approvisionnement des principaux centres de consommation, (iii) les répercussions partielles des hausses de coûts des matières premières et des intrants agricoles, sur les prix de vente aux consommateurs, (iv) les stocks de sécurité insuffisants et la pénurie de certains produits y compris les produits pétroliers.

En ce qui concerne les produits importés, le conflit entre l'Ukraine et la Russie a entraîné des perturbations dans l'offre. Les coûts de production locale de nombreux biens et services ont augmenté en raison de l'augmentation des prix des intrants agricoles et d'autres matières premières sur le marché international. Face à cette conjoncture internationale qui exerçait déjà une pression sur les prix en fin 2022, le Gouvernement a maintenu en 2023 les mesures existantes et a introduit de nouvelles mesures pour contrer l'inflation importée et encourager la production locale. Ainsi, dans la Loi de finances 2023, les semences, les engrais et les produits agricoles ont été exemptés de taxes à l'importation. De plus, les boissons utilisant des ingrédients locaux bénéficient d'une réduction de 30% des droits d'accises. En plus des subventions et des exonérations, le Gouvernement renforce le contrôle des prix, organise des ventes promotionnelles des produits de consommation courante, élargit la liste des produits soumis à des prix réglementés et encourage les opérateurs économiques à bloquer les prix de plusieurs produits de grande consommation pendant plusieurs jours.

L'inflation est principalement alimentée par la hausse des prix des produits locaux. L'inflation des produits locaux se situe à +8,1%, principalement en raison de la persistance des pressions sur les prix des produits alimentaires et pétroliers, des fluctuations des taux de change ainsi que des variations climatiques. Malgré la levée de l'état d'urgence sanitaire lié à la Covid-19 en mai 2023 par l'Organisation Mondiale de la Santé, la baisse des prix internationaux de l'énergie et la réduction des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, l'inflation des produits importés, bien qu'en baisse, demeure élevée (+5,6%).

L'inflation reste en grande partie entretenue par les prix des produits frais. Les prix des produits frais ont enregistré une hausse de +15,1 %. L'inflation sous-jacente, calculée en excluant les produits à prix plus volatils afin de mettre en lumière les tendances inflationnistes fondamentales, s'est renforcée, atteignant +6%, après +5,6 % en 2022. De leur côté, les prix de l'énergie ont augmenté de +8,4 %, en lien avec la hausse des prix du carburant.

Dans un contexte mondial marqué par la normalisation des chaînes d'approvisionnement, la baisse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, l'adoption des mesures de resserrement de la politique monétaire par la plupart des banques centrales, une diminution de l'inflation pourrait être envisageable en 2024. Cependant, la révision à la hausse des prix du carburant à la pompe survenue le 3 février 2024 pourrait suffisamment amortir le ralentissement de l'inflation. Somme toute, les prévisions établies par l'INS révèlent que le taux d'inflation pourrait se situer aux alentours de 7% au cours de l'année 2024.

Face à la perspective des tensions inflationnistes en 2024 et dans le but de réduire davantage la dépendance extérieure du Cameroun, la politique de transformation structurelle de l'économie, socle de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) mérite d'être accélérée. Ceci est d'autant plus crucial si le conflit russo-ukrainien et les tensions au

Proche-Orient perdurent, avec des conséquences inflationnistes potentiellement persistantes. Un levier essentiel pour accroître l'offre diversifiée de produits agricoles est le développement des unités de production et la facilitation de l'accès aux intrants agricoles tels que les engrais chimiques, les herbicides, les semences, etc., ainsi que le soutien à la production agricole. Il est également nécessaire de poursuivre le développement des infrastructures routières et de communication afin de désenclaver les bassins de production de cultures vivrières ainsi que l'intensification des actions d'atténuation des impacts du changement climatique ; ce qui devra contribuer à soutenir une offre constante des produits alimentaires agricoles tout au long de l'année. Sur le plan énergétique, l'accélération de la restructuration/modernisation de la SONARA, et la valorisation de l'énergie hydroélectrique produite dans les barrages par leur mise en service devraient contribuer considérablement à améliorer la distribution de l'énergie hydroélectrique moins chère aux entreprises et aux ménages. De plus, le développement des sources d'énergie alternatives à des coûts accessibles, notamment le solaire et l'éolien, mérite une attention accrue.

Des actions structurelles telles que l'amélioration de la compétitivité des entreprises, du climat des affaires ainsi que la lutte contre les oligopoles, les monopoles, les ententes et les abus de position dominante doivent se poursuivre. Il est également impératif d'intensifier les contrôles sur les marchés pour prévenir d'éventuelles dérives liées à la revalorisation des salaires.

■ 1.1.2. Contribution du chapitre dans l'attente des objectifs sectoriels

Le MINCOMMERCE aura contribué aux résultats obtenus dans le secteur Industrie et Services à travers :

la promotion et la diversification des exportations, grâce à l'accompagnement des entreprises à l'obtention des agréments aux régimes préférentiels CEMAC et CEEAC, le renforcement de l'infrastructure dans le cadre de la dématérialisation des procédures du commerce extérieur, la participation aux foires à l'étranger, la facilitation de la circulation des produits camerounais dans la sous-région Afrique Centrale ainsi que dans le reste du continent et la sensibilisation des opérateurs économiques sur les opportunités commerciales des Accords préférentiels APE, ZLECAf, CEEAC et CEMAC ;
l'assainissement du marché par le raccourcissement et la fluidification des chaînes de distribution ainsi que la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles ;
la promotion du « consommer local » en vue de la réduction des importations de certains produits de grande consommation.

■ 1.1.3. Contribution du chapitre dans l'atteinte des objectifs sectoriels en matière de promotion de l'égalité

Le Ministère du Commerce, dans le cadre de la promotion de l'égalité des sexes, s'attèle à mettre en œuvre l'Axe stratégique n°3 de la Politique Nationale du Genre (PNG) intitulé « Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production », à travers trois (03) des six (06) domaines d'actions prioritaires concernés, à savoir (i) l'amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les segments des chaînes de valeurs de secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche), (ii) l'amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat et (iii) l'élargissement du cadre et de l'offre de services de soutien aux activités économiques des femmes.

En effet, d'une manière globale, il y a lieu de relever, au rang des actions menées par ledit Département ministériel, ce qui suit :

- la construction, l'aménagement et/ou l'équipement des Vitrines « made in Cameroon » majoritairement approvisionnées par les femmes et associations de femmes ;
- l'accompagnement des promotrices des produits du terroir dans l'amélioration de la présence des produits locaux dans les Grandes Surfaces, via l'intégration desdits produits dans les rayons des Supermarchés et Hypermarchés ainsi que leur exposition dans les Vitrines « made in Cameroon » de Yaoundé (Carrefour-MEEC, Odza et Carrefour-Tsinga), Douala (Deido, Bonabéri, Bonamoussadi et Bonanjo), Ebolowa, Sangmélina et Ngaoundéré. On y compte, à date, plus de deux mille cinq cents (2 500) références issues de la transformation des produits locaux exposées et vendues au quotidien ;
- le renforcement des capacités des femmes opérant dans le domaine du e-commerce ;
- les appuis (technique, logistique, financier et institutionnel) aux promotrices des produits made in Cameroon.

■ 1.2. CADRE LOGIQUE DES PROGRAMMES ET ACTIONS

En vue d'un meilleur accomplissement de ces missions et dans le droit fil des lignes directrices de la Stratégie Nationale de Développement, le Ministère du Commerce s'est assigné comme objectif stratégique de « contribuer au développement des exportations, d'assurer la régulation du commerce intérieur et de participer à l'assainissement de l'espace économique national ».

Ledit objectif se décline en axes d'intervention ci-après, qui consisteront à :

- améliorer la performance des entreprises à l'exportation ;
- densifier l'offre infrastructurelle du commerce transfrontalier ;
- accroître la visibilité et la présence des produits camerounais sur les marchés national et international ;
- dynamiser davantage la coopération commerciale bilatérale et multilatérale ;
- développer l'intelligence commerciale ;
- intensifier l'assainissement du marché ;
- améliorer le dispositif de prévention et de gestion des pénuries des produits de grande consommation ;
- multiplier et diversifier les initiatives de promotion de la consommation des produits locaux ;
- garantir l'exactitude et la fiabilité de la mesure dans les transactions commerciales ;
- capaciter les acteurs dans le domaine de la métrologie et des normes ;
- encadrer le juste prix.

1.2.1. Cadre logique des programmes du chapitre 21 - Ministère du commerce

PROGR MME	OBJECTI F	INDICAT EURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICA TION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027	
PROGRA MME 015	Contribue r à	Part des produits mis		Direction du Commerce						
APPUI AU DEVELO PPEMEN T DES EXPORT ATIONS	l'améliorat ion de la compétitiv ité des produits « made in Cameroun » dans les marchés d'exportat ion	en marché à l'étranger dans l'ensembl e des produits devant faire l'objet d'un encadrem ent du MINCOM MERCE	%	Extérieur du MINCOMME RCE	29,50	33,5	35,75	38,25	40,5	47,5
PROGRA MME 021	Veiller à	Indice des prix des		les points de vente						
REGULA TION DU MARCHE INTERIE UR	l'approvis onnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurren ce	produits de grande consomm ation	%							
PROGRA MME 025	Améliorer la	Taux de réalisatio n des		Rapport annuel d'activités de la						
GOUVER NANCE ET APPUI INSTITUT IONNEL DU MINCOM MERCE	coordinati on des services et assurer la bonne mise en œ u v r e d e s programm es.	activités budgétisé es	%	CELSUI	92,97	94	95	95	96	98
PROGRA MME 152	Ce programm e a pour	Taux d'équité des		Rapport d'activités de la Direction de la						

PROGRAMME	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027	
PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	objectif de garantir l'équité dans les activités commerciales.	transactions commerciales	%	métrologie, de la Qualité et des Prix (DMQP) et TRADESTAT	96,87	98	98	98	98,25	98,5
PROGRAMME 015 APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation	Part des produits mis en marché à l'étranger dans l'ensemble des produits devant faire l'objet d'un encadrement du MINCOMMERCE	%	Direction du Commerce Extérieur du MINCOMMERCE		35,75	38,25	40,5		
PROGRAMME 021 REGULATION DU MARCHE INTERIEUR	Veiller à l'approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence	Indice des prix des produits de grande consommation	%	les points de vente						
PROGRAMME 025 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	Taux de réalisation des activités budgétisées	%	Rapport annuel d'activités de la CELSUI		95	96	98		
PROGRAMME 152 PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	Ce programme a pour objectif de garantir l'équité dans les activités commerciales.	Taux d'équité des transactions commerciales	%	Rapport d'activités de la Direction de la métrologie, de la Qualité et des Prix (DMQP) et TRADESTAT		98	98	98,25		

1.2.2. Cadre logique des actions par programme

1.2.2.1-Cadre logique du programme 015 - Appui au développement des exportations

a. Présentation du programme

En dépit des efforts fournis par le Gouvernement, on relève que les exportations du Cameroun demeurent très peu diversifiées et sont constituées principalement des produits primaires. Pour inverser cette tendance, la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), prescrit un mix entre import/substitution et promotion des exportations en s'appuyant sur les avantages comparatifs de l'économie nationale.

Dans cette perspective, le Programme d'Appui au Développement des Exportations s'emploiera, au cours de ce triennat, à améliorer la compétitivité des produits « made in Cameroon » à l'exportation, en vue de consolider leur présence sur les marchés traditionnels, conquérir de nouveaux débouchés, irradier les marchés régionaux et, ainsi même, contribuer à réduire le déficit de la balance commerciale. Ledit programme s'attèlera spécifiquement à :

- encadrer les entreprises à l'exportation dans le but d'améliorer leur performance ;
- développer les infrastructures du commerce transfrontalier pour densifier l'offre des infrastructures du commerce transfrontalier ;
- promouvoir les produits camerounais à l'étranger à l'effet de renforcer la visibilité

des produits « made in Cameroon » sur les marchés internationaux ; développer l'intelligence commerciale pour assurer la surveillance de l'évolution des marchés étrangers.

Ledit programme est placé sous la responsabilité de Monsieur MOTOMBY Joseph NDUMBE, Directeur du Commerce Extérieur, et a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation. Son indicateur s'intitule : « Part des produits mis en marché à l'étranger dans l'ensemble des produits devant faire l'objet d'un encadrement du MINCOMMERCE ».

Pour sa mise en œuvre, le Programme « Appui au Développement des Exportations » s'appuie sur les acteurs institutionnels ci-après :

la Direction du Commerce Extérieur, chargée notamment (i) de la définition, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du commerce extérieur, (ii) de l'incitation à la promotion des exportations, (iii) du suivi des importations et des exportations, (iv) de la recherche de nouveaux marchés pour les produits camerounais, (v) du suivi des activités des organisations internationales, régionales et sous-régionales œuvrant dans le domaine du commerce international, en liaison avec les administrations concernées, (vi) de la négociation et du suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux, en liaison avec le Ministère en charge des relations extérieures, (vii) de l'élaboration du programme annuel des manifestations commerciales à l'étranger et du suivi de son exécution, en veillant à assurer la coordination des actions des différents organismes de promotion commerciale, (viii) du suivi des activités des représentations commerciales du Cameroun à l'étranger et (ix) du suivi du commerce international des matières premières et des produits dérivés, en liaison avec les Départements ministériels et les organismes concernés.

la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) qui, grâce à ses mécanismes de péréquation, contribue à rendre les produits pétroliers accessibles aux consommateurs, sur l'ensemble du territoire national ;

l'Office National du Cacao et du Café (ONCC), dont les missions sont les suivantes : (i) le suivi statistique des campagnes de commercialisation du cacao et du café, (ii) le suivi des activités de contrôle des produits à l'exportation, (iii) la visite technique des installations des organismes chargés du contrôle de qualité, des usines et des magasins de stockage en vue de leur agrément, (iv) la défense et la promotion de l'image de marque de l'origine Cameroun, (v) le suivi des accords internationaux de cacao et de café ainsi que de la représentation du Cameroun auprès des organismes internationales du cacao et du café en liaison avec l'interprofession et (vi) l'élaboration des études à lui confiées par le Gouvernement dans les domaines du cacao et du café.

b.Stratégie programme

La Stratégie du Programme d'Appui au Développement des Exportations consistera, au titre du triennat 2025-2027, à :

l'accompagnement des entreprises à l'arrimage aux exigences des marchés d'exportation, à travers principalement l'escorte d'une trentaine d'opérateurs économiques à l'obtention des agréments préférentiels CEMAC et CEEAC au profit de la circulation en franchise de droits de douanes d'au moins une centaine de produits sein de ces deux (02) espaces communautaires ;

la mise à niveau de la procédure d'inscription aux fichiers des importateurs et des exportateurs dans le cadre de la dématérialisation des procédures du commerce extérieur ;

l'accompagnement des entreprises locales à la participation aux manifestations foraines

à l'étranger, notamment la Foire Transfrontalière de la CEMAC (FOTRAC), la China International Import-Export de Shanghai et la Foire de Lagos ;
le développement de la coopération commerciale, avec un focus sur (i) la préparation du Comité technique Cameroun - Afrique du Sud sur le commerce, (ii) le suivi de la mise en œuvre de la politique commerciale avec l'Union Européenne, (iii) la sensibilisation et l'information des opérateurs économiques sur les opportunités commerciales des accords préférentiels APE, ZLECAf et agréments CEMAC et (iv) la 14^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC dont les préparatifs ont déjà été amorcés.

c.Présentation des actions

ACTION 01 : ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION

Avec pour objectif d'améliorer la performance des entreprises à l'exportation, cette action a pour indicateur « Proportion des entreprises ayant exporté après avoir bénéficié de l'encadrement du MINCOMMERCE ». A cet effet, l'activité phare consiste à l'accompagnement des entreprises à l'arrimage aux exigences des marchés d'exportation et les activités subsidiaires portent sur le développement du mentorat et du réseautage à l'export.

ACTION 02 : ACTION 2 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU COMMERCE TRANSFRONTALIER

Cette action a pour objectif de densifier l'offre des infrastructures du commerce transfrontalier et pour indicateur « Taux de mise en œuvre de la cartographie des infrastructures marchandes transfrontalières (Centres d'excellence de traitement post récolte, laboratoires, points de distribution des produits pétroliers, infrastructures d'écoulement des produits, de conservation et de stockage des produits) ». Pour ce faire, les principales activités à mener porteront sur (i) la mise à niveau de la procédure d'inscription aux fichiers des importateurs et des exportateurs dans le cadre de la dématérialisation (et) la construction et entretien des infrastructures marchandes transfrontalières d'écoulement des produits.

ACTION 03 : ACTION 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER

Cette action a pour objectif de renforcer la visibilité des produits camerounais sur les marchés étrangers et pour indicateur « Taux de pénétration initiale des produits made in Cameroon dans les marchés cibles ». En effet, il s'agira notamment de l'accompagnement des entreprises locales dans le cadre de leur participation aux manifestations foraines, de la mise en consommation des produits camerounais à l'étranger ainsi que de la facilitation de l'intégration des biens et services camerounais dans les chaînes de distribution et les chaînes de valeur étrangère.

ACTION 04 : ACTION 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE

L'objectif recherché à travers la mise en œuvre de cette action est de surveiller l'évolution des marchés étrangers. L'indicateur identifié la « Proportion des marchés extérieurs surveillés ». Les activités qui permettent de réaliser cette action sont les suivantes :

- la veille commerciale ;
- le développement de la coopération commerciale.

PROGR MME/AC TION	OBJECTI F	INDICAT EURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICA TION	RÉALISATION		ESTIMATION		VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027			
PROGR MME 015	Contribue r à	Part des produits mis		Direction du Commerce								
APPUI AU DEVELO PPEMEN T DES EXPORT ATIONS	l'améliorat ion de la compétitiv ité des produits « made in Camerou n » dans les marchés d'exportat ion	en marché à l'étranger dans l'ensembl e des produits devant faire l'objet d'un encadrem ent du MINCOM MERCE	%	Extérieur du MINCOMME RCE	29,50	33,5	35,75	38,25	40,5	47,5		
ACTION 01	Améliorer la performanc e des entreprises à l'exportatio n	Proportion des entreprises locales ayant exporté après avoir bénéficié de l'encadrem ent du MINCOMM ERCE	%	Rapport d'activité de la DCE	23,75	26	28	30	32	38		
ACTION 02	Action 2 : DEVELOP PEMENT DES INFRASTR UCTURES DU COMMER CE TRANSFR ONTALIER	Densifier l'offre des infrastructu res du commerce transfrontal ier	%	Direction du Commerce Extérieur du MINCOMME RCE	7,80	14	16	18	20	26		
ACTION 03	Action 3 : PROMOTI ON DES PRODUITS CAMEROU NAIS A L'ETRANG ER	Taux de pénétration initiale des produits made in Cameroun dans les marchés cibles	%	Rapports annuels d'activité (DCE et ONCC) et tradestat	32,8	29	32	35	45	50		

ACTION 04										
Action 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE	Surveiller l'évolution des marchés étrangers	Proportion des marchés extérieurs surveillés	%	Rapport d'activités annuel de la DCE	69,80	71	73	75	77,5	82

1.2.2.2-Cadre logique du programme 021 - Régulation du marché intérieur

a. Présentation du programme

Le marché intérieur fait face au déficit des infrastructures de commercialisation, à la faible structuration et professionnalisation des principaux acteurs, à la persistance des pratiques anticoncurrentielles et à la forte propension des habitudes de consommation extraverties.

Afin d'y remédier, la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), prescrit (i) le renforcement de la concurrence commerciale, (ii) la promotion du made in Cameroon, (iii) la construction des infrastructures marchandes, (iv) l'amélioration de la structuration des circuits de commercialisation, (v) le renforcement de la résilience face aux fluctuations des prix et (vi) le développement du commerce électronique.

Dans cette perspective, le programme de Régulation du marché intérieur s'emploiera à

structurer les circuits de distribution en vue d'un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence.

Pour y parvenir, les actions à mettre en œuvre porteront sur :

- la surveillance du marché, en vue d'assainir l'espace commercial national ;
- l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des produits, dans le but de renforcer la maîtrise des prix des produits ;
- la promotion des produits locaux, aux fins d'accroissement de leur visibilité et de leur consommation ;
- la dynamisation des mécanismes de promotion de la saine concurrence, dans l'optique de contribuer à la protection de l'espace commercial national.

la Direction du Commerce Intérieur, chargée notamment (i) du suivi de la constitution des stocks de sécurité de produits de grande consommation, (ii) de l'élaboration de la législation et de la réglementation sur la distribution des biens, la prestation de services et le statut des commerçants, en liaison avec les structures et administrations techniques concernées, (iii) du suivi de la commercialisation des produits industriels, agricoles et de la pêche, (iv) de l'organisation et de la supervision des foires commerciales, (v) du suivi de la demande nationale en biens et services ainsi que leur approvisionnement régulier sur le marché intérieur, (vi) de la régulation des approvisionnements des produits de grande consommation, en liaison avec les administrations concernées et (vii) de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies de promotion des produits camerounais;

la Brigade Nationale des Contrôles et de la Répression des Fraudes, chargée entre autres : (i) du suivi de l'application de la législation et de la réglementation sur le commerce, la concurrence, les prix, la métrologie, les produits subventionnés, les normes, la qualité et le service après – vente, (ii) de la centralisation de tous les procès-verbaux d'infractions établis par les unités de contrôle et de la répression des

fraudes des services déconcentrés, (iii) du contrôle des stocks spéculatifs des produits, (iv) du contrôle des produits préemballés et assimilés, ainsi que (v) de la prévention et de l'élimination des pratiques anticoncurrentielles ;

la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation (MIRAP) qui est chargée, notamment de constituer les stocks régulateurs des produits de grande consommation et d'animer les marchés forains et les magasins témoins de vente desdits produits ;

l'Office National du Cacao et du Café (ONCC), dont les missions sont les suivantes : (i) le suivi statistique des campagnes de commercialisation du cacao et du café, (ii) le suivi des activités de contrôle des produits à l'exportation, (iii) la visite technique des installations des organismes chargés du contrôle de qualité, des usines et des magasins de stockage en vue de leur agrément, (iv) la défense et la promotion de l'image de marque de l'origine Cameroun, (v) le suivi des accords internationaux de cacao et de café ainsi que de la représentation du Cameroun auprès des organismes internationaux du cacao et du café en liaison avec l'interprofession et (vi) l'élaboration des études à lui confiées par le Gouvernement dans le domaine des filières cacao et café ;

la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) qui, grâce à ses mécanismes de péréquation, contribue à rendre les produits pétroliers accessibles aux consommateurs, sur l'ensemble du territoire national ;

la Commission Nationale de la Concurrence (CNAC) dont les missions consistent à : (i) examiner et émettre un avis sur toutes les questions relatives à la politique de la concurrence au Cameroun notamment, sur les projets de textes législatifs et réglementaires susceptibles d'influencer l'exercice de la concurrence sur le marché intérieur, (ii) rechercher, contrôler et, le cas échéant poursuivre et sanctionner les opérations anticoncurrentielles définies dans la Loi N°98/013 du 14 juillet 1998 relative à la concurrence et (iii) apporter l'expertise et l'assistance nécessaire à la prise des décisions de justice en matière de concurrence

la réalisation d'environ 60 000 contrôles dans les marchés, tant en situation ordinaire que sous forme d'opérations « coup-de-poing », en vue de lutter contre les pratiques commerciales illicites et réprimer les infractions à la réglementation commerciale ;

l'intensification de la mise en place des infrastructures marchandes, à travers la construction, par l'entremise des municipalités, d'une trentaine de nouvelles halles de marchés ;

l'accompagnement des acteurs du commerce électronique ainsi que l'interconnexion de la plateforme publique gouvernementale de commerce électronique aux plateformes internationales de e-commerce (ALIBABA et AMAZON) en liaison avec société Rwandaise DATA SYSTEM ;

la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation (MIRAP) s'attèlera, dans le cadre de la contribution à la gestion des crises des approvisionnements, à organiser sur toute l'étendue du territoire national, des marchés forains et des marchés témoins périodiques ;

le renforcement et la densification de l'organisation des manifestations visant à doper la consommation des produits locaux, au rang desquelles le Festival International du Café (FESTICOFFEE), le Festival International du Cacao (FESTICACAO), le Marché de Noël à Douala, le Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat de Yaoundé (PROMOTE), la Foire Internationale des Affaires et du Commerce de Douala (FIAC) ;

l'intensification, en collaboration avec les entreprises citoyennes, de l'organisation des caravanes itinérantes de vente promotionnelle des produits de consommation de

masse, en élargissant l'opération à l'arrière-pays ;
 la poursuite de la mise en place, en collaboration avec le secteur privé, des Vitrines d'exposition et de commercialisation des produits « made in Cameroon ». C'est ainsi qu'il sera procédé aux travaux de construction et d'équipement de vitrines « made in Cameroon » à N'gaoundéré, Bafoussam et Garoua etc. ;
 la Commission Nationale de la Concurrence (CNAC) procèdera au renforcement de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles, à travers, entres autres, la réalisation des investigations sur les cas de concentrations et d'examiner des affaires pendantes ou pour lesquelles elle sera saisie en matière de contentieux.
 le Conseil National de la Consommation (CONACO) se chargera de l'encadrement du consumérisme, en sensibilisant et informant les associations de protection des droits des consommateurs sur leurs missions, ainsi qu'en veillant au respect des droits consommateurs.

c.Présentation des actions

ACTION 01: SURVEILLANCE DU MARCHÉ

la modernisation des systèmes de contrôle ;
 le renforcement des capacités des unités de contrôles ;
 la répression des infractions à la réglementation commerciale.
 la contribution à la gestion des crises d'approvisionnement, avec la contribution, entre autres, de la Mission de Régulation et des Approvisionnements des Produits de grande consommation (MIRAP) ;
 l'appui aux CTD pour la construction, l'équipement et l'entretien (réhabilitation) des marchés ;
 l'encadrement et la maîtrise de la distribution des produits de consommation de masse ;
 la promotion de l'activité commerciale ;
 la maîtrise du commerce électronique et du commerce des services.
 le renforcement de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles ;
 le renforcement de la défense commerciale ;
 l'encadrement du consumérisme.

PRO GRA MME /ACT ION	OBJ ECTI F	INDI CAT EUR S	UNITÉ DE MESUR E	SOU RCE DE VÉRI FICA TION	RÉALISA TION	ESTIMATI ON	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027	
PRO GRA MME 021	Veill er à	Indic e des prix des		les points de vente						

<p>REG ULA TIO N DU MAR CHE INTE RIE UR</p>	<p>l'app rovisi onne ment régul ier du marc hé intéri eur dans les cond itions de sain e conc urren ce</p>	<p>prod uits de gran de cons omm ation</p>	<p>%</p>							
---	--	--	----------	--	--	--	--	--	--	--

<p>ACTI ON 01</p> <p>SUR VEIL LANC E DU MAR CHE</p>	<p>Assai nir le marc hé</p>	<p>Taux d'ass ainiss emen t du marc hé intéri eur</p>	<p>%</p>	<p>Rappo rts d'activi tés de la Brigad e Nation ale des Contrô les et de la Répre ssion des Fraud es (BNC RF), Délég ations Régio nales du Comm erce (DRC) et Délég ations Départ ement ales du Comm erce (DDC)</p>	<p>85,92</p>	<p>86,5</p>	<p>87,5</p>	<p>88,5</p>	<p>90,5</p>	<p>92</p>
--	---	---	----------	---	--------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-----------

<p>ACTI ON 02</p> <p>AME LIOR ATIO N DE LA DISP ONIB ILITE ET DE L'AC CES SIBIL ITE DES PRO DUIT S</p>	<p>Renfo rcer la maîtri se des prix des produ its sur le marc hé intéri eur</p>	<p>Taux de stabili té des prix des produ its issus des conce rtatio ns entre le MINC OMM ERC E et les opéra teurs écon omiq ues</p>	<p>%</p>	<p>Rappo rts annuel s (DCI et MIRA P) et tradest at</p>	<p>69,75</p>	<p>74</p>	<p>76</p>	<p>78</p>	<p>80,25</p>	<p>87</p>
---	---	---	----------	---	--------------	-----------	-----------	-----------	--------------	-----------

<p>ACTI ON 03</p> <p>PRO MOTI ON DES PRO DUIT S LOC AUX</p>	<p>Améli orer la visibili té des produ its locau x sur le marc hé intéri eur</p>	<p>Taux de repré senta tivité de réfère nces des produ its made in Came roon dans les surfa ces com merci ales mode rnes</p>	<p>%</p>	<p>Rappo rts annuel s (DCI ONCC et CELS TAT)</p>	<p>26,65</p>	<p>27</p>	<p>28,5</p>	<p>30</p>	<p>32,75</p>	<p>39</p>
--	--	--	----------	--	--------------	-----------	-------------	-----------	--------------	-----------

<p>ACTI ON 04</p> <p>DYN AMIS ATIO N DES MEC ANIS MES DE PRO MOTI ON DE LA SAIN E CON CUR REN CE</p>	<p>Contri buer à la prote ction de l'espa ce com merci al natio nal</p>	<p>Propo rtion des décisi ons rendu es sur les pratiq ues anti- concu rrenti elles et déloy ales (carte blanc, abus de positi on domi nante , fusion - acqui sition, mesu res anti- dump ing, mesu res comp ensat oire, mesu res de sauve garde)</p>	<p>%</p>	<p>Rappo rts d'activi té CNAC, CONA CO, DCI et tradest at</p>	<p>94,98</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>
---	---	---	----------	---	--------------	------------	------------	------------	------------	------------

1.2.2.3-cadre logique du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du MINCOMMERCE

a. Présentation du programme

Le Ministère du Commerce, dans le cadre de l'implémentation de ses programmes opérationnels, est confronté à l'insuffisance des ressources financières, matérielles et humaines de qualité.

Dans ce sillage, le contexte induit par la pandémie du coronavirus (Covid-19) a révélé des difficultés à utiliser des solutions alternatives de travail, notamment les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), du fait de l'obsolescence et/ou de l'insuffisance des équipements appropriés.

De même, un constat général sur le fonctionnement des administrations fait état de l'existence de difficultés liées au dispositif statistique à savoir (i) la faible structuration des cadres de résultats des stratégies et politiques publiques, (ii) la mauvaise formulation et/ou la non opérabilité des indicateurs de résultat, (iii) le faible arrimage des administrations publiques aux exigences du système statistique décentralisé et (iv) l'insuffisance des financements nationaux consacrés à l'activité statistique.

Dans l'optique d'inverser la tendance qui prévaut, la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), dans ses orientations contenues aux paragraphes 405 et 416, prescrit notamment (i) la modernisation de l'administration publique, (ii) l'optimisation du fonctionnement de l'administration publique, (iii) l'amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat à travers, entre autres, la revalorisation du cadre de travail des agents publics, par la fixation et le respect des normes, en termes d'espace de travail et de matériel adéquat ».

Pour ce faire, le Ministère du Commerce se propose de mettre en œuvre, par le biais du Programme de Gouvernance et appui institutionnel, les actions appropriées, afin de créer le cadre et les conditions propices à une bonne implémentation des programmes opérationnels.

Ainsi, il s'emploiera à :

- coordonner et suivre les activités des services en vue d'assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère ;
- renforcer la planification et la programmation dans l'optique d'améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense du Ministère ;
- développer le système d'information statistique à travers la mise en place d'un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques, dans la perspective de produire des données statistiques de qualité indispensables aux pilotages stratégique et opérationnel par la performance au sein du Ministère ;
- améliorer le cadre et les conditions de travail afin de les services d'infrastructures et d'équipements adéquats ;
- développer et gérer les ressources humaines dans le but de les améliorer qualitativement ;
- développer les TIC au sein du Ministère aux fins d'optimisation des échanges administratifs et d'information entre les différentes structures du Ministère ;
- réaliser les contrôle et audit internes en vue de d'assurer le bon fonctionnement et le rendement des services ainsi que le respect de l'éthique professionnelle ;
- renforcer le conseil juridique pour veiller au respect des lois, règlements, accords et conventions au Ministère ;
- renforcer la communication en vue d'accroître la visibilité des actions menées au Ministère

le Secrétariat Général, placé sous l'autorité du Secrétaire Général qui (i)

coordonne l'action des services de l'Administration Centrale et des Services Déconcentrés du Ministère et tient à cet effet des réunions de coordination dont il adresse le compte-rendu au Ministre, (ii) définit et codifie les procédures internes au Ministère, (iii) veille à la formation permanente du personnel et organise, sous l'autorité du Ministre, des séminaires et des stages de recyclage, de perfectionnement ou de spécialisation, (iv) suit, sous l'autorité du Ministre, l'action des services rattachés dont il approuve le programme d'action et reçoit les comptes-rendus d'activités et (v) veille à la célérité dans le traitement des dossiers, centralise les archives et gère la documentation du Ministère ;

l'Inspection Générale, chargée (i) de l'évaluation des performances des services par rapport aux objectifs fixés, en liaison avec le Secrétaire Général, (ii) du contrôle interne et de l'évaluation du fonctionnement des services du Ministère, (iii) de l'information du Ministre sur la qualité du fonctionnement et du rendement des services, (iv) de l'évaluation de l'application des techniques d'organisation et méthodes ainsi que de la simplification du travail administratif et (v) de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption au sein du Ministère, en liaison avec la Cellule Ministérielle de Lutte contre la Corruption ;

la Direction des Affaires Générales, chargée (i) de la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines du Ministère, (ii) de l'application de la politique du Gouvernement en matière de formation des personnels en service au Ministère, (iii) du recrutement des personnels décisionnaires, (iv) de la coordination de l'élaboration du plan de formation des personnels internes, (v) du suivi de l'amélioration des conditions de travail, (vi) de la préparation des actes administratifs de gestion des personnels internes, (vii) de la préparation des mesures d'affectation des personnels au sein du département, (viii) de l'instruction des dossiers disciplinaires des personnels internes, (ix) de l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs aux dépenses des personnels du Ministère, (x) de la préparation des éléments de solde et accessoires de solde des personnels en service au Ministère, (xi) de la saisie et de la validation solde de la prise en charge des actes de recrutement, de promotion, de nomination, d'avancement de cadre et de grade, (xii) de la saisie et de la validation solde des indemnités et primes diverses, (xiii) de la saisie et de la validation solde des prestations familiales, (xiv) de la mise à jour du fichier solde, (xv) de l'élaboration et de la liquidation des actes de concession des droits à pension et rentes viagères, (xvi) de l'élaboration et de la liquidation des actes concédants les rentes d'accidents de travail et des maladies professionnelles, (xvii) de la mise à jour du fichier des personnels internes, (xviii) de l'élaboration, de l'exécution et du contrôle du budget du Ministère, (xix) de la préparation des Dossiers d'Appel d'Offres et du suivi de l'exécution des marchés publics au sein du Ministère, (xx) du contrôle du respect des procédures de passation des marchés, (xxi) de la tenue du fichier et des statistiques sur les marchés publics, (xxii) de la conservation des documents des marchés publics, (xxiii) du suivi de l'exécution des travaux et prestations de service et (xxiv) de la gestion et de la maintenance des biens meubles et immeubles du Ministère ;

la Division des Etudes, des Projets et des Statistiques, chargée (i) de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle du Ministère, (ii) de la conduite et de la réalisation des études, ainsi que du suivi de la mise en œuvre des programmes et projets, en liaison avec les partenaires concernés, (iii) de la mise en place des outils d'analyse, de planification, de suivi,

de contrôle de gestion des risques et de modification des projets, (iv) de l'évaluation des performances des programmes et projets au cours de leur réalisation, ainsi que de la proposition des mesures correctives, (v) de la préparation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Ministère, en liaison avec les autres administrations concernées, (vi) de la constitution et de la mise à jour des banques de projets et des statistiques dans le secteur du commerce, (vii) de l'assistance et du conseil en matière de planification des activités des autres services du Ministère, (viii) de l'analyse macro-économique des données statistiques sur le commerce et (ix) du suivi de la conjoncture dans le secteur du commerce. ;

la Division des Affaires Juridiques, chargée (i) de la préparation et de la mise en forme des projets de texte à caractère législatif et réglementaire initiés par le Ministère ou soumis à la signature du Ministre, (ii) du respect de la légalité et de la régularité juridique des actes engageant le Ministère, (iii) des avis juridiques sur les questions relevant du Ministère, (iv) de la promotion et de la vulgarisation de la culture juridique au sein du Ministère, (v) de la défense des intérêts de l'Etat en justice chaque fois que le Ministère est impliqué dans une affaire, en liaison avec le Ministère en charge de la justice, (vi) du suivi du fonctionnement des Comités de Recours chargés d'assurer le service public d'arbitrage relatif à la protection des consommateurs, (vii) de l'étude, de la mise en forme et du suivi des traités, accords ou conventions passés avec les pays étrangers, les organisations internationales et les personnes morales de droit public ou privé, (viii) de la codification des textes législatifs, réglementaires et conventionnels relatifs aux activités du Ministère, (ix) du suivi des affaires de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) et (x) du suivi des travaux de la Commission des Nations Unies pour le Droit du Commerce International (CNUDCI) ;

la Sous-Direction de la Documentation et des Archives, chargée (i) de la collecte, de la centralisation et de la conservation des études, rapports et documents de toute nature, publiés au Cameroun ou à l'étranger, relatifs aux questions de développement économique, social, culturel et technologique, (ii) de la coordination technique des services de documentation de l'administration centrale, des services déconcentrés et rattachés du ministère, en liaison avec les services concernés, (iii) de la conception et la mise en place d'un système de classement de la documentation du Ministère, (iv) de la conception et la mise en place d'un système d'archivage physique et virtuel de la documentation du Ministère, (v) de la collecte, de la centralisation, de la conservation, de la multiplication et de la diffusion de la documentation intéressant le Ministère, (vi) de l'abonnement aux différentes revues et publications intéressant le Ministère, (vii) de la conservation des archives du Ministère et (viii) des relations avec les Archives Nationales ;

la Cellule de Suivi, chargée notamment (i) du suivi des activités des services centraux et déconcentrés du Ministère, (ii) de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la feuille de route du Ministère, (iii) de la synthèse des Programmes d'actions, des notes de conjoncture et des rapports d'activités transmis par les Services Centraux et Déconcentrés du Ministère, (iv) du secrétariat et du suivi des orientations des réunions de coordination présidées par le Ministre ou le Secrétaire Général ;

la Cellule des Statistiques, chargée (i) de la collecte, la centralisation et l'analyse des données statistiques en matière commerciale, (ii) de la production

des statistiques commerciales nationales, en liaison avec la structure nationale en charge de la statistique et (iii) de la mise à jour des banques de données en matière commerciale ;

la Cellule Informatique, chargée (i) de la conception et de la mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère, (ii) du choix des équipements informatiques et des systèmes d'exploitation, (iii) de la mise en place des banques et bases de données relatives aux différents sous-systèmes informatiques du Ministère, (iv) de la sécurisation, de la disponibilité et de l'intégrité du système informatique, (v) de la veille technologique en matière d'informatique, (vi) de la promotion des technologies de l'information et de la communication, (vii) des études de développement, de l'exploitation et de la maintenance des applications et du réseau informatique du Ministère et (viii) de la promotion de l'e-Government au sein du Ministère ;

la Cellule de Traduction, chargée (i) de la traduction courante des documents, (ii) du contrôle de qualité de la traduction courante et (iii) de la constitution d'une banque de données terminologiques en matière de commerce ;

la Cellule de la Communication, chargée (i) de la mise en œuvre de la stratégie de communication gouvernementale au sein du Ministère, (ii) de la conception et de la mise en forme des messages spécifiques du Ministre, (iii) de la collecte, de l'analyse et de la conservation de la documentation journalistique et audiovisuelle du Ministère, (iv) de l'exploitation des articles de presse relevant du domaine du commerce, (v) de la promotion permanente de l'image de marque du Ministère, (vi) du protocole et de l'organisation des cérémonies auxquelles participe le Ministre, (vii) de la réalisation des émissions spécialisées du Ministère dans les médias, (viii) de l'organisation des conférences de presse et autres actions de communication du Ministre, (ix) de la rédaction et de la publication du bulletin d'informations et de toutes autres publications intéressant le commerce, ainsi que (x) de l'animation du site web du Ministère.

b.Stratégie programme

La Stratégie du Programme de Gouvernance et Appui Institutionnel, dans le cadre du triennat 2025-2027, se traduira à travers l'implémentation des actions sus-évoquées tel qu'il suit :

la production des documents de planification et de programmation requis (rapports de revue des activités, rapports CDMT) ainsi que la maturation des projets du Ministère ;
la production des éditions 2025, 2026 et 2027 de l'Annuaire statistique sur le commerce ;
l'acquisition et la mise à la disposition des personnels des Services Centraux et Déconcentrés, du mobilier de bureau et du matériel informatique et du matériel roulant ;
l'amélioration du traitement du personnel ;
la poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère ;
la réalisation des opérations de contrôle de l'activité et du fonctionnement des structures du Ministère et organismes sous-tutelle ainsi que de mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption et la Stratégie Nationale de Gouvernance ;
la poursuite (i) de l'encadrement juridique des services du Ministère du Commerce, (ii) du suivi de la mise en œuvre des actes OHADA, (iii) de la révision de la loi n°98/01 du 14 juillet 1998 relative à la concurrence et (iv) de l'accompagnement des initiatives relatives à l'élaboration du projet de décret d'application de la loi n°2015/018 du 21 décembre 2018 régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
l'amélioration de la visibilité de l'action du Ministère (média et hors média, marketing web).

c.Présentation des actions

ACTION 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

Avec comme indicateur « Taux d'utilisation des outils de performance », cette action a pour objectif d'assurer, grâce à un pilotage et une coordination efficaces, le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Commerce.

ACTION 02: RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION AU MINISTERE DU COMMERCE

Cette action a pour objectif d'améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce et pour indicateur « Taux de production de qualité des principaux documents de la chaîne PPBS ». Elle devra être mise en œuvre à travers l'élaboration des documents planification et de programmation.

ACTION 03: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

Avec pour indicateur « Taux de production des données statistiques clés de pilotage des programmes », cette action a pour objectif de mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques à travers :

- la production de l'annuaire statistique sur le commerce ;
- la réalisation des enquêtes spécifiques ;
- l'animation permanente de la plateforme sur les informations commerciales (Cameroon Trade Portal) ;
- l'extension progressive du Cameroon Market Information System (CAMIS) sur l'ensemble du territoire national.

ACTION 04: AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'objectif de cette action est de doter les services des infrastructures et équipements adéquats. Son indicateur s'intitule : « Proportion du personnel disposant d'un poste de travail adéquat ».

ACTION 05: DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avec pour indicateur « Proportion des personnels formés par an », cette action a pour objectif d'accroître qualitativement les ressources humaines en s'appuyant sur le renforcement des capacités du personnel.

ACTION 06: DEVELOPPEMENT DES TIC AU SEIN DU MINISTERE

Cette action vise à optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du Ministère et a pour indicateur : « Taux d'accès des personnels à une information de qualité ». Il porte précisément sur la mise en œuvre du schéma directeur informatique.

ACTION 07: CONTROLE ET AUDIT INTERNE

Cette action a pour objectif d'assurer le bon fonctionnement et le rendement des services ainsi que le respect de l'éthique professionnelle. Son indicateur s'intitule « Taux de réalisation des missions de contrôle et d'audit des services programmés ». La mise en œuvre de cette action consistera à améliorer le fonctionnement et la performance des services.

ACTION 08: RENFORCEMENT DU CONSEIL JURIDIQUE

Avec pour indicateur « Taux de diminution du contentieux », cette action a pour objectif de veiller au respect des lois, des règlements, des accords et conventions au ministère.

ACTION 09: RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION

Cette action a pour objectif d'améliorer la communication institutionnelle autour des actions et réalisations du ministère et pour indicateur : « Taux de couverture médiatique des activités prioritaires de la feuille de route ministérielle ». La mise en œuvre de cette action consistera à accroître la visibilité des actions menées au sein du ministère par des activités de communication et des relations publiques.

PROGRAMME/ACTI TION	OBJECTI F	INDICAT EURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICA TION	RÉALISATION		ESTIMATION			VALEUR CIBLE	CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027		
PROGRA MME 025	Améliorer la	Taux de réalisatio n des		Rapport annuel d'activités de la							
GOUVER NANCE ET APPUI INSTITUT IONNEL DU MINCOM MERCE	coordinati on des services et assurer la bonne mise en œ u v r e d e s programm es.	activités budgétisé es	%	CELSUI	92,97	94	95	95	96	98	
ACTION 01 COORDIN ATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	assurer la coordinatio n et le suivi des activités de tous les services	taux de production des rapports de suivi des activités	%	Rapport annuel d'activité de la CELSUI	100	100	100	100	100	100	
ACTION 02 RENFORC EMENT DE LA PLANIFICA TION ET DE LA PROGRAM MATION AU MINISTER E DU COMMER CE	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce.	Taux de production de qualité des principaux documents de la chaîne PPBS	%	Rapport annuel d'activité de la DEPS	97,89	98,5	99	99	99,25	99,5	

<p>ACTION 03</p> <p>DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE</p>	<p>Produire des données statistiques de qualité pour le pilotage stratégique et opérationnel par la performance au sein du ministère</p>	<p>Taux de production des données statistiques clés du pilotage des programmes</p>	<p>%</p>	<p>Rapport annuel d'activités de la DEPS</p>	<p>84,88</p>	<p>86</p>	<p>88,25</p>	<p>89,75</p>	<p>91</p>	<p>93</p>
<p>ACTION 04</p> <p>AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</p>	<p>Doter les services des infrastructures et équipements adéquats</p>	<p>Proportion du personnel disposant d'un poste de travail adéquat</p>	<p>%</p>	<p>Service de la Maintenance et du Matériel</p>	<p>48,88</p>	<p>67</p>	<p>70</p>	<p>73</p>	<p>75,75</p>	<p>79</p>
<p>ACTION 05</p> <p>DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</p>	<p>Accroître qualitative et quantitative ment les ressources humaines au sein du ministère</p>	<p>Proportion des personnels formés par an</p>	<p>%</p>		<p>64,88</p>	<p>66,25</p>	<p>67,75</p>	<p>69</p>	<p>70,5</p>	<p>73</p>
<p>ACTION 06</p> <p>DEVELOPPEMENT DES TIC AU SEIN DU MINISTÈRE</p>	<p>Optimiser les échanges administratifs et d'informations entre les services du Ministère</p>	<p>Taux d'accès des personnels à une information de qualité</p>	<p>%</p>	<p>Rapport annuel d'activités de la CELINFO</p>	<p>58,70</p>	<p>59</p>	<p>60,25</p>	<p>62,5</p>	<p>64,75</p>	<p>66</p>
<p>ACTION 07</p> <p>CONTROLE ET AUDIT INTERNE</p>	<p>Assurer le fonctionnement et rendement des services et le respect de l'éthique professionnelle</p>	<p>Taux de réalisation des missions de contrôle et d'audit des services programmés</p>	<p>%</p>	<p>Rapport annuel d'activités de l'IG</p>	<p>71,98</p>	<p>72</p>	<p>73</p>	<p>74</p>	<p>75</p>	<p>79</p>

<p>ACTION 08</p> <p>RENFORCEMENT DU CONSEIL JURIDIQUE</p>	<p>Veiller au respect des droits et règlements, au sein du Ministère</p>	<p>Taux d'encadrement juridique</p>	<p>%</p>	<p>Division des Affaires Juridiques</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>
<p>ACTION 09</p> <p>RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION</p>	<p>Améliorer la communication institutionnelle autour des actions et réalisations du ministère</p>	<p>Taux de couverture médiatique des activités prioritaires de la feuille de route ministérielle</p>	<p>%</p>	<p>Rapport annuel d'activités de la CELCOM</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>

1.2.2.4-cadre logique du programme 152 - Promotion de la métrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix

a. Présentation du programme

Dans un contexte économique difficile marqué par la persistance des tensions inflationnistes et des pratiques qui entachent l'équité dans les activités commerciales, l'Etat se doit non seulement de garantir la juste mesure, mais encore d'encadrer les prix d'un certain nombre de biens et services, afin de préserver le pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables et de lutter contre les surfacturations dans le cadre de la commande publique.

C'est ainsi que la Stratégie Nationale de Développement 2020 – 2030 a prescrit d'une part le développement de l'Infrastructure Qualité, notamment la métrologie, d'autre part l'encadrement concerté des prix des produits de grande consommation et l'arrimage des prix mercuriale aux prix moyens réels du marché.

Dans cette perspective, le Gouvernement prévoit, à travers le programme « Promotion de la métrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix », de renforcer l'équité dans les activités commerciales, en œuvrant au développement de la métrologie, ainsi qu'à la prévention et la préservation du pouvoir d'achat des consommateurs tout en améliorant la qualité et la fiabilité des référentiels des prix de la commande publique.

La mise en œuvre de ce programme s'appuie sur les trois (03) actions ci – après :
 développement de la métrologie, qui vise à garantir l'exacte mesure dans la commercialisation des biens et services ;
 développement de la veille normative, en vue d'outiller les acteurs sur les évolutions technologiques et normatives des marchés cibles ;
 encadrement du juste prix, qui œuvre pour la promotion du prix exact.

Ledit programme est placé sous la responsabilité de **Monsieur NOAH AVA Freddy, Directeur de la Métrologie, de la Qualité et des Prix**, et a pour objectif de garantir l'équité dans les activités commerciales. Son indicateur s'intitule : « Taux d'équité dans les transactions commerciales ».

Les actions dudit Programme sont mises en œuvre essentiellement par :
la Direction de la Métrologie, de la Qualité et des Prix, chargée entre autres : (i) de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation et de la réglementation sur la

métrologie et les prix, en liaison avec la Direction des Affaires Juridiques, **(ii)** du suivi de l'élaboration des normes en liaison avec les administrations concernées, ainsi que **(iii)** du suivi de l'élaboration des normes de présentation et de conservation des produits de grande consommation, en liaison avec les administrations concernées ;
la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) qui, grâce à ses mécanismes de péréquation, contribue à rendre les produits pétroliers accessibles aux consommateurs, sur l'ensemble du territoire national.

b.Stratégie programme

La Stratégie du Programme de Promotion de la Métrologie, de la Veille Normative et Encadrement du Juste Prix consistera, en ce qui concerne le triennat 2025-2027, à :

l'intensification des vérifications primitives et périodiques des instruments de mesures de petite, moyenne et grande portée, dans l'optique de permettre au consommateur de payer le juste prix . Ainsi, il est projeté le jaugeage d'environ quatre centaines de récipients mesures, l'étalonnage d'environ 900 masses, l'approbation d'au moins 45 modèles d'instruments de mesure et la vérification d'une centaine d'instruments de pesage. Dans le même sillage, il sera procédé au renforcement des capacités en infrastructures et équipements métrologiques, à travers la modernisation des salles de métrologie des Services Centraux et Déconcentrés du MINCOMMERCE ;
la réalisation des enquêtes sur la qualité des produits de grande consommation mis en marché ;
le suivi hebdomadaire, en collaboration avec le MINEE et la CSPH, des approvisionnements des produits pétroliers ;

la contribution à la maîtrise de la dépense publique, via (i) l'élaboration d'environ 500 jeux de 03 tomes de la mercuriale des prix, dans le souci de contribuer à l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique et (ii) la validation des prix des biens et services non référencés dans la Mercuriale.

c.Présentation des actions

ACTION 01: DEVELOPPEMENT DE LA METROLOGIE

Cette action a pour objectif de garantir l'exacte mesure dans la production et la commercialisation des biens et services et pour indicateur : « Taux d'équité dans les transactions commerciales ». En effet, les activités suivantes seront menées :

la réalisation des travaux métrologiques ;
le renforcement des capacités en infrastructures et équipements métrologiques ;
la mise en œuvre du mécanisme de veille métrologique.

ACTION 02: DEVELOPPEMENT DE LA VEILLE NORMATIVE

Avec pour indicateur « Taux d'acteurs sensibilisés, formés et informés », cette action a pour objectif d'outiller les acteurs sur les évolutions technologiques et normatives. Ainsi, il sera réalisé comme activité, à titre principal, le suivi des exigences normatives et réglementaires des produits mis en marché.

ACTION 03: ENCADREMENT DU JUSTE PRIX

Il s'agit de promouvoir le juste prix. A cet effet, il s'agira principalement d'élaborer les prix et

tarifs de référence.

PROGR MME/AC TION	OBJECTI F	INDICAT EURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICA TION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027	
PROGRA MME 152	Ce programm e a pour	Taux d'équité des		Rapport d'activités de la Direction de la						
PROMOT ION DE LA METROL OGIE, DE LA VEILLE NORMAT IVE	objectif de garantir l'équité dans les activités commerci ales.	transactio ns commerci ales	%	métrologie, de la Qualité et des Prix (DMQP) et TRADESTAT	96,87	98	98	98	98,25	98,5
ACTION 01 DEVELOP PEMENT DE LA METROLO GIE	Garantir l'exacte mesure dans la production et la commercial isation des biens et services	Taux d'équité dans les transactio ns commercial es	%	Rapport annuel d'activités de la DMQP et TRADESTAT	96,87	98	98	98	98,25	98,5
ACTION 02 DEVELOP PEMENT DE LA VEILLE NORMATI VE	outiller les acteurs sur l e s évolutions technologi q u e s e t normatives	Taux d'acteurs, sensibilisés , formés et informés	%	Rapports d'activités de la Cellule de la Norme et de la Qualité (CNQ) et de la Sous- Direction des Laboratoires et des Equipements Spécifiques (SDLES)	68,90	71	74	78	80	83
ACTION 03 ENCADRE MENT DU JUSTE PRIX	Promouvoir le juste prix	Taux d'accroisse ment en glissement annuel du nombre de télécharge ment en ligne de la mercuriale	%	Rapports d'activités de la Sous- Direction des Prix						

■ 1.2.2.1. Cadre logique du programme 015 - Appui au développement des exportations

a. Présentation du programme

En dépit des efforts fournis par le Gouvernement, on relève que les exportations du Cameroun demeurent très peu diversifiées et sont constituées principalement des produits primaires. Pour inverser cette tendance, la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), prescrit un mix entre import/substitution et promotion des exportations en s'appuyant sur les avantages comparatifs de l'économie nationale.

Dans cette perspective, le Programme d'Appui au Développement des Exportations s'emploiera, au cours de cette décennie, à améliorer la compétitivité des produits « made in Cameroon » à l'exportation, en vue de consolider leur présence sur les marchés traditionnels, conquérir de nouveaux débouchés, irradier les marchés régionaux et, ainsi même, contribuer à réduire le déficit de la balance commerciale. Ledit programme s'attèlera spécifiquement à :

- encadrer les entreprises à l'exportation dans le but d'améliorer leur performance ;
- développer les infrastructures du commerce transfrontalier pour densifier l'offre des infrastructures du commerce transfrontalier ;
- promouvoir les produits camerounais à l'étranger à l'effet de renforcer la visibilité des produits « made in Cameroon » sur les marchés internationaux ;
- développer l'intelligence commerciale pour assurer la surveillance de l'évolution des marchés étrangers.

Ledit programme est placé sous la responsabilité de Monsieur MOTOMBY Joseph NDUMBE, Directeur du Commerce Extérieur, et a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation. Son indicateur s'intitule : « Part des produits mis en marché à l'étranger dans l'ensemble des produits devant faire l'objet d'un encadrement du MINCOMMERCE ».

b. Stratégie programme

La Stratégie du Programme d'Appui au Développement des Exportations consistera, au titre de l'année 2024, à la mise en œuvre des actions, activités et projets ci-après :

- l'accompagnement des entreprises à l'arrimage aux exigences des marchés d'exportation, à travers principalement l'escorte d'une dizaine d'opérateurs économiques à l'obtention des agréments préférentiels CEMAC au profit de la circulation en franchise de droits de douanes sur les marchés de la zone éponyme, d'au moins une cinquantaine de leurs produits ;
- la mise à niveau de la procédure d'inscription aux fichiers des importateurs et des exportateurs dans le cadre de la dématérialisation ;
- l'accompagnement d'une dizaine d'entreprises locales participant aux manifestations foraines à l'étranger, notamment la Foire Transfrontalière de la CEMAC (FOTRAC), la China International Import-Export de Shanghai et la Foire de Lagos ;
- dans l'optique du développement de la coopération commerciale, un focus sera mis sur (i) la préparation du Comité technique Cameroun - Afrique du Sud sur le commerce, (ii) le suivi de la mise en œuvre de la politique commerciale avec l'Union Européenne et (iii) la sensibilisation et

l'information des opérateurs économiques, via l'organisation d'un séminaire y dédié, sur les opportunités commerciales des accords préférentiels APE, ZLECAf et agréments CEMAC.

c. Présentation des actions

ACTION 01: ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION

Avec pour objectif d'améliorer la performance des entreprises à l'exportation, cette action a pour indicateur « Proportion des entreprises ayant bénéficié de l'encadrement du MINCOMMERCE en vue de l'exportation de leurs produits ». A cet effet, l'activité phare consiste à l'accompagnement des entreprises à l'arrimage aux exigences des marchés d'exportation.

ACTION 02: ACTION 2 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU COMMERCE TRANSFRONTALIER

Cette action a pour objectif de densifier l'offre des infrastructures du commerce transfrontalier et pour indicateur « Taux de mise en œuvre de la cartographie des infrastructures marchandes transfrontalières (Centres d'excellence de traitement post récolte, laboratoires, points de distribution des produits pétroliers, infrastructures d'écoulement des produits, de conservation et de stockage des produits) ». Pour ce faire, les principales activités à mener porteront sur (i) la mise à niveau de la procédure d'inscription aux fichiers des importateurs et des exportateurs dans le cadre de la dématérialisation (et) la construction et entretien des infrastructures marchandes transfrontalières d'écoulement des produits.

ACTION 03: ACTION 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER

Cette action a pour objectif de renforcer la visibilité des produits camerounais sur les marchés étrangers et pour indicateur « Taux de pénétration initiale des produits made in Cameroon dans les marchés cibles ». en effet, il s'agira de l'accompagnement des entreprises locales participant aux manifestations foraines.

ACTION 04: ACTION 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE

Avec pour indicateur « Proportion des marchés extérieurs surveillés », cette action a pour objectif de surveiller l'évolution des marchés étrangers. Les activités suivantes seront menées :

- la veille commerciale ;
- le développement de la coopération commerciale.

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027	
PROGRAMME 015 APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation	Part des produits mis en marché à l'étranger dans l'ensemble des produits devant faire l'objet d'un encadrement du MINCOMMERCE	%	Direction du Commerce Extérieur du MINCOMMERCE		35,75	38,25	40,5		
ACTION 01 ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION	Améliorer la performance des entreprises à l'exportation	Proportion des entreprises locales ayant exporté après avoir bénéficié de l'encadrement du MINCOMMERCE	%	Rapport d'activité de la DCE		28	30	32		
ACTION 02 Action 2 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU COMMERCE TRANSFRONTALIER	Densifier l'offre des infrastructures du commerce transfrontalier	Taux de mise en oeuvre de la cartographie des infrastructures marchandes transfrontalières	%	Direction du Commerce Extérieur du MINCOMMERCE		16	18	20		
ACTION 03 Action 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	Renforcer la visibilité des produits Camerounais sur les marchés étrangers	Taux de pénétration initiale des produits made in Cameroun dans les marchés cibles	%	Rapports annuels d'activité (DCE et ONCC) et tradestat		32	35	45		

<p>ACTION 04 Action 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE</p>	<p>Surveiller l'évolution des marchés étrangers</p>	<p>Proportion des marchés extérieurs surveillés</p>	<p>%</p>	<p>Rapport d'activités annuel de la DCE</p>		<p>73</p>	<p>75</p>	<p>77,5</p>		
--	---	---	----------	---	--	-----------	-----------	-------------	--	--

1.2.2.2. **Cadre logique du programme 021 - Regulation du marche interieur**

a. Présentation du programme

Le marché intérieur fait face au déficit des infrastructures de commercialisation, à la faible structuration et professionnalisation des principaux acteurs, à la persistance des pratiques anticoncurrentielles et à la forte propension des habitudes de consommation extraverties. Afin d'y remédier, la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), prescrit (i) le renforcement de la concurrence commerciale, (ii) la promotion du made in Cameroon, (iii) la construction des infrastructures marchandes, (iv) l'amélioration de la structuration des circuits de commercialisation, (v) le renforcement de la résilience face aux fluctuations des prix et (vi) le développement du commerce électronique.

Dans cette perspective, le programme de Régulation du marché intérieur s'emploiera à structurer les circuits de distribution en vue d'un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence.

Pour arriver à cette fin, les actions à mettre en œuvre porteront sur :

- la surveillance du marché, en vue d'assainir l'espace commercial national ;
- l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des produits, dans le but de renforcer la maîtrise des prix des produits ;
- la promotion des produits locaux, aux fins d'accroissement de leur visibilité ;
- la dynamisation des mécanismes de promotion de la saine concurrence, dans l'optique de contribuer à la protection de l'espace commercial national.

Ledit programme est placé sous la responsabilité de Madame NDAH PESOH née NJI KEMBOH Mirabel, Directeur du Commerce Intérieur, et a pour objectif de veiller à l'approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence. Son indicateur s'intitule : « Indice des prix des produits de grande consommation ».

b. Stratégie programme

La Stratégie du Programme de Régulation du Marché Intérieur, au titre de l'exercice 2024, portera sur le déploiement des actions susmentionnées de la manière suivante :

- la réalisation d'environ 20 000 contrôles dans les marchés, tant en situation ordinaire que sous forme d'opérations « coup-de-poing », en vue de lutter contre les pratiques commerciales illicites et réprimer les infractions à la réglementation commerciale ;
- l'intensification de la mise en place des infrastructures marchandes, à travers la construction, par l'entremise des municipalités, de dix-sept (17) nouvelles halles de marchés ;
- l'accompagnement des acteurs du commerce électronique ainsi que l'interconnexion de la plateforme publique gouvernementale de commerce électronique aux plateformes internationales de e-commerce (ALIBABA et AMAZON) en liaison avec société Rwandaise DATA SYSTEM ;
- la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation

(MIRAP) s'attèlera, dans le cadre de la contribution à la gestion des crises des approvisionnements, à organiser sur toute l'étendue du territoire national, des marchés forains et des marchés témoins périodiques ;

- le renforcement et la densification de l'organisation des manifestations visant à doper la consommation des produits locaux, au rang desquelles le Festival International du Café (FESTICOFFEE), le Festival International du Cacao (FESTICACAO), le Salon International de l'Agroalimentaire de Yaoundé (SIALY), le Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat (PROMOTE), la Foire Internationale des Affaires et du Commerce de Douala (FIAC) ;
- l'intensification, en collaboration avec les entreprises citoyennes, l'organisation des caravanes itinérantes de vente promotionnelle des produits de consommation de masse, en élargissant l'opération à l'arrière-pays ;
- la poursuite de la mise en place, en collaboration avec le secteur privé, des Vitrines d'exposition et de commercialisation des produits « made in Cameroon ». C'est ainsi qu'il sera procédé au démarrage des travaux de réfection et équipement d'une vitrine « made in Cameroon » d'Ebolowa 2, de même qu'à la construction et l'équipement d'une vitrine « made in Cameroon » à N'Gaoundéré 1er ;
- la Commission Nationale de la Concurrence (CNAC) procèdera au renforcement de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles, à travers, entre autres, la réalisation des investigations sur les cas de concentrations et d'examiner des affaires pendantes ou pour lesquelles elle sera saisie en matière de contentieux. Dans un second temps, le Conseil National de la Consommation (CONACO) se chargera de l'encadrement du consumérisme, en sensibilisant et informant les associations de protection des droits des consommateurs sur leurs missions, ainsi qu'en veillant au respect des droits consommateurs.

[UW1]Relever la problématique en rapport avec l'approvisionnement du marché

c. Présentation des actions

ACTION 01: SURVEILLANCE DU MARCHÉ

Avec pour objectif d'assainir le marché, cette action a pour indicateur : « Taux d'assainissement du marché intérieur ». Ainsi, il est question d'assurer l'opérationnalité et l'efficacité des structures de lutte contre les pratiques commerciales illicites. Les activités suivantes seront menées :

- la modernisation des systèmes de contrôle ;
- le renforcement des capacités des unités de contrôles ;
- la répression des infractions à la réglementation commerciale.

ACTION 02: AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS

Cette action a pour objectif de renforcer la maîtrise des prix des produits sur le marché intérieur et pour indicateur « Taux de stabilité des prix des produits issus des concertations entre le MINCOMMERCE et les opérateurs économiques ». Ainsi, les activités ci-après seront réalisées :

- la contribution à la gestion des crises d'approvisionnement, avec la contribution, entre

autres, de la Mission de Régulation et des Approvisionnements des Produits de grande consommation (MIRAP) ;

- l'appui aux CTD pour la construction, l'équipement et l'entretien (réhabilitation) des marchés ;
- l'encadrement et la maîtrise de la distribution des produits de consommation de masse ;
- la promotion de l'activité commerciale ;
- la maîtrise du commerce électronique et du commerce des services.

ACTION 03: PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

Avec pour indicateur « taux de représentativité des références des produits made in Cameroon dans les surfaces commerciales modernes (supermarchés, vitrines made in Cameroon, stations-services) », cette action a pour objectif d'améliorer la visibilité des produits locaux sur le marché intérieur. Aussi, importera-t-il, dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, de réaliser comme activité, l'amélioration de la visibilité des produits du terroir à travers, entre autres, l'appui aux foires locales (FIAC, PROMOTE, N'DELICES), la réfection et l'équipement de la Vitrine « made in Cameroon » d'Ebolowa 2 et la construction et l'équipement de la Vitrine « made in Cameroon » de N'Gaoundéré 1er.

ACTION 04: DYNAMISATION DES MECANISMES DE PROMOTION DE LA SAINTE CONCURRENCE

Cette action a pour objectif de contribuer à la protection de l'espace commercial national et pour indicateur « Proportion des décisions rendues sur les pratiques anti-concurrentielles et déloyales (cartels, abus de position dominante, fusion, mesures anti-dumping, mesures compensatoire, mesures de sauvegarde)". Il s'agira pour ce faire, de mener les activités suivantes :

- le renforcement de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles ;
- le renforcement de la défense commerciale ;
- l'encadrement du consumérisme.

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027	
PROGRAMME 021 REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR	Veiller à l'approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence	Indice des prix des produits de grande consommation	%	les points de vente						
ACTION 01 SURVEILLANCE DU MARCHÉ	Assainir le marché	Taux d'assainissement du marché intérieur	%	Rapports d'activités de la Brigade Nationale des Contrôles et de la Répression des Fraudes (BNCRF), Délégations Régionales du Commerce (DRC) et Délégations Départementales du Commerce (DDC)		87,5	86	90,5		
ACTION 02 AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS	Renforcer la maîtrise des prix des produits sur le marché intérieur	Taux de stabilité des prix des produits sur le marché intérieur issus des concertations entre le MINCOMMERCE et les opérateurs économiques	%	Exploitation des rapports de la Direction du Commerce Intérieur		76	78	80,25		
ACTION 03 PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX	Améliorer la visibilité des produits locaux sur le marché intérieur	Taux de représentativité de références des produits made in Cameroon dans les surfaces commerciales modernes	%	Rapports annuels (DCI ONCC et CELSTAT)		28,5	30	32,75		

<p>ACTION 04 DYNAMISATION DES MECANISMES DE PROMOTION DE LA SAINE CONCURRENCE</p>	<p>Contribuer à la protection de l'espace commercial national</p>	<p>Proportion des décisions rendues sur les pratiques anti-concurrentielles et déloyales (cartels, abus de position dominante, fusion-acquisition, mesures anti-dumping, mesures compensatoire, mesures de sauvegarde)</p>	<p>%</p>	<p>Rapports d'activité CNAC, CONACO, DCI et tradestat</p>	<p>100</p>	<p>100</p>	<p>100</p>			
--	---	--	----------	---	------------	------------	------------	--	--	--

■ 1.2.2.3. **Cadre logique du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce**

a. Présentation du programme

Le Ministère du Commerce, dans le cadre de l'implémentation de ses programmes opérationnels, est confronté à l'insuffisance des ressources financières, matérielles et humaines de qualité.

Dans ce sillage, le contexte induit par la pandémie du coronavirus (Covid-19) a révélé des difficultés à utiliser des solutions alternatives de travail, notamment les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), du fait de l'obsolescence et/ou de l'insuffisance des équipements appropriés.

De même, un constat général sur le fonctionnement des administrations fait état de l'existence de difficultés liées au dispositif statistique à savoir (i) la faible structuration des cadres de résultats des stratégies et politiques publiques, (ii) la mauvaise formulation et/ou la non opérabilité des indicateurs de résultat, (iii) le faible arrimage des administrations publiques aux exigences du système statistique décentralisé et (iv) l'insuffisance des financements nationaux consacrés à l'activité statistique.

Dans l'optique d'inverser la tendance qui prévaut, la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), dans ses orientations contenues aux paragraphes 405 et 416, prescrit notamment (i) la modernisation de l'administration publique, (ii) l'optimisation du fonctionnement de l'administration publique, (iii) l'amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat à travers, entre autres, la revalorisation du cadre de travail des agents publics, par la fixation et le respect des normes, en termes d'espace de travail et de matériel adéquat ».

Pour ce faire, le Ministère du Commerce se propose de mettre en œuvre, par le biais du Programme de Gouvernance et appui institutionnel, les actions appropriées, afin de créer le cadre et les conditions propices à une bonne implémentation des programmes opérationnels.

Ainsi, il s'emploiera à :

- coordonner et suivre les activités des services en vue d'assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère ;
- renforcer la planification et la programmation dans l'optique d'améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense du Ministère ;
- développer le système d'information statistique à travers la mise en place d'un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques, dans la perspective de produire des données statistiques de qualité indispensables aux pilotages stratégique et opérationnel par la performance au sein du Ministère ;
- améliorer le cadre et les conditions de travail afin de les services d'infrastructures et d'équipements adéquats ;
- développer et gérer les ressources humaines dans le but de les améliorer qualitativement ;
- développer les TIC au sein du Ministère aux fins d'optimisation des échanges administratifs

et d'information entre les différentes structures du Ministère ;

- réaliser les contrôle et audit internes en vue de d'assurer le bon fonctionnement et le rendement des services ainsi que le respect de l'éthique professionnelle ;
- renforcer le conseil juridique pour veiller au respect des lois, règlements, accords et conventions au Ministère ;
- renforcer la communication en vue d'accroître la visibilité des actions menées au Ministère via l'amélioration de la communication institutionnelle autour des actions et réalisations du Ministère.

Ledit programme, placé sous la responsabilité du Pr Brusil Miranda Martine METOU, Secrétaire Général, a pour objectif d'améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes. Son indicateur s'intitule : « Taux de réalisation des activités budgétisées ».

b. Stratégie programme

La Stratégie du Programme de Gouvernance et Appui Institutionnel, dans le cadre restreint de l'exercice 2024, se traduira à travers l'implémentation des actions sus-évoquées tel qu'il suit :

- la production de tous les documents de planification et de programmation requis (rapport de revue des activités, rapport CDMT 2025-2027) ainsi qu'à conduire jusqu'à terme le processus de maturation des projets du Ministère ;
- la production de l'édition 2023 de l'Annuaire statistique sur le commerce ;
- l'acquisition et la mise à la disposition des personnels des Services Centraux et Déconcentrés, le mobilier de bureau et le matériel informatique ;
- l'amélioration du traitement du personnel ;
- la poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère ;
- la réalisation des opérations de contrôle de l'activité et du fonctionnement des structures du Ministère et organismes sous-tutelle ainsi que de mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption et la Stratégie Nationale de Gouvernance ;
- la poursuite (i) de l'encadrement juridique des services du Ministère du Commerce, (ii) du suivi de la mise en œuvre des actes OHADA, (iii) des réflexions concernant la révision de la loi n°98/01 du 14 juillet 1998 relative à la concurrence et (iv) de l'accompagnement des initiatives relatives à l'élaboration du projet de décret d'application de la loi n°2015/018 du 21 décembre 2018 régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
- l'amélioration de la visibilité à l'action du Ministère (média et hors média, marketing web).

c. Présentation des actions

ACTION 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

Avec comme indicateur « Taux d'utilisation des outils de performance », cette action a pour objectif d'assurer, grâce à un pilotage et une coordination efficaces, le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Commerce.

ACTION 02: RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION AU MINISTERE DU COMMERCE

Cette action a pour objectif d'améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce et pour indicateur « Taux de production de qualité des principaux documents de la

chaîne PPBS ». Elle devra être mise en œuvre à travers l'élaboration des documents planification et de programmation.

ACTION 03: RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET LA PROGRAMMATION

Avec pour indicateur « Taux de production des données statistiques clés de pilotage des programmes », cette action a pour objectif de mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques à travers :

- la production de l'annuaire statistique sur le commerce ;
- la réalisation des enquêtes spécifiques ;
- l'animation permanente de la plateforme sur les informations commerciales (Cameroon Trade Portal) ;
- l'extension progressive du Cameroon Market Information System (CAMIS) sur l'ensemble du territoire national.

ACTION 04: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

L'objectif de cette action est de doter les services des infrastructures et équipements adéquats. Son indicateur s'intitule : « Proportion du personnel disposant d'un poste de travail adéquat ».

- l'animation permanente de la plateforme sur les informations commerciales (Cameroon Trade Portal) ;
- l'extension progressive du Cameroon Market Information System (CAMIS) sur

l'ensemble du territoire national.

ACTION 05: AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'objectif de cette action est de doter les services des infrastructures et équipements adéquats. Son indicateur s'intitule : « Proportion du personnel disposant d'un poste de travail adéquat ».

ACTION 06: DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avec pour indicateur « Proportion des personnels formés par an », cette action a pour objectif d'accroître qualitativement les ressources humaines en s'appuyant sur le renforcement des capacités du personnel.

ACTION 07: DEVELOPPEMENT DES TIC AU SEIN DU MINISTERE

Cette action vise à optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du Ministère et a pour indicateur : « Taux d'accès des personnels à une information de qualité ». Il porte précisément sur la mise en œuvre du schéma directeur informatique.

ACTION 08: CONTROLE ET AUDIT INTERNE

Cette action a pour objectif d'assurer le bon fonctionnement et le rendement des services ainsi que le respect de l'éthique professionnelle. Son indicateur s'intitule « Taux de réalisation des missions de contrôle et d'audit des services programmés ». La mise en œuvre de cette action consistera à améliorer le fonctionnement et la performance des services.

ACTION 09: RENFORCEMENT DU CONSEIL JURIDIQUE

Avec pour indicateur « Taux de diminution du contentieux », cette action a pour objectif de

veiller au respect des lois, des règlements, des accords et conventions au ministère.

ACTION 10: RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION

Cette action a pour objectif d’améliorer la communication institutionnelle autour des actions et réalisations du ministère et pour indicateur : « Taux de couverture médiatique des activités prioritaires de la feuille de route ministérielle ». La mise en œuvre de cette action consistera à accroître la visibilité des actions menées au sein du ministère par des activités de communication et de relations publiques.

ACTION 11: RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET INFORMATION DES USAGERS

Cette action vise à améliorer la gestion des ressources documentaires et l’information des usagers au Ministère. Pour ce faire, elle devra se mettre en œuvre à travers la gestion de la bibliothèque et des archives.

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION		VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027	
PROGRAMME 025 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	Taux de réalisation des activités budgétisées	%	Rapport annuel d'activités de la CELSUI		95	96	98		
ACTION 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	assurer la coordination et le suivi des activités de tous les services	taux de production des rapports de suivi des activités	%	Rapport annuel d'activité de la CELSUI		100	100	100		
ACTION 02 RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION AU MINISTÈRE DU COMMERCE	Améliorer la qualité et l’efficacité de la dépense au Ministère du Commerce.	Taux de production de qualité des principaux documents de la chaîne PPBS	%	Rapport annuel d'activité de la DEPS		99	99	99,25		
ACTION 03 Renforcement de la planification et la programmation	Améliorer la qualité et l’efficacité de la dépense	Taux de production de qualité des principaux documents de la chaîne PPBS	%	Division des Etudes, des Projets et des Statistiques (DEPS), DAG, PROBMISS						
ACTION 04 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	Produire des données statistiques de qualité pour le pilotage stratégique et opérationnel par la performance au sein du ministère	Taux de production des données statistiques clés du pilotage des programmes	%	Rapport annuel d'activités de la DEPS		88,25	89,75	91		
ACTION 05 AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats	Proportion du personnel disposant d’un poste de travail adéquat	%	Service de la Maintenance et du Matériel		70	73	75,75		
ACTION 06 DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Accroître qualitativement et quantitativement les ressources humaines au sein du ministère	Proportion des personnels formés par an	%			67,75	69	70,5		
ACTION 07 DEVELOPPEMENT DES TIC AU SEIN DU MINISTÈRE	Optimiser les échanges administratifs et d’informations entre les services du Ministère	Taux d’accès des personnels à une information de qualité	%	Rapport annuel d'activités de la CELINFO		60,25	62,5	64,75		
ACTION 08 CONTROLE ET AUDIT INTERNE	Assurer le fonctionnement et rendement des services et le respect de l’éthique professionnelle	Taux de réalisation des missions de contrôle et d’audit des services programmés	%	Rapport annuel d'activités de l'IG		73	74	75		
ACTION 09 RENFORCEMENT DU CONSEIL JURIDIQUE	Veiller au respect des droits et règlements, au sein du Ministère	Taux d’encadrement juridique	%	Division des Affaires Juridiques		100	100	100		
ACTION 10 RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION	Améliorer la communication institutionnelle autour des actions et réalisations du ministère	Taux de couverture médiatique des activités prioritaires de la feuille de route ministérielle	%	Rapport annuel d'activités de la CELCOM		100	100	100		
ACTION 11 RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET INFORMATION DES USAGERS	Améliorer la gestion des ressources documentaires au Ministère du Commerce									

■ 1.2.2.4. Cadre logique du programme 152 - Promotion de la métrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix

a. Présentation du programme

Dans un contexte économique difficile marqué par la persistance des tensions inflationnistes et des pratiques qui entachent l'équité dans les activités commerciales, l'Etat se doit non seulement de garantir la juste mesure, mais encore d'encadrer les prix d'un certain nombre de biens et services, afin de préserver le pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables et de lutter contre les surfacturations dans le cadre de la commande publique.

C'est ainsi que la Stratégie Nationale de Développement 2020 – 2030 a prescrit d'une part le développement de l'Infrastructure Qualité, notamment la métrologie, d'autre part l'encadrement concerté des prix des produits de grande consommation et l'arrimage des prix mercantile aux prix moyens réels du marché.

Dans cette perspective, le Gouvernement prévoit, à travers le programme « Promotion de la métrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix », de renforcer l'équité dans les activités commerciales, en œuvrant au développement de la métrologie, ainsi qu'à la prévention et la préservation du pouvoir d'achat des consommateurs tout en améliorant la qualité et la fiabilité des référentiels des prix de la commande publique.

La mise en œuvre de ce programme s'appuie sur les trois (03) actions ci – après :

- développement de la métrologie, qui vise à garantir l'exacte mesure dans la commercialisation des biens et services ;
- développement de la veille normative, en vue d'outiller les acteurs sur les évolutions technologiques et normatives des marchés cibles ;
- encadrement du juste prix, qui œuvre pour la promotion du juste prix.

Ledit programme est placé sous la responsabilité de Monsieur NOAH AVA Freddy, Directeur de la Métrologie, de la Qualité et des Prix, et a pour objectif de garantir l'équité dans les activités commerciales. Son indicateur s'intitule : « Taux d'équité dans les transactions commerciales ».

b. Stratégie programme

La Stratégie du Programme de Promotion de la Métrologie, de la Veille Normative et Encadrement du Juste Prix consistera, en ce qui concerne l'année 2024, à l'implémentation des actions suivantes :

- l'intensification des vérifications primitives et périodiques des instruments de mesures de petite, moyenne et grande portée, dans l'optique de permettre au consommateur de payer le juste prix . Ainsi, il est projeté le jaugeage d'une centaine de récipients mesures, l'étalonnage d'environ 120 masses, l'approbation d'au moins 10 modèles d'instruments de mesure et la vérification d'une cinquantaine d'instruments de pesage. Dans le même sillage, il sera procédé au renforcement des capacités en infrastructures et équipements métrologiques, à travers la modernisation des salles de métrologie des Services Centraux et Déconcentrés du MINCOMMERCE ;
- la réalisation d'une enquête nationale sur la qualité des produits de grande consommation mis en marché ;

- le suivi hebdomadaire, en collaboration avec le MINEE et la CSPH, des approvisionnements des produits pétroliers ;
- la contribution à la maîtrise de la dépense publique, via (i) l'élaboration d'environ 300 jeux de 03 tomes de la mercuriale des prix, dans le souci de contribuer à l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique et (ii) la validation des prix des biens et services non référencés dans la Mercuriale.

c. Présentation des actions

ACTION 01: DEVELOPPEMENT DE LA METROLOGIE

Cette action a pour objectif de garantir l'exacte mesure dans la production et la commercialisation des biens et services et pour indicateur : « Taux d'équité dans les transactions commerciales ». En effet, les activités suivantes seront menées :

- la réalisation des travaux métrologiques ;
- le renforcement des capacités en infrastructures et équipements métrologiques ;
- la mise en œuvre du mécanisme de veille métrologique.

ACTION 02: DEVELOPPEMENT DE LA VEILLE NORMATIVE

Avec pour indicateur « Taux d'acteurs sensibilisés, formés et informés », cette action a pour objectif d'outiller les acteurs sur les évolutions technologiques et normatives. Ainsi, il sera réalisé comme activité, à titre principal, le suivi des exigences normatives et réglementaires des produits mis en marché.

ACTION 03: ENCADREMENT DU JUSTE PRIX

Il s'agit de promouvoir le juste prix. A cet effet, il s'agira principalement d'élaborer les prix et tarifs de référence.

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION		ESTIMATION			CSP 2030
					2023	2024	2025	2026	2027	
PROGRAMME 152 PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	Ce programme a pour objectif de garantir l'équité dans les activités commerciales.	Taux d'équité des transactions commerciales	%	Rapport d'activités de la Direction de la métrologie, de la Qualité et des Prix (DMQP) et TRADESTAT			98	98	98,25	
ACTION 01 DEVELOPPEMENT DE LA METROLOGIE	Garantir l'exacte mesure dans la production et la commercialisation des biens et services	Taux d'équité dans les transactions commerciales	%	Rapport annuel d'activités de la DMQP et TRADESTAT			98	98	98,25	
ACTION 02 DEVELOPPEMENT DE LA VEILLE NORMATIVE	outiller les acteurs sur les évolutions technologiques et normatives	Taux d'acteurs, sensibilisés, formés et informés	%	Rapports d'activités de la Cellule de la Norme et de la Qualité (CNO) et de la Sous-Direction des Laboratoires et des Equipements Spécifiques (SDLES)			74	78	80	
ACTION 03 ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	Promouvoir le juste prix	Taux d'accroissement en glissement annuel du nombre de téléchargement en ligne de la mercuriale	%	Rapports d'activités de la Sous-Direction des Prix			0	0	0	

- 1.2.3. Description de la prise en compte des politiques thématiques par programme
- 1.2.3.1. Description de la prise en compte du genre par programme

Les quatre (04) Programmes du Ministère du Commerce ont pris en compte le genre au titre de leur déploiement sur le triennat 2025-2027, comme suit : s'agissant du Programme « Appui au Développement des Exportations » : il a intégré la dimension genre dans les activités et tâches suivantes : activités : (i) Accompagnement des opérateurs et opératrices économiques à l'arrimage de leurs entreprises aux exigences des marchés d'exportation ; (ii) Accompagnement des promoteurs et promotrices d'entreprises locales participant aux manifestations foraines à l'étranger et (iii) Facilitation de l'intégration des biens et services des promoteurs et promotrices d'entreprises camerounaises dans les chaînes de valeur étrangères ; tâches : (i) Mise à jour du logiciel en vue d'identifier les importateurs/importatrices et exportateurs/exportatrices enregistrés dans le fichier des importateurs/exportateurs au cours d'une période donnée ; (ii) Subvention des études des marchés internationaux au profit des promoteurs et promotrices d'entreprises camerounaises désireuses de s'installer à l'étranger et (iii) Sensibilisation des promoteurs et promotrices d'entreprises sur les opportunités commerciales des accords préférentiels ZLECAf, APE, agrément CEMAC CEEAC. En ce qui concerne le Programme « Régulation du Marché Intérieur » : Les problématiques liées au genre ont été prises en compte de la sorte : activité « Répression des infractions à la réglementation en vigueur » : tâche « Elaboration du fichier des opérateurs économiques par genre » ; activité « Contribution à la gestion des crises d'approvisionnement » : tâches « Achat des tentes et chapiteaux au profit des femmes opérant dans le commerce des produits de consommation de masse et de première nécessité » ; « Facilitation du transport des produits de consommation de masse et de première nécessité commercialisés par les femmes et associations de femmes » ; « Regroupement des femmes par zone de proximité à travers l'identification des points de vente » ; activité « Maîtrise du commerce électronique et des services » : tâches « Renforcement des capacités des femmes dans le domaine du commerce électronique » et « Organisation des rencontres de réseautage entre les acteurs de l'écosystème numérique et les femmes opérant dans le e-commerce » ; activité « Appui aux activités de promotion des produits locaux » : tâche « Renforcement des capacités des commerçantes dans le conditionnement des produits (packaging, code-barres, branding, étiquetage etc.) » ; activité « Contribution à la valorisation des produits locaux » : tâche « Appui à l'organisation des foires promues par les associations de femmes dans le « made in Cameroon » ». Pour ce qui est du Programme de Gouvernance et Appui Institutionnel : La prise en compte du genre s'est faite à travers : l'activité « Mise à niveau du système d'information statistique du MINCOMMERCE à l'approche genre sensible » : tâches « Elaboration des documents de collecte genre sensibles » et « Renforcement des capacités des personnels impliqués dans la production des statistiques dans le cadre de cette nouvelle approche » ; l'activité « Mise en œuvre de l'action sociale » ; la tâche « Mise à jour de la formation des personnels » avec une emphase sur le nombre d'homme et le nombre de femmes bénéficiaires ; la tâche « Renforcement des capacités des acteurs et actrices de la communication en matières de communication institutionnelle ».

1.2.3. Description de la prise en compte des politiques thématiques par programme

COMMERCE au sujet du Programme « Promotion de la Métrologie, de la Veille Normative et Encadrement du Juste prix » : Il a intégré les questions relatives au genre au niveau de l'activité « Renforcement des capacités en infrastructures marchandes », à travers la tâche « Appui des femmes rurales bayam-sellam à l'acquisition des équipements métrologiques » ; l'activité « Mise en œuvre du mécanisme de veille métrologique », via la tâche « Sensibilisation, formation et information des femmes sur les évolutions technologiques et métrologiques » avec pour indicateur probable : le taux d'acteurs femmes sensibilisés, formés et informés sur les évolutions technologiques et métrologiques » ; l'activité « Organisation et renforcement des capacités des acteurs dans le domaine des normes », à travers la tâche « Sensibilisation, formation et information des femmes qui commercialisent les produits « made in Cameroon » sur les aspects normatifs et de la qualité des produits cibles »

- 1.2.3.2. Description de la prise en compte du climat par programme

R.A.S

- 1.2.3.3. Description de la prise en compte de l'import-substitution par programme

2.

APERÇU DU BILAN FINANCIER

2.1. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS**EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS**

Il y a d'emblée lieu de préciser que les taux d'exécution financière contenus dans cette partie n'incluent pas les salaires, car ceux-ci sont engagés au niveau du Ministère des Finances et non au Ministère du Commerce. C'est la raison pour laquelle lesdits taux, au niveau des actions qui portent les salaires et des programmes d'une manière générale, sont relativement faibles, eu égard également à l'importance du poids des salaires par rapport à leurs autres composantes.

Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations, par action

BILAN DE L'EXERCICE 2023

Au cours de l'exercice 2023, les activités du Programme 015 intitulé « Appui au Développement des Exportations » ont été budgétisées à hauteur de **quatre cent soixante-quatorze millions huit cent soixante-trois mille (474 863 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement d'un montant égal et dont le taux d'exécution est de **22,16 %**.

Action 1 : Encadrement des entreprises à l'exportation

Pour une autorisation d'engagement de **neuf millions neuf cent trente-quatre mille (9 934 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **98,85 %**.

Action 2 : Développement des infrastructures du commerce transfrontalier

Pour une autorisation d'engagement de **trente millions neuf cent seize mille (30 916 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **16,16 %**.

Action 3 : Promotion des produits camerounais à l'étranger

Pour une autorisation d'engagement de **trente-neuf millions six cent quarante-trois mille (39 643 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **98,03 %**.

Action 4 : Développement de l'intelligence commerciale

Pour une autorisation d'engagement de **trois cent quatre-vingt-quatorze millions trois cent soixante-dix mille (394 370 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **13,07 %**.

BILAN DU 1^{er} SEMESTRE DE L'EXERCICE 2024

Au 16 mai 2024, les activités du programme 015 « Appui au Développement des Exportations » ont été réalisées à hauteur d'un **million sept cent cinq mille (1 705 000) FCFA**, soit un **taux d'exécution financière de 0,34 %** d'un crédit de paiement de **quatre cent quatre-vingt-dix-huit millions quatre cent cinquante-huit mille (498 458 000) FCFA** égal à l'autorisation d'engagement.

Action 1 : Encadrement des entreprises à l'exportation

Pour une autorisation d'engagement de **neuf millions sept cents mille (9 700 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **1,55%**.

Action 2 : Développement des infrastructures du commerce transfrontalier

Pour une autorisation d'engagement de **douze millions cinq cent cinquante-trois mille (12 553 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **6,41%**.

Action 3 : Promotion des produits camerounais à l'étranger

Pour une autorisation d'engagement de **trente-neuf millions deux cent trente-cinq mille (39 235 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **1,91%**.

Action 4 : Développement de l'intelligence commerciale

Pour une autorisation d'engagement de **quatre cent trente-six millions neuf cent soixante-dix mille (436 970 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **0,00%**.

TABLEAU.1: Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations**Exécution financière des dépenses du programme 021 - Régulation du marché intérieur, par action****BILAN DE L'EXERCICE 2023**

Au cours de l'exercice 2023, les crédits du Programme 021 intitulé « Régulation du Marché Intérieur » ont été consommés à hauteur de **cinq cent vingt-huit millions quinze mille (528 015 000) FCFA**, soit un taux d'exécution de **15,82%** pour une allocation globale de **trois milliards trois cent trente-sept millions huit cent dix-huit mille (3 337 818 000) FCFA** en AE et en CP

Action 1 : Surveillance du marché

Pour une autorisation d'engagement de **cent cinquante-cinq millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille (155 799 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement d'un montant équivalent, dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **44,99 %**.

Action 2 : Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des produits

Pour une autorisation d'engagement de **deux milliards six cent vingt-six millions six cent trente-huit mille (2 626 638 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement d'un montant égal et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **3,67 %**.

Action 3 : Promotion de la consommation des produits locaux

Pour une autorisation d'engagement de **cinq cent millions six cent vingt-trois mille (500 623 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement équivalent et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **64,12%**.

Action 4 : Dynamisation des mécanismes de promotion de la saine concurrence

Pour une autorisation d'engagement de **cinquante-quatre millions sept cent cinquante-huit mille (54 758 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement d'un montant égal et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **74,13 %**.

BILAN DU 1^{er} SEMESTRE 2024

Au **16 mai 2024**, les activités du Programme de Régulation du Marché Intérieur ont été réalisées à hauteur de **trois millions quatre cent soixante-quinze mille (3 475 000) FCFA**. Ceci correspond à **0,09%** du montant du crédit de paiement de **trois milliards huit cent millions**

quarante-sept mille (3 800 047 000) FCFA alloué et égal à l'autorisation d'engagement.

Action 1 : Surveillance du marché

Pour un crédit de paiement de **cent soixante-neuf millions deux cent soixante-huit mille (169 268 000) FCFA**, le taux d'exécution pour la période de référence est de **2,05%**.

Action 2 : Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des produits

Pour un crédit de paiement **trois milliards deux cent vingt-cinq millions cinq cent soixante-treize mille (3 225 573 000) F CFA**, le taux d'exécution pour la période de référence est de **0,00%**.

Action 3 : Promotion des produits locaux

Pour un crédit de paiement de **trois cent quarante-huit millions deux cent six mille (348 206 000) FCFA**, le taux d'exécution pour la période de référence est de **0,00%**.

Action 4 : Dynamisation des mécanismes de promotion de la saine concurrence

Pour un crédit de paiement de cinquante-sept millions (**57 000 000**) de **FCFA**, le taux d'exécution pour la période de référence est de **0,00%**.

TABLEAU.2: Exécution financière des dépenses du programme 021 - Régulation du marché intérieur

Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du MINCOMMERCE, par action

BILAN DE L'EXERCICE 2023

En 2023, le Programme « Gouvernance et Appui Institutionnel » a bénéficié d'une dotation de **trois milliards six cent quatre-vingt-sept millions cent soixante-sept mille deux cent (3 687 167 000) FCFA** qui a été exécutée à **78,11%**.

Le détail se présente ainsi :

Action 1 : Coordination et suivi des activités des services du Ministère du Commerce

La dotation annuelle de cette action qui était de sept cent soixante-quatorze millions cinq cent soixante-deux mille (**774 562 000**) **FCFA** a été consommée à **38,86%**.

Action 2 : Renforcement de la planification et de la programmation

L'enveloppe d'un montant de **quatre-vingt-deux millions sept cent quatre-vingt-six mille (82 786 000) FCFA** allouée pour la réalisation de cette action a été consommée à **99,39%**.

Action 3 : Développement du système d'information statistique

L'enveloppe allouée à cette action qui s'élevait à **soixante-sept millions deux cent mille (67 200 000) FCFA** a été consommée à **96,21%**.

Action 4 : Amélioration du cadre et des conditions de travail

Cette action a reçu une allocation budgétaire de **deux milliards six cent trente-trois millions six cent deux mille (2 633 602 000) FCFA** qui a été exécutée à hauteur de **87,59%**.

Action 5 : Développement et gestion des ressources humaines

Le montant de **soixante-dix millions neuf cent cinquante mille (70 950 000) FCFA** destiné à la mise en œuvre de cette action a été consommé à **98,26%**.

Action 6 : Développement des TIC

La dotation annuelle de cette action qui était de **cinq millions huit cent quarante-sept mille (5 847 000) FCFA** a été consommée à **98,99%**.

Action 7 : Contrôle et audit interne

Une consommation de **98,80 %** de la dotation de **trente-sept millions trois cent quatre mille (37 304 000) FCFA**, a permis d'assurer les travaux de contrôle et d'audit interne.

Action 8 : Renforcement du conseil juridique

Cette action a reçu une allocation de **onze millions vingt-deux mille (11 022 000) FCFA** qui a été exécutée à hauteur de **83,74%**.

Action 9 : Renforcement de la communication

Le montant de **trois millions huit cent quatre-vingt-quinze mille (3 895 000) FCFA**, affecté à la mise en œuvre de cette action, a été consommé à hauteur de **98,20%**.

BILAN DU 1^{er} SEMESTRE 2024

Au 16 mai 2024, les activités du Programme « Gouvernance et Appui Institutionnel » ont été réalisées à hauteur de **quarante-quatre millions quarante-neuf mille (44 049 000) FCFA**. **Ceci correspond à 1,13% du montant du** crédit de paiement de trois milliards neuf cent treize millions deux cent neuf mille **(3 913 209 000) FCFA** alloué et égal à l'autorisation d'engagement . *Il faut préciser que ce taux n'inclut pas les salaires, car ils sont engagés au niveau du Ministère des Finances.*

Action 1 : Coordination et suivi des activités des services du Ministère du Commerce

La dotation annuelle de cette action qui était de **huit cent six millions trois cent dix-sept mille (806 317 000) FCFA** a été consommée à **0,83%**.

Action 2 : Renforcement de la planification et de la programmation

L'enveloppe d'un montant de **quatre-vingt-deux millions cent mille (82 100 000) FCFA** allouée pour la réalisation de cette action a été consommée à **0,00%**.

Action 3 : Développement du système d'information statistique

L'enveloppe allouée à cette action qui s'élève à **quarante-trois millions sept cent cinquante-deux mille (43 752 000) FCFA** a été consommée à **0,00%**.

Action 4 : Amélioration du cadre et des conditions de travail

Cette action qui a reçu une allocation budgétaire de **deux milliards huit cent cinquante-cinq millions deux cent quatre-vingt-dix mille (2 855 290 000) FCFA** a été exécutée à hauteur de **1,19%**.

Action 5 : Développement et gestion des ressources humaines

Le montant de **soixante-cinq millions cinq cents mille (65 500 000) FCFA** destiné à la mise en œuvre de cette action a été consommé à **0,00%**.

Action 6 : Développement des TIC au sein du Ministère

La dotation annuelle de cette action qui était de six millions deux cent cinquante mille **(6 250 000) FCFA** a été consommée à **0,00%**.

Action 7 : Contrôle et audit interne

Une consommation de **9,19%** de la dotation de **trente-sept millions (37 000 000) de FCFA**, a permis d'assurer les travaux de contrôle et d'audit interne au premier semestre de l'exercice 2023.

Action 8 : Renforcement du conseil juridique

Cette action a reçu une allocation de **douze millions cinq cents mille (12 500 000) FCFA** qui a été exécutée à hauteur de **0,00%** au premier semestre de l'exercice 2023.

Action 9 : Renforcement de la communication

Le montant de **quatre millions cinq cents mille (4 500 000) FCFA**, affecté à la mise en œuvre

de cette action, a été consommé à hauteur de **0,00%**.

TABLEAU.3: Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce

Exécution financière des dépenses du programme 152 - Promotion de la métrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par action

BILAN DE L'EXERCICE 2023

Au cours de l'exercice 2023, les activités du Programme 152 intitulé « Promotion de la Métrologie, de la Veille Normative et Encadrement du Juste Prix » ont été budgétisées à hauteur de **six cent quatre-vingt-deux millions cent quatre-vingt-quinze mille (682 195 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement d'un montant égal et dont le taux d'exécution est de **23,03%**.

Action 1 : Développement de la métrologie

Pour une autorisation d'engagement de **cent soixante-dix millions quatre cent quarante-cinq mille (170 445 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **81,65%**.

Action 2 : Développement de la veille normative

Pour une autorisation d'engagement de **huit cent soixante-six mille (866 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est **98,20%**.

Action 3 : Encadrement du juste prix

Pour une autorisation d'engagement de **cinq cent dix millions huit cent quatre-vingt-quatre mille (510 884 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **3,34%**.

BILAN DU 1^{er} SEMESTRE 2024

Au 16 mai 2024, les activités du programme 152 « Promotion de la Métrologie, de la Veille Normative et Encadrement du Juste Prix » ont été réalisées à hauteur de cent cinquante mille (150 000) FCFA, **soit un taux d'exécution financière de 0,02%** d'un crédit de paiement de **sept cent quatre-vingt-dix millions deux cent quatre-vingt-six mille (790 286 000) F CFA** égal à l'autorisation d'engagement.

Action 1 : Développement de la métrologie

Pour une autorisation d'engagement de **deux cent quatre millions quatre-vingt-neuf mille (204 089 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **0,07%**.

Action 2 : Développement de la veille normative

Pour une autorisation d'engagement de **neuf cent soixante mille (960 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont le taux d'exécution pour la période de référence est de **0,00%**.

Action 3 : Encadrement du juste prix

Pour une autorisation d'engagement de **cinq cent quatre-vingt millions deux cent trente-sept mille (585 237 000) FCFA**, il a été alloué un crédit de paiement de même montant et dont

le taux d'exécution pour la période de référence est de **0,00%**.

TABLEAU.4: Exécution financière des dépenses du programme 152 - Promotion de la métrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix

2.1.1. Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations, par action

TABLEAU.1: Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 015	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
01 - ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION	9 934	9 820	98,85 %	9 182	8 845	96,33 %
02 - Action 2 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU COMMERCE TRANSFRONTALIER	30 916	14 845	48,02 %	12 130	3 835	31,62 %
03 - Action 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	39 643	38 864	98,03 %	35 850	11 940	33,31 %
04 - Action 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE	394 370	51 557	13,07 %	675 948	27 603	4,08 %
TOTAL PROGRAMME 015	474 863	115 086	24,24 %	733 110	52 223	7,12 %

2.1.2. Exécution financière des dépenses du programme 021 - Regulation du marché intérieur, par action

TABLEAU.2: Exécution financière des dépenses du programme 021 - Regulation du marché intérieur

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 021	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
01 - SURVEILLANCE DU MARCHE	155 799	70 091	44,99 %	160 030	41 910	26,19 %
02 - AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS	2 626 638	2 823 129	107,48 %	3 198 061	20 875	0,65 %
03 - PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX	500 623	321 003	64,12 %	322 481	73 830	22,89 %
04 - DYNAMISATION DES MECANISMES DE PROMOTION DE LA SAINE CONCURRENCE	54 758	40 593	74,13 %	53 728	22 950	42,72 %
TOTAL PROGRAMME 021	3 337 818	3 254 816	97,51 %	3 734 299	159 565	4,27 %

2.1.3. Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par action

TABLEAU.3: Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 025	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
01 - COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	774 562	301 025	38,86 %	778 692	160 943	20,67 %
02 - RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION AU MINISTERE DU COMMERCE	82 786	82 277	99,39 %	79 637	37 440	47,01 %
04 - DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	67 200	64 655	96,21 %	39 775	15 169	38,14 %
05 - AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	2 633 602	2 306 714	87,59 %	2 822 202	223 017	7,90 %
06 - DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	70 950	69 715	98,26 %	59 819	26 345	44,04 %

07 - DEVELOPPEMENT DES TIC AU SEIN DU MINISTERE	5 847	5 788	98,99 %	5 977	2 550	42,66 %
08 - CONTROLE ET AUDIT INTERNE	37 304	36 855	98,80 %	34 773	29 075	83,61 %
09 - RENFORCEMENT DU CONSEIL JURIDIQUE	11 022	9 230	83,74 %	11 500	9 350	81,30 %
10 - RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION	3 895	3 825	98,20 %	4 091	2 975	72,72 %
TOTAL PROGRAMME 025	3 687 167	2 880 083	78,11 %	3 836 466	506 864	13,21 %

- 2.1.4. Exécution financière des dépenses du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par action

TABLEAU.4: Exécution financière des dépenses du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix

PROGRAMME 152	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
01 - DEVELOPPEMENT DE LA METROLOGIE	170 445	139 172	81,65 %	202 015	14 773	7,31 %
02 - DEVELOPPEMENT DE LA VEILLE NORMATIVE	866	850	98,20 %	873	800	91,67 %
03 - ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	510 884	17 060	3,34 %	584 161	1 791	0,31 %
TOTAL PROGRAMME 152	682 195	157 082	23,03 %	787 049	17 364	2,21 %

EN MILLIERS FCEA

- 2.2. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SUIVANT LES NATURES DE DEPENSE
Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations, par nature de dépenses

BILAN DE L'EXERCICE 2023

Pour l'exercice budgétaire 2023, l'enveloppe allouée à la réalisation des activités du Programme 015 « Appui au Développement des Exportations » s'élevait à **quatre cent soixante-quatorze millions huit cent soixante-trois mille (474 863 000) FCFA**, à raison de **quatre cent quarante-neuf millions cent quarante-et-un mille (449 141 000) FCFA** pour le budget de fonctionnement et **vingt-cinq millions sept cent vingt-deux mille (25 722 000) FCFA** pour le budget d'investissement.

Les taux de consommation des crédits alloués à l'investissement et au fonctionnement sont respectivement de 0,00% et 23,43%. En ce qui concerne les activités de fonctionnement, ce taux se présente comme suit :

0,00% pour les « **Salaires** ». En effet, ceci se justifie par le fait que les salaires sont engagés au niveau du MINFI et non au MINCOMMERCE. Le montant alloué à ce poste de dépense était de **trois cent onze millions quatre cent soixante-quatre mille (311 464 000) FCFA** ;

77,44% pour les « **Autres dépenses de personnel** ». Le montant alloué à ce poste de dépense était de **dix-neuf millions trois cent soixante-dix mille (19 370 000) FCFA** ;

76,27% pour les « **Autres biens et services** ». Les fonds alloués pour la réalisation des activités contenues dans ce poste de dépenses se chiffraient à **cent dix-huit millions trois cent sept mille (118 307 000) FCFA**.

BILAN DU 1^{er} SEMESTRE DE L'EXERCICE 2024

Pour l'exercice budgétaire 2024, l'enveloppe allouée à la réalisation des activités du Programme 015 « Appui au Développement des Exportations » se chiffre à **quatre cent quatre-vingt-dix-huit millions quatre cent cinquante-huit mille (498 458 000) FCFA** et s'élève en fonctionnement et en investissement respectivement à **quatre cent quatre-vingt-dix millions cinq cent cinquante-huit mille (490 558 000) FCFA** et **sept millions neuf cent mille (7 900 000) FCFA**.

Au 16 mai 2024, le taux d'exécution des crédits alloués à l'investissement est de 0,00% alors qu'il est de 0,35% pour activités de fonctionnement, ce qui correspond à un taux d'exécution des crédits de 0,34% pour l'ensemble du programme.

S'agissant spécifiquement des activités de fonctionnement, le taux d'exécution se présente ainsi qu'il suit :

00% pour les « **Salaires** », car les salaires sont engagés au niveau du MINFI et non au MINCOMMERCE ;

0,00% pour les « **Autres dépenses de personnel** » ;

1,49% pour les « **Autres Biens et services** ».

TABLEAU.5: Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations, par action

2.2.3.Exécution financière des dépenses du programme 021 - Régulation du marché intérieur, par nature de dépenses

Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par nature de dépenses

BILAN DE L'EXERCICE 2023

Pour l'exercice budgétaire 2023, l'enveloppe allouée à la réalisation des activités du Programme 025 « Gouvernance et Appui Institutionnel » s'élevait à **trois milliards six cent quarante-vingt-sept millions cent soixante-sept mille (3 687 167 000) FCFA** et était répartie de la manière suivante : **cent quarante-cinq millions (145 000 000) de FCFA** en investissement et **trois milliards cinq cent quarante-deux mille cent soixante-sept (3 542 167 000) FCFA** en fonctionnement.

Le taux d'exécution des crédits alloués aux activités d'investissement est de **174,22%** alors qu'il est de **74,18%** pour les crédits consacrés aux activités de fonctionnement . Pour le cas spécifique des dépenses de fonctionnement, on note que le taux d'exécution financière est de :

85,59 % pour les « **Salaires** ». Le montant alloué à ce poste de dépense était de **deux milliards cent un millions (2 101 000 000) de FCFA** ;

35,94% pour les « **Autres dépenses de personnel** ». Le montant alloué à ce poste de dépense était de **cinq cent soixante-cinq millions six cent soixante-sept mille (565 667 000) FCFA** ;

71,50% pour les « **Autres Biens et services** ». Les fonds alloués pour la réalisation des activités contenues dans ce poste de dépenses se chiffraient à **huit cent soixante-quinze millions cinq cents mille (875 500 000) FCFA**.

BILAN DU 1^{er} SEMESTRE DE L'EXERCICE 2024

Pour l'exercice budgétaire 2024, l'enveloppe allouée à la réalisation des activités du Programme 025 «Gouvernance et appui institutionnel» se chiffre à **trois milliards neuf cent treize millions deux cent neuf mille (3 913 209 000) FCFA** et est répartie de la manière suivante : **deux cent cinquante-neuf millions quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille (259 497 000) FCFA** en investissement et **trois milliards six cent cinquante-trois millions sept cent douze mille (3 653 712 000) FCFA** en fonctionnement.

Au 16 mai 2024, le taux d'exécution des crédits alloués aux activités d'investissement est de 0,00% alors qu'il est de 1,21% pour les crédits consacrés aux activités de fonctionnement. Pour le cas spécifique des dépenses de fonctionnement, on note que le taux d'exécution financière est de :

0,00% pour les « **Salaires** », car ils ne sont pas engagés au MINCOMMERCE mais plutôt au MINFI ;
 0,77% pour les « **Autres dépenses de personnel** » ;
 4,19% pour les « **Biens et services** ».

TABLEAU.6 : Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par action

2.2.1. Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations, par nature de dépenses

TABLEAU.5: Exécution financière des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 015	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
FONCTIONNEMENT	449 141	105 236	23,43 %	725 210	52 223	7,20 %
SALAIRES	311 464	0	0,00 %	601 855	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	19 370	15 000	77,44 %	17 370	13 370	76,97 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	118 307	90 236	76,27 %	105 985	38 853	36,66 %
INVESTISSEMENT	25 722	9 850	38,29 %	7 900	0	0,00 %
BIP RIO	25 722	9 850	38,29 %	7 900	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 015	474 863	115 086	24,24 %	733 110	52 223	7,12 %

2.2.2. Exécution financière des dépenses du programme 021 - Regulation du marche interieur, par nature de dépenses

TABLEAU.6: Exécution financière des dépenses du programme 021 - Regulation du marche interieur, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 021	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
FONCTIONNEMENT	2 558 540	3 108 651	121,50 %	3 040 458	159 565	5,25 %
SALAIRES	1 669 203	2 726 801	163,36 %	2 234 045	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	151 963	55 990	36,84 %	148 863	33 360	22,41 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	737 374	325 861	44,19 %	657 550	126 205	19,19 %
INVESTISSEMENT	779 278	146 165	18,76 %	693 841	0	0,00 %
BIP RIO	779 278	51 390	6,59 %	693 841	0	0,00 %
	0	94 775	0,00 %	0	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 021	3 337 818	3 254 816	97,51 %	3 734 299	159 565	4,27 %

2.2.3. Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par nature de dépenses

TABLEAU.7: Exécution financière des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 025	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
FONCTIONNEMENT	3 542 167	2 627 465	74,18 %	3 576 969	476 864	13,33 %
SALAIRES	2 101 000	1 798 169	85,59 %	2 133 704	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	565 667	203 306	35,94 %	574 255	101 856	17,74 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	875 500	625 990	71,50 %	869 010	375 008	43,15 %
INVESTISSEMENT	145 000	252 618	174,22 %	259 497	30 000	11,56 %

BIP RIO	145 000	123 118	84,91 %	259 497	0	0,00 %
	0	129 500	0,00 %	0	30 000	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 025	3 687 167	2 880 083	78,11 %	3 836 466	506 864	13,21 %

2.2.4. Exécution financière des dépenses du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par nature de dépenses

TABLEAU.8: Exécution financière des dépenses du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par action

PROGRAMME 152	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
FONCTIONNEMENT	602 195	77 082	12,80 %	718 287	17 364	2,42 %
SALAIRES	493 333	0	0,00 %	568 396	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	71 000	40 998	57,74 %	67 512	0	0,00 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	37 862	36 084	95,30 %	82 379	17 364	21,08 %
INVESTISSEMENT	80 000	80 000	100,00 %	68 762	0	0,00 %
BIP RIO	80 000	80 000	100,00 %	68 762	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 152	682 195	157 082	23,03 %	787 049	17 364	2,21 %

EN MILLIERS FCEA

2.3. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

2.3.1. Difficultés rencontrées

Dans le cadre des travaux de programmation, le MINCOMMERCE a été confronté à de nombreuses difficultés, à savoir entre autres :

l'insuffisance des ressources financières qui n'a pas permis la réalisation de certaines initiatives, notamment (i) l'acquisition du matériel roulant pour la Brigade Nationale des Contrôles et de la Répression des Fraudes, ainsi que ses démembrements, (ii) la réalisation de certaines études de pré faisabilité et de faisabilité ;

les dysfonctionnements observés dans le processus d'actualisation et d'opérationnalisation de PROBMIS. En réalité, constat est fait de ce que l'interface de saisie dédiée au MINCOMMERCE dans l'application PROBMIS est restreinte et ne permet d'accéder à certains champs importants tels que ceux liés au marquage des tâches (genre, import-substitution, climat, CTD). S'agissant spécifiquement des ressources transférées, l'espace consacré au choix de la destination de l'allocation ne ressort que les services centraux, les services déconcentrés et les organismes sous-tutelle, et ne spécifie à aucun niveau les CTD. De même, malgré les tentatives à répétition, il n'a pas été possible d'actualiser le cadre logique ;

le processus et le calendrier de mise en œuvre des réformes qui interviennent chaque année dans le CDMT, sont serrés et limites, ne facilitant ainsi pas la bonne appropriation de celles-ci ;

la non finalisation, à date, des travaux avec l'INS dans le cadre de la méthode de calcul de l'indicateur du programme 021 intitulé « Indice des prix des produits de grande consommation », malgré les relances du MINCOMMERCE. Entre autres conséquences négatives de cette situation, les valeurs de référence, valeurs cibles et réalisées de cet indicateur ne peuvent pas être renseignées en l'état.

2.3.2. Propositions de solutions

Il est proposé, entre autres solutions pour inverser cette tendance, ce qui suit :

s'agissant de l'insuffisance des ressources financières, une attention particulière pourrait être accordée à la demande additionnelle formulée par le MINCOMMERCE au titre du triennat 2025-2027 ;

en ce qui concerne les dysfonctionnements observés dans le processus d'actualisation et d'opérationnalisation de PROBMIS, les administrations d'encadrement (MINEPAT et MINFI) devraient se rassurer que les administrations sectorielles, dont le MINCOMMERCE, disposent d'interfaces actualisées. De même, les points focaux chargés de l'accompagnement informatique devraient pouvoir toucher la réalité du doigt en temps réel ;

pour ce qui est du processus et du calendrier de mise en œuvre des réformes qui interviennent chaque année dans le CDMT, il serait judicieux d'offrir des marges de temps d'appropriation et d'adaptation plus raisonnables et susceptibles de faciliter une meilleure implémentation ;

en rapport avec la non finalisation, à date, des travaux avec l'INS dans le cadre de la méthode de calcul de l'indicateur du programme 021 intitulé, d'autres démarches sont en cours, aussi bien par voie officielle que par parlementarisme de couloirs, en vue d'y voir plus clair.

2.4. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SPECIFIQUES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

2.4.1. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES GENRE SENSIBLE PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

2.4.1.1. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 015 - Appui au développement des exportations

TABLEAU.9: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 015 - Appui au développement des exportations, par action

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 015	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
03 - Action 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	38 126	37 374	98,03 %	34 941	11 090	31,74 %
TOTAL PROGRAMME 015	38 126	37 374	98,03 %	34 941	11 090	31,74 %

2.4.1.2. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 021 - Regulation du marche interieur

TABLEAU.10: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 021 - Regulation du marche interieur, par action

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 021	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
02 - AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS	19 909	19 547	98,18 %	1 818	850	46,75 %
03 - PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX				2 727		
TOTAL PROGRAMME 021	19 909	19 547	98,18 %	4 546	850	18,70 %

■ 2.4.1.3. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce

TABLEAU.11: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 025	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
01 - COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	31 976	31 614	98,87 %	45 591	22 725	49,85 %
06 - DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	70 950	69 715	98,26 %	59 819	26 345	44,04 %
TOTAL PROGRAMME 025	102 926	101 329	98,45 %	105 410	49 070	46,55 %

■ 2.4.1.4. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix

TABLEAU.12: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 152	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
-						
TOTAL PROGRAMME 152						

■ 2.4.2. EXÉCUTION FINANCIÈRE DES DÉPENSES SENSIBLES AU CLIMAT PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

■ 2.4.2.1. Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 015 - Appui au developpement des exportations

TABLEAU.13: Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 015 - Appui au developpement des exportations, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 015	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
-						
TOTAL PROGRAMME 015						

■ 2.4.2.2. Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 021 - Regulation du marche interieur

TABLEAU.14: Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 021 - Regulation du marche interieur, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 021	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
-						
TOTAL PROGRAMME 021						

■ 2.4.2.3. Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce

TABLEAU.15: Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 025	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
-						
TOTAL PROGRAMME 025						

■ 2.4.2.4. Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix

TABLEAU.16: Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 152	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
-						
TOTAL PROGRAMME 152						

■ 2.4.3. EXÉCUTION FINANCIÈRE DES DÉPENSES D'IMPORT-SUBSTITUTION PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

■ 2.4.3.1. Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 015 - Appui au developpement des exportations

TABLEAU.17: Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 015 - Appui au developpement des exportations, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 015	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
01 - ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION	8 203	8 120	98,99 %	7 818	7 570	96,83 %
TOTAL PROGRAMME 015	8 203	8 120	98,99 %	7 818	7 570	96,83 %

■ 2.4.3.2. Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 021 - Regulation du marche interieur

TABLEAU.18: Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 021 - Regulation du marche interieur, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 021	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
02 - AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS	530 000			530 000		
03 - PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX	500 623	321 003	64,12 %	319 754	73 830	23,09 %
TOTAL PROGRAMME 021	1 030 623	321 003	31,15 %	849 754	73 830	8,69 %

■ 2.4.3.3. Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce

TABLEAU.19: Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 025	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
-						
TOTAL PROGRAMME 025						

■ 2.4.3.4. Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix

TABLEAU.20: Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 152	2023			2024		
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.
-						
TOTAL PROGRAMME 152						

3.

**PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027)
DES DÉPENSES**

- 3.1. SYNTHÈSE DE LA PROGRAMMATION (2025-2027) POUR L'ENSEMBLE DU CHAPITRE
- 3.1.1. Programmation et contraintes budgétaires du CBMT (2025-2027)

TABLEAU.21: Vérification des contraintes budgétaires du chapitre

EN MILLIERS FCEA

	2024	Ecart entre CBMT et CDMT 2025-2027								
		2025			2026			2027		
		CBMT	CDMT	Ecart(*)	CBMT	CDMT	Ecart(*)	CBMT	CDMT	Ecart(*)
DEPENSES COURANTES										
SALAIRES	5 295 000	5 769 762	5 769 762	0	6 972 061	6 972 061	0	7 065 011	7 065 011	0
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	808 000	807 675	807 675	0	807 675	807 675	0	807 675	807 675	0
AUTRES BIENS ET SERVICES	1 869 000	1 714 924	1 714 924	0	1 714 924	1 714 924	0	1 714 924	1 714 924	0
C2D COURANT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DEPENSES COURANTES	7 972 000	8 292 361	8 292 361	0	9 494 660	9 494 660	0	9 587 610	9 587 610	0
DEPENSES EN CAPITAL										
RIO INVESTISSEMENT	1 030 000	1 030 000	1 030 000	0	1 030 000	1 030 000	0	1 030 000	1 030 000	0
FINEX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PLAN D'URGENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C2D INVESTISSEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	1 030 000	1 030 000	1 030 000	0	1 030 000	1 030 000	0	1 030 000	1 030 000	0
TOTAL	9 002 000	9 322 361	9 322 361	0	10 524 660	10 524 660	0	10 617 610	10 617 610	0

*(Ecart = CDMT - CBMT)

- 3.1.2. Synthèse de programmation triennale (2025-2027) du chapitre par programme (AE,CP)

TABLEAU.22: Synthèse de la programmation des dépenses par programme

EN MILLIERS ECEA

Programme	MONTANT CP 2024		MONTANT CP 2025		MONTANT CP 2026		MONTANT CP 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
015 - APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	498 458	498 458	560 312	560 312	763 252	763 252	762 252	762 252
021 - REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR	3 800 047	3 800 047	4 020 467	4 020 467	4 597 574	4 597 574	4 688 574	4 688 574
025 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE	3 913 209	3 913 209	3 908 456	3 908 456	4 303 810	4 303 810	4 306 760	4 306 760
152 - PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	790 286	790 286	833 126	833 126	860 024	860 024	860 024	860 024
Total	9 002 000	9 002 000	9 322 361	9 322 361	10 524 660	10 524 660	10 617 610	10 617 610

3.1.3. Synthèse de programmation triennale (2025-2027) du chapitre en ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.23: Synthèse de la programmation des dépenses par programme en ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	7 972 000	8 217 358	75 003	8 292 361	9 435 657	59 003	9 494 660	9 528 607	59 003	9 587 610
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	6 103 000	6 560 087	17 350	6 577 437	7 766 386	13 350	7 779 736	7 859 336	13 350	7 872 686
Salaires	5 295 000	5 769 762	0	5 769 762	6 972 061	0	6 972 061	7 065 011	0	7 065 011
Autres dépenses de personnel	808 000	790 325	17 350	807 675	794 325	13 350	807 675	794 325	13 350	807 675
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	1 869 000	1 657 271	57 653	1 714 924	1 669 271	45 653	1 714 924	1 669 271	45 653	1 714 924
Autres biens et services	1 869 000	1 657 271	57 653	1 714 924	1 669 271	45 653	1 714 924	1 669 271	45 653	1 714 924
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	1 030 000	145 950	884 050	1 030 000	352 109	677 891	1 030 000	372 109	657 891	1 030 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				0			0			0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		131 000	399 000	530 000	330 000	0	330 000	350 000	0	350 000
Transferts en capital aux CTD		131 000	399 000	530 000	330 000	0	330 000	350 000	0	350 000
Autres transferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0

PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES

CDMT 2025-2027 AJUSTÉ

T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	1 030 000	14 950	485 050	500 000	22 109	677 891	700 000	22 109	657 891	680 000
BIP RIO	1 030 000	14 950	485 050	500 000	22 109	677 891	700 000	22 109	657 891	680 000
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
Total	9 002 000	8 363 308	959 053	9 322 361	9 787 766	736 894	10 524 660	9 900 716	716 894	10 617 610

3.1.4. Synthèse de programmation triennale (2025-2027) du chapitre en grandes masses

TABLEAU.24: Profil des dépenses 2025-2027

	2024	2025		2026		2027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
		<i>EN MILLIERS ECEA</i>					
DEPENSES COURANTES	7 972 000	8 292 361	8 292 361	9 494 660	9 494 660	9 587 610	9 587 610
SALAIRES	5 295 000	5 769 762	5 769 762	6 972 061	6 972 061	7 065 011	7 065 011
Salaires	5 295 000	5 769 762	5 769 762	6 972 061	6 972 061	7 065 011	7 065 011
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	808 000	807 675	807 675	807 675	807 675	807 675	807 675
Autres dépenses de personnel	808 000	807 675	807 675	807 675	807 675	807 675	807 675
AUTRES BIENS ET SERVICES	1 869 000	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924
Autres biens et services	1 869 000	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924
C2D COURANT	0	0	0	0	0	0	0
C2D courant	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD	0	0	0	0	0	0	0
Transferts et subventions courants	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000
RIO INVESTISSEMENT	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000	1 030 000
Transferts en capital aux CTD	0	530 000	530 000	330 000	330 000	350 000	350 000
Transferts en capital aux E.P.	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre	0	0	0	0	0	0	0

PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES

CDMT 2025-2027 AJUSTÉ

Rio Investissement	1 030 000	500 000	500 000	700 000	700 000	680 000	680 000
Autres transferts et subventions en capital	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Contrepartie Dépense	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane	0	0	0	0	0	0	0
FINEX	0	0	0	0	0	0	0
FINEX	0	0	0	0	0	0	0
PLAN D'URGENCE	0	0	0	0	0	0	0
PLAN D'URGENCE	0	0	0	0	0	0	0
C2D INVESTISSEMENT	0	0	0	0	0	0	0
C2D Investissement	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9 002 000	9 322 361	9 322 361	10 524 660	10 524 660	10 617 610	10 617 610

*(Ecart = CDMT - CBMT)

3.1.5. Synthèse de programmation triennale (2025-2027) du chapitre en titre

TABLEAU.25: Profil des dépenses 2025-2027 par titre

EN MILLIERS ECEA

	2024	2025		2026		2027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	6 103 000	6 577 437	6 577 437	7 779 736	7 779 736	7 872 686	7 872 686
Salaires	5 295 000	5 769 762	5 769 762	6 972 061	6 972 061	7 065 011	7 065 011
Autres dépenses de personnel	808 000	807 675	807 675	807 675	807 675	807 675	807 675
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	1 869 000	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre	0	0	0	0	0	0	0
Autres biens et services	1 869 000	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924	1 714 924
FINEX courant	0	0	0	0	0	0	0
C2D courant	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT	0	530 000	530 000	330 000	330 000	350 000	350 000
Transferts en capital aux CTD	0	530 000	530 000	330 000	330 000	350 000	350 000
Transferts en capital aux E.P.	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts et subventions en capital	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD	0	0	0	0	0	0	0
Transferts et subventions courants	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	1 030 000	500 000	500 000	700 000	700 000	680 000	680 000

Rio Investissement	1 030 000	500 000	500 000	700 000	700 000	680 000	680 000
Fonds Contrepartie Dépense	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane	0	0	0	0	0	0	0
FINEX	0	0	0	0	0	0	0
C2D Investissement	0	0	0	0	0	0	0
PLAN D'URGENCE	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9 002 000	9 322 361	9 322 361	10 524 660	10 524 660	10 617 610	10 617 610

- 3.2. DETAILS DE LA PROGRAMMATION (2025-2027) PAR PROGRAMME
- 3.2.1. Detail de la programmation pour le programme 015 - Appui au developpement des exportations
- 3.2.1.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.26: Programmation des dépenses du programme 015 - Appui au developpement des exportations par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 015	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	376 225	440 814	0	440 814	642 141	0	642 141	642 141	0	642 141
Salaires	358 855	420 444	0	420 444	621 771	0	621 771	621 771	0	621 771
Autres dépenses de personnel	17 370	20 370	0	20 370	20 370	0	20 370	20 370	0	20 370
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	114 333	98 945	10 653	109 598	98 945	10 653	109 598	98 945	10 653	109 598
Autres biens et services	114 333	98 945	10 653	109 598	98 945	10 653	109 598	98 945	10 653	109 598
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	7 900		9 900	9 900		11 513	11 513		10 513	10 513
BIP RIO	7 900		9 900	9 900		11 513	11 513		10 513	10 513
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0

PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES

CDMT 2025-2027 AJUSTÉ

T6.AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	498 458	539 759	20 553	560 312	741 086	22 166	763 252	741 086	21 166	762 252

TABLEAU.27: Programmation des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECFA

PROGRAMME 015	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	490 558	539 759	10 653	550 412	741 086	10 653	751 739	741 086	10 653	751 739
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	376 225	440 814	0	440 814	642 141	0	642 141	642 141	0	642 141
Salaires	358 855	420 444	0	420 444	621 771	0	621 771	621 771	0	621 771
Autres dépenses de personnel	17 370	20 370	0	20 370	20 370	0	20 370	20 370	0	20 370
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	114 333	98 945	10 653	109 598	98 945	10 653	109 598	98 945	10 653	109 598
Autres biens et services	114 333	98 945	10 653	109 598	98 945	10 653	109 598	98 945	10 653	109 598
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	7 900		9 900	9 900		11 513	11 513		10 513	10 513
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				0			0			0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				0			0			0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	7 900		9 900	9 900		11 513	11 513		10 513	10 513
BIP RIO	7 900		9 900	9 900		11 513	11 513		10 513	10 513
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
Total	498 458	539 759	20 553	560 312	741 086	22 166	763 252	741 086	21 166	762 252

3.2.1.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.28: Programmation des dépenses du programme 015 - Appui au développement des exportations par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 015	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION	9 700	10 700		10 700	10 700		10 700	10 700		10 700
2101501E001 - Appui à la construction et à l'entretien des infrastructures marchandes transfrontalières d'écoulement des biens produits par les opérateurs et opératrices économiques camerounais				0			0			0
2128607A001 - ACCOMPAGNEMENT DES OPERATRICES ET OPERATEURS ECONOMIQUES A L'ARRIMAGE AUX EXIGENCES DES MARCHES D'EXPORTATION	8 200	9 200		9 200	9 200		9 200	9 200		9 200
2128607A005 - Développement du mentorat et du réseautage des entreprises à l'export	1 500	1 500		1 500	1 500		1 500	1 500		1 500
ACTION 02 - Action 2 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU COMMERCE TRANSFRONTALIER	12 553		4 653	4 653		16 166	16 166		15 166	15 166
2128608A001 - Construction et entretien des infrastructures marchandes transfrontalières d'écoulement des produits			0	0		0	0		0	0
2128608A002 - Dématérialisation des procédures du commerce extérieur	12 553		4 653	4 653		16 166	16 166		15 166	15 166
ACTION 03 - Action 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	39 235	35 500	4 000	39 500	35 500	4 000	39 500	35 500	4 000	39 500
2128609A001 - Accompagnement des entreprises locales participant aux manifestations foraines à l'étranger	33 235	34 000	0	34 000	34 000	0	34 000	34 000	0	34 000
2128609A002 - Mise en consommation des produits camerounais à l'étranger	1 000	1 500		1 500	1 500		1 500	1 500		1 500
2128609A003 - Facilitation de l'intégration des biens et services camerounais dans les chaînes de distribution et les chaînes de valeur étrangères	5 000		4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000
ACTION 04 - Action 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE	436 970	493 559	11 900	505 459	694 886	2 000	696 886	694 886	2 000	696 886
2128610A001 - Veille commerciale	5 500	5 500		5 500	5 500		5 500	5 500		5 500
2128610A002 - Développement de la Coopération commerciale	431 470	488 059	11 900	499 959	689 386	2 000	691 386	689 386	2 000	691 386
Total	498 458	539 759	20 553	560 312	741 086	22 166	763 252	741 086	21 166	762 252

3.2.2. Detail de la programmation pour le programme 021 - Regulation du marche interieur

3.2.2.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.29: Programmation des dépenses du programme 021 - Regulation du marche interieur par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 021	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	2 382 908	2 675 134	9 350	2 684 484	3 355 627	9 350	3 364 977	3 385 627	9 350	3 394 977
Salaires	2 234 045	2 535 471	0	2 535 471	3 217 864	0	3 217 864	3 247 864	0	3 247 864
Autres dépenses de personnel	148 863	139 663	9 350	149 013	137 763	9 350	147 113	137 763	9 350	147 113
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	723 298	611 883	24 000	635 883	611 883	25 000	636 883	611 883	25 000	636 883
Autres biens et services	723 298	611 883	24 000	635 883	611 883	25 000	636 883	611 883	25 000	636 883
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		131 000	399 000	530 000	330 000	0	330 000	350 000	0	350 000

PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES

CDMT 2025-2027 AJUSTÉ

Transferts en capital aux CTD		131 000	399 000	530 000	330 000	0	330 000	350 000	0	350 000
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	693 841	170 100	170 100	170 100	265 714	265 714	306 714	306 714	306 714	306 714
BIP RIO	693 841	170 100	170 100	170 100	265 714	265 714	306 714	306 714	306 714	306 714
FINEX			0			0				0
PLAN D'URGENCE			0			0				0
C2D Investissement			0			0				0
Fonds Contrepartie Dépense			0			0				0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane			0			0				0
T6.AUTRES DÉPENSES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3 800 047	3 418 017	602 450	4 020 467	4 297 510	300 064	4 597 574	4 347 510	341 064	4 688 574

TABLEAU.30: Programmation des dépenses du programme 021 - Regulation du marche interieur par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 021	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	3 106 206	3 287 017	33 350	3 320 367	3 967 510	34 350	4 001 860	3 997 510	34 350	4 031 860
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	2 382 908	2 675 134	9 350	2 684 484	3 355 627	9 350	3 364 977	3 385 627	9 350	3 394 977
Salaires	2 234 045	2 535 471	0	2 535 471	3 217 864	0	3 217 864	3 247 864	0	3 247 864
Autres dépenses de personnel	148 863	139 663	9 350	149 013	137 763	9 350	147 113	137 763	9 350	147 113
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	723 298	611 883	24 000	635 883	611 883	25 000	636 883	611 883	25 000	636 883
Autres biens et services	723 298	611 883	24 000	635 883	611 883	25 000	636 883	611 883	25 000	636 883
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	693 841	131 000	569 100	700 100	330 000	265 714	595 714	350 000	306 714	656 714
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				0			0			0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0

PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES

CDMT 2025-2027 AJUSTÉ

T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		131 000	399 000	530 000	330 000	0	330 000	350 000	0	350 000
Transferts en capital aux CTD		131 000	399 000	530 000	330 000	0	330 000	350 000	0	350 000
Autres transferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	693 841		170 100	170 100		265 714	265 714		306 714	306 714
BIP RIO	693 841		170 100	170 100		265 714	265 714		306 714	306 714
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
Total	3 800 047	3 418 017	602 450	4 020 467	4 297 510	300 064	4 597 574	4 347 510	341 064	4 688 574

3.2.2.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.31: Programmation des dépenses du programme 021 - Regulation du marche interieur par actions et activités

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 021	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - SURVEILLANCE DU MARCHÉ	169 268	132 633	11 100	143 733	132 633	1 000	133 633	132 633	1 000	133 633
2128701A001 - Modernisation des systèmes de contrôle	33 635		10 100	10 100		0	0		0	0
2128701A002 - Renforcement des capacités des unités de contrôles				0			0			0
2128701A003 - Répression des infractions à la réglementation commerciale	135 633	132 633	1 000	133 633	132 633	1 000	133 633	132 633	1 000	133 633
2128701B004 - Surveillance métrologique des marchés				0			0			0
2128701B005 - Lutte contre les pratiques commerciales illicites				0			0			0
2128701B006 - Appui à la Commission Nationale de la Concurrence				0			0			0
ACTION 02 - AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS	3 225 573	3 044 384	467 350	3 511 734	3 923 877	137 276	4 061 153	3 973 877	161 064	4 134 941
2102102C001 - Mise en place des infrastructures marchandes				0			0			0
2102102C002 - Contribution à la gestion des crises alimentaires				0			0			0
2102102E003 - Développement du commerce électronique	7 000			0			0			0
2128702A001 - Construction, équipement, gestion et entretien des marchés, gares routières et abattoirs	530 000	131 000	399 000	530 000	330 000	0	330 000	350 000	0	350 000
2128702A002 - Contribution à la gestion des crises des approvisionnements	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000
2128702A003 - Encadrement et maîtrise de la distribution des produits de consommation de masse	2 630 073	2 902 149	7 350	2 909 499	3 582 642	71 276	3 653 918	3 612 642	71 276	3 683 918
2128702A004 - Promotion de l'activité commerciale	6 500	6 000		6 000	6 000		6 000	6 000		6 000
2128702A005 - Maîtrise du commerce électronique et du commerce des services	2 000	5 235	11 000	16 235	5 235	16 000	21 235	5 235	39 788	45 023
ACTION 03 - PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX	348 206	211 000	109 000	320 000	211 000	146 788	357 788	211 000	164 000	375 000
2102103E001 - Contribution à la valorisation des produits locaux	3 000	2 000	4 000	6 000	2 000	41 788	43 788	2 000	59 000	61 000
2128703A001 - Amélioration de la visibilité des produits du terroir	273 000	209 000		209 000	209 000		209 000	209 000		209 000
2128703A002 - Appui aux activités de promotion des produits locaux	72 206		105 000	105 000		105 000	105 000		105 000	105 000
ACTION 04 - DYNAMISATION DES MECANISMES DE PROMOTION DE LA SAINE CONCURRENCE	57 000	30 000	15 000	45 000	30 000	15 000	45 000	30 000	15 000	45 000
2102104C001 - Renforcement de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles	21 000		15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000

PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES

CDMT 2025-2027 AJUSTÉ

2102104C002 - Renforcement de la défense commerciale				0			0			0
2102104C003 - Encadrement du consumérisme	36 000	30 000		30 000	30 000		30 000	30 000		30 000
Total	3 800 047	3 418 017	602 450	4 020 467	4 297 510	300 064	4 597 574	4 347 510	341 064	4 688 574

3.2.3. Detail de la programmation pour le programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce

3.2.3.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.32: Programmation des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

PROGRAMME 025	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	2 707 959	2 726 629	8 000	2 734 629	3 019 424	4 000	3 023 424	3 082 374	4 000	3 086 374
Salaires	2 133 704	2 163 849	0	2 163 849	2 458 744	0	2 458 744	2 521 694	0	2 521 694
Autres dépenses de personnel	574 255	562 780	8 000	570 780	560 680	4 000	564 680	560 680	4 000	564 680
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	945 753	893 827	10 000	903 827	905 827	2 000	907 827	905 827	2 000	907 827
Autres biens et services	945 753	893 827	10 000	903 827	905 827	2 000	907 827	905 827	2 000	907 827
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	259 497	14 950	255 050	270 000	22 109	350 450	372 559	22 109	290 450	312 559
BIP RIO	259 497	14 950	255 050	270 000	22 109	350 450	372 559	22 109	290 450	312 559
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3 913 209	3 635 406	273 050	3 908 456	3 947 360	356 450	4 303 810	4 010 310	296 450	4 306 760

EN MILLIERS FCEA

TABLEAU.33: Programmation des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 025	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	3 653 712	3 620 456	18 000	3 638 456	3 925 251	6 000	3 931 251	3 988 201	6 000	3 994 201
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	2 707 959	2 726 629	8 000	2 734 629	3 019 424	4 000	3 023 424	3 082 374	4 000	3 086 374
Salaires	2 133 704	2 163 849	0	2 163 849	2 458 744	0	2 458 744	2 521 694	0	2 521 694
Autres dépenses de personnel	574 255	562 780	8 000	570 780	560 680	4 000	564 680	560 680	4 000	564 680
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	945 753	893 827	10 000	903 827	905 827	2 000	907 827	905 827	2 000	907 827
Autres biens et services	945 753	893 827	10 000	903 827	905 827	2 000	907 827	905 827	2 000	907 827
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	259 497	14 950	255 050	270 000	22 109	350 450	372 559	22 109	290 450	312 559
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				0			0			0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				0			0			0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Autres transferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	259 497	14 950	255 050	270 000	22 109	350 450	372 559	22 109	290 450	312 559
BIP RIO	259 497	14 950	255 050	270 000	22 109	350 450	372 559	22 109	290 450	312 559
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
Total	3 913 209	3 635 406	273 050	3 908 456	3 947 360	356 450	4 303 810	4 010 310	296 450	4 306 760

3.2.3.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.34: Programmation des dépenses du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par actions et activités

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 025	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	806 317	781 930	13 000	794 930	779 330	2 000	781 330	779 330	2 000	781 330
2102501D001 - Pilotage de l'exécution financière du Budget	48 000	38 000	8 000	46 000	38 000	0	38 000	38 000	0	38 000
2102501D002 - Pilotage de l'exécution physique du budget	24 617	26 730		26 730	23 630		23 630	23 630		23 630
2128801A001 - Monitoring et reporting des activités des services du Ministère	1 500	2 000	5 000	7 000	1 500	2 000	3 500	1 500	2 000	3 500
2128801A002 - Amélioration de la Gouvernance institutionnelle du commerce	60 300	58 300		58 300	58 300		58 300	58 300		58 300
2128801A003 - Pilotage stratégique des programmes ministériels	174 000	164 000		164 000	164 000		164 000	164 000		164 000
2128801A004 - Accueil des usagers et gestion du courrier du Ministère.	19 000	19 000	0	19 000	19 000	0	19 000	19 000	0	19 000
2128801A005 - Traduction des documents et constitution de la banque terminologique du MINCOMMERCE	7 000	7 000		7 000	7 000		7 000	7 000		7 000
2128801A006 - Encadrement de l'activité commerciale dans les Régions	471 900	466 900		466 900	467 900		467 900	467 900		467 900
ACTION 02 - RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION AU MINISTERE DU COMMERCE	82 100	80 100		80 100	80 100		80 100	80 100		80 100
2128802A001 - Elaboration des documents de planification et de programmation	72 100	70 100		70 100	70 100		70 100	70 100		70 100
2128802A002 - Réalisation des études et maturation des projets du Ministère	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000
ACTION 03 - Renforcement de la planification et la programmation				0			0			0
2128803A001 - Pilotage de l'exécution financière du budget				0			0			0
2128803A002 - Pilotage de l'exécution physique du budget				0			0			0
ACTION 04 - DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	43 752	34 752	10 100	44 852	34 752	10 500	45 252	34 752	10 500	45 252
2128804A001 - Production des statistiques sur le commerce	32 000	24 000		24 000	24 000		24 000	24 000		24 000
2128804A002 - Pilotage et optimisation du système d'informations sur le commerce	11 752	10 752	10 100	20 852	10 752	10 500	21 252	10 752	10 500	21 252
2128804B003 - Pilotage et optimisation du système d'informations sur le commerce				0			0			0
ACTION 05 - AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	2 855 290	2 617 874	249 950	2 867 824	2 931 428	343 950	3 275 378	2 994 378	283 950	3 278 328
2102505D001 - Gestion des archives	40 925	40 925		40 925	40 925		40 925	40 925		40 925
2102505D002 - Gestion de la bibliothèque				0			0			0
2128805A001 - Construction, refection et sécurisation des batiments à usage de bureau	10 447		144 950	144 950		324 950	324 950		264 950	264 950
2128805A002 - Acquisition du mobilier de bureau, de matériels informatique et roulant	249 050	14 950	100 000	114 950	22 109	15 000	37 109	22 109	15 000	37 109
2128805A003 - Gestion des ressources humaines et matérielles du MINCOMMERCE	2 554 868	2 561 999	5 000	2 566 999	2 868 394	4 000	2 872 394	2 931 344	4 000	2 935 344
ACTION 06 - DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	65 500	62 500		62 500	62 500		62 500	62 500		62 500
2128807A001 - Mise à jour du plan de formation	12 500	12 500		12 500	12 500		12 500	12 500		12 500
2128807A002 - Mise en œuvre du plan de formation	53 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000		50 000
ACTION 07 - DEVELOPPEMENT DES TIC AU SEIN DU MINISTERE	6 250	6 250		6 250	6 250		6 250	6 250		6 250
2128808A001 - Maitrise du parc informatique et des ressources logicielles	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000		3 000
2128808A002 - Développement et gestion des systèmes de communication	3 250	3 250		3 250	3 250		3 250	3 250		3 250
ACTION 08 - CONTROLE ET AUDIT INTERNE	37 000	36 000		36 000	37 000		37 000	37 000		37 000
2128809A001 - Contrôle de l'activité et du fonctionnement des services et organismes sous-tutelle	21 500	21 500		21 500	21 500		21 500	21 500		21 500
2128809A002 - Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption	15 500	14 500		14 500	15 500		15 500	15 500		15 500

ACTION 09 - RENFORCEMENT DU CONSEIL JURIDIQUE	12 500	11 500		11 500	11 500		11 500	11 500		11 500
2128810A001 - Encadrement juridique des services du Ministère du Commerce				0			0			0
2128810A002 - gestion du contentieux au ministère du Commerce	12 500	11 500		11 500	11 500		11 500	11 500		11 500
2128810A003 - Suivi des affaires de l'OHADA et de la CNUDCI				0			0			0
ACTION 10 - RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION	4 500	4 500		4 500	4 500		4 500	4 500		4 500
2128811A001 - gestion des relations publiques				0			0			0
2128811A002 - gestion de la communication	4 500	4 500		4 500	4 500		4 500	4 500		4 500
ACTION 11 - RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET INFORMATION DES USAGERS			8 832	8 832		0	0		0	0
2128812A001 - gestion de la bibliothèque			8 832	8 832		0	0		0	0
2128812A002 - gestion des archives				0			0			0
Total	3 913 209	3 635 406	281 882	3 917 288	3 947 360	356 450	4 303 810	4 010 310	296 450	4 306 760

■ 3.2.4. **Detail de la programmation pour le programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix**

■ 3.2.4.1 **Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles**

TABLEAU.35: Programmation des dépenses du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

PROGRAMME 152	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
		<i>EN MILLIERS ECEA</i>								
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	635 908	717 510	0	717 510	749 194	0	749 194	749 194	0	749 194
Salaires	568 396	649 998	0	649 998	673 682	0	673 682	673 682	0	673 682
Autres dépenses de personnel	67 512	67 512	0	67 512	75 512	0	75 512	75 512	0	75 512
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	85 616	52 616	13 000	65 616	52 616	8 000	60 616	52 616	8 000	60 616
Autres biens et services	85 616	52 616	13 000	65 616	52 616	8 000	60 616	52 616	8 000	60 616
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	68 762		50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214
BIP RIO	68 762		50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0

PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027) DES DÉPENSES

CDMT 2025-2027 AJUSTÉ

Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	790 286	770 126	63 000	833 126	801 810	58 214	860 024	801 810	58 214	860 024

TABLEAU.36: Programmation des dépenses du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 152	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	721 524	770 126	13 000	783 126	801 810	8 000	809 810	801 810	8 000	809 810
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	635 908	717 510	0	717 510	749 194	0	749 194	749 194	0	749 194
Salaires	568 396	649 998	0	649 998	673 682	0	673 682	673 682	0	673 682
Autres dépenses de personnel	67 512	67 512	0	67 512	75 512	0	75 512	75 512	0	75 512
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	85 616	52 616	13 000	65 616	52 616	8 000	60 616	52 616	8 000	60 616
Autres biens et services	85 616	52 616	13 000	65 616	52 616	8 000	60 616	52 616	8 000	60 616
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	68 762		50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				0			0			0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				0			0			0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	68 762		50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214
BIP RIO	68 762		50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
Total	790 286	770 126	63 000	833 126	801 810	58 214	860 024	801 810	58 214	860 024

■ 3.2.4.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.37: Programmation des dépenses du programme 152 - Promotion de la métrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par actions et activités

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 152	LF 2024	2025			2026			2027		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - DEVELOPPEMENT DE LA METROLOGIE	204 089	90 128	63 000	153 128	98 128	58 214	156 342	98 128	58 214	156 342
2115201C001 - Réalisation des travaux métrologiques	45 700	51 776		51 776	59 776		59 776	59 776		59 776
2115201C002 - Renforcement des capacités en infrastructures et équipements métrologiques	128 037	5 000	63 000	68 000	5 000	58 214	63 214	5 000	58 214	63 214
2115201C003 - Mise en oeuvre du mécanisme de veille métrologique	30 352	33 352		33 352	33 352		33 352	33 352		33 352
ACTION 02 - DEVELOPPEMENT DE LA VEILLE NORMATIVE	960	6 000		6 000	6 000		6 000	6 000		6 000
2115202C001 - Organisation et renforcement des capacités des acteurs dans le domaine des normes				0			0			0
2115202C002 - suivi des exigences normatives et réglementaires des produits mis en marché	960	6 000		6 000	6 000		6 000	6 000		6 000
ACTION 03 - ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	585 237	673 998		673 998	697 682		697 682	697 682		697 682
2115203C001 - Elaboration des prix et tarifs de références	585 237	673 998		673 998	697 682		697 682	697 682		697 682
2115203C002 - Analyse de la formation des prix des biens et services				0			0			0
Total	790 286	770 126	63 000	833 126	801 810	58 214	860 024	801 810	58 214	860 024

4.

**ASPECTS SPECIFIQUES DE LA
PROGRAMMATION TRIENNALE (2025-2027)
DES DÉPENSES**

4.1. PROJETS BENEFICIANT D'AE PLURIANNUELLES (AEP)

Aucune AE pluriannuelle n'est ouverte en 2023 dans le BIP du Ministère du Commerce.

TABLEAU.38: Programmation des dépenses des projets bénéficiant des AEP

Intitulé du projet	Coût total	Historique				Programmation				Montant CP restant à couvrir (a+d)-(b+c+e+f+g)
		Montant du marché (a)	Année de démarrage	Montant CP couvert avant 2024(b)	Montant CP 2024 (c)	Montant AE 2025 (d)	CP 2025 (e)	CP 2026 (f)	CP 2027 (g)	
TOTAL										

EN MILLIERS FCEA

4.2. PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX)

Il n'existe pas au Ministère du Commerce, de projet financé par les bailleurs de fonds et nécessitant la mobilisation des fonds de contrepartie

TABLEAU.39: Programmation des dépenses des projets bénéficiant des FINEX

Intitulé du projet	Convention de financement				Décaissements				Reste (a)-(b)-(c)-(d)-(e)
	Bailleur	Nature du financement	Date de signature	Montant (a)	Décaissé à n = 2024 (b)	2025 (c)	2026 (d)	2027 (e)	
TOTAL									

EN MILLIERS FCEA

4.3. GRANDS PROJETS

Le Ministère du Commerce ne dispose pas encore de projet dont le coût est évalué à une dizaine de milliards de FCFA correspondant à une action de développement d'envergure, susceptible d'induire des changements sur la structure de l'économie.

TABLEAU.40: Programmation des dépenses des grands projets

Intitulé des projets	Coût total	Montant exécuté en 2024	2023			2024			2025		2026		2027		Reste à financer	
			Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-																
Total																

EN MILLIERS FCEA

4.4. SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

Au cours du triennat 2025-2027, une subvention annuelle d'un montant (i) de cinquante millions (150 000 000) de FCFA sera accordée à la Mission de Régulation des Approvisionnements en Produits de grande consommation (MIRAP) et (ii) de quarante-cinq millions (45 000 000) de FCFA sera octroyée à la Commission Nationale de la Concurrence (CNAC).

[TABLEAU.41: Programmation des subventions destinées aux établissements publics](#)

Etablissement Public	LF 2024	2025			2026			2027			TOTAL		
		F	I	T	F	I	T	F	I	T	F	I	T
TOTAL													

EN MILLIERS FCFA

4.5. RESSOURCES PROGRAMMEES AU PROFIT DES CTD

Les ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées sont destinées à la construction, l'équipement et l'entretien (la réhabilitation) des infrastructures marchandes (halles de marché périodique et magasins de stockage).

Pour l'exercice budgétaire 2025, le MINCOMMERCE envisage le transfert de cinq cent trente millions (530 000 000) FCFA.

[TABLEAU.42: Programmation des ressources transférées aux CTD](#)

Compétences transférées		2025			2026			2027			TOTAL		
		F	I	T	F	I	T	F	I	T	F	I	T
TRANSFERTS AUX COMMUNES													
CO103	Construction, équipement, gestion et entretien des marchés, gares routières et abattoirs		530 000	530 000		330 000	330 000		350 000	350 000		1 210 000	1 210 000
TOTAL TRANSFERTS AUX COMMUNES			530 000	530 000		330 000	330 000		350 000	350 000		1 210 000	1 210 000
TOTAL			530 000	530 000		330 000	330 000		350 000	350 000		1 210 000	1 210 000

EN MILLIERS FCFA

4.6. POINT SUR LES PROJETS EN COURS D'EXECUTION

Le MINCOMMERCE ne dispose d'aucun grand projet sur le triennat 2025-2027.

TABLEAU.43: Projets en cours d'exécution

EN MILLIERS ECEA

PROJETS	Coût total	Anné e de déma rrage	Montant du marché signé	Cumul des CP avant 2024	CP inscrits dans la LF2024	Besoin en financement	2025		2026		2027		RESTE A FINANCER	
							AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
TOTAL CHAPITRE nul														

■ 4.7. INTERVENTIONS PRIORITAIRES

Les interventions prioritaires du MINCOMMERCE, réparties entre les 4 programmes, sont les suivantes :

- accompagnement des entreprises à l'arrimage aux exigences des marchés d'exportation ;
- accompagnement des entreprises locales participant aux manifestations foraines à l'étranger ;
- veille commerciale ;
- développement de la coopération commerciale ;
- contrôle et répression des fraudes ;
- modernisation des systèmes de contrôle ;
- mise en place des infrastructures marchandes ;
- contribution à la gestion des crises d'approvisionnement ;
- encadrement et maîtrise de la distribution des produits de consommation de masse ;
- encadrement du consumérisme ;
- maîtrise du commerce électronique et du commerce des services ;
- appui aux activités de promotion de produits locaux ;
- réalisation des travaux métrologiques ;
- renforcement des capacités en infrastructures et équipements de métrologie ;
- encadrement du juste prix ;
- mise en place d'un dispositif d'alerte sur la situation du marché intérieur (système d'information sur les marchés).

- 4.8. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES THEMATIQUES
- 4.8.1. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE
- 4.8.1.1. Programmation des dépenses genre sensible du programme 015 - Appui au developpement des exportations par action et activités

TABLEAU.44: Programmation des dépenses genre sensible du programme 015 - Appui au developpement des exportations par actions et activités

PROGRAMME 015	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
03 - Action 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	38 126	37 374	98,03 %	34 941	11 090	31,74 %	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000
2128609A001 - Accompagnement des entreprises locales participant aux manifestations foraines à l'étranger	37 260	36 524	98,02 %	30 396	6 840	22,50 %	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000
2128609A003 - Facilitation de l'intégration des biens et services camerounais dans les chaînes de distribution et les chaînes de valeur étrangères	866	850	98,20 %	4 546	4 250	93,50 %	0	0	0	0	0	0
Total	38 126	37 374	98,03 %	34 941	11 090	31,74 %	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000

EN MILLIERS FCEA

- 4.8.1.2. Programmation des dépenses genre sensible du programme 021 - Regulation du marche interieur par action et activités

TABLEAU.45: Programmation des dépenses genre sensible du programme 021 - Regulation du marche interieur par actions et activités

PROGRAMME 021	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
02 - AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS	19 909	19 547	98,18 %	1 818	850	46,75 %	5 235	5 235	8 235	8 235	8 235	8 235
2128702A005 - Maîtrise du commerce électronique et du commerce des services	19 909	19 547	98,18 %	1 818	850	46,75 %	5 235	5 235	8 235	8 235	8 235	8 235
03 - PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX				2 727			2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
2102103E001 - Contribution à la valorisation des produits locaux				2 727			2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Total	19 909	19 547	98,18 %	4 546	850	18,70 %	7 235	7 235	10 235	10 235	10 235	10 235

EN MILLIERS FCEA

- 4.8.1.3. Programmation des dépenses genre sensible du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par action et activités

TABLEAU.46: Programmation des dépenses genre sensible du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par actions et activités

PROGRAMME 025	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 - COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	31 976	31 614	98,87 %	45 591	22 725	49,85 %	8 000	8 000	0	0	0	0
2102501D001 - Pilotage de l'exécution financière du Budget	31 976	31 614	98,87 %	45 591	22 725	49,85 %	8 000	8 000	0	0	0	0
06 - DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	70 950	69 715	98,26 %	59 819	26 345	44,04 %	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000
2128807A001 - Mise à jour du plan de formation	13 820	13 615	98,52 %	11 636	11 045	94,92 %	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
2128807A002 - Mise en œuvre du plan de formation	57 130	56 100	98,20 %	48 182	15 300	31,75 %	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000
Total	102 926	101 329	98,45 %	105 410	49 070	46,55 %	44 000	44 000	36 000	36 000	36 000	36 000

EN MILLIERS FCEA

- 4.8.1.4. Programmation des dépenses genre sensible du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par action et activités

TABLEAU.47: Programmation des dépenses genre sensible du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par actions et activités

PROGRAMME 152	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
Total												

EN MILLIERS ECEA

- 4.8.2. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS SENSIBLES AU CLIMAT

- 4.8.2.1. Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 015 - Appui au developpement des exportations par action et activités

TABLEAU.48: Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 015 - Appui au developpement des exportations par actions et activités

PROGRAMME 015	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
Total												

EN MILLIERS ECEA

- 4.8.2.2. Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 021 - Regulation du marche interieur par action et activités

TABLEAU.49: Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 021 - Regulation du marche interieur par actions et activités

PROGRAMME 021	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
Total												

EN MILLIERS ECEA

■ 4.8.2.3. Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par action et activités

TABLEAU.50: Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par actions et activités

PROGRAMME 025	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
Total												

EN MILLIERS ECEA

■ 4.8.2.4. Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par action et activités

TABLEAU.51: Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par actions et activités

PROGRAMME 152	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
Total												

EN MILLIERS ECEA

■ 4.8.3. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS D'IMPORT-SUBSTITUTION

■ 4.8.3.1. Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 015 - Appui au developpement des exportations par action et activités

TABLEAU.52: Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 015 - Appui au developpement des exportations par actions et activités

PROGRAMME 015	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 - ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION	8 203	8 120	98,99 %	7 818	7 570	96,83 %	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200
2128607A001 - ACCOMPAGNEMENT DES OPERATRICES ET OPERATEURS ECONOMIQUES A L'ARRIMAGE AUX EXIGENCES DES MARCHES D'EXPORTATION	8 203	8 120	98,99 %	7 818	7 570	96,83 %	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200
Total	8 203	8 120	98,99 %	7 818	7 570	96,83 %	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200	3 200

EN MILLIERS ECEA

■ 4.8.3.2. Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 021 - Regulation du marche interieur par action et activités

TABLEAU.53: Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 021 - Regulation du marche interieur par actions et activités

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 021	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
02 - AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS	530 000			530 000			329 000	329 000	0	0	0	0
2128702A001 - Construction, équipement, gestion et entretien des marchés, gares routières et abattoirs	530 000			530 000			329 000	329 000	0	0	0	0
03 - PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX	500 623	321 003	64,12 %	319 754	73 830	23,09 %	109 000	109 000	109 000	109 000	109 000	109 000
2128703A001 - Amélioration de la visibilité des produits du terroir	319 839	312 503	97,71 %	248 184	67 880	27,35 %	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
2128703A002 - Appui aux activités de promotion des produits locaux	180 784	8 500	4,70 %	71 570	5 950	8,31 %	105 000	105 000	105 000	105 000	105 000	105 000
Total	1 030 623	321 003	31,15 %	849 754	73 830	8,69 %	438 000	438 000	109 000	109 000	109 000	109 000

■ 4.8.3.3. Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par action et activités

TABLEAU.54: Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 025 - Gouvernance et appui institutionnel du mincommerce par actions et activités

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 025	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
Total												

■ 4.8.3.4. Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par action et activités

TABLEAU.55: Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 152 - Promotion de la metrologie, de la veille normative et encadrement du juste prix par actions et activités

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 152	2023			2024			2025		2026		2027	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
Total												

ANNEXE 1

MATRICE DU CADRE LOGIQUE

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ
CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2023	Estimation 2024	Valeur cible			Risque
						2025	2026	2027	
PROGRAMME 015 APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation	Part des produits mis en marché à l'étranger dans l'ensemble des produits devant faire l'objet d'un encadrement du MINCOMMERCE	Direction du Commerce Extérieur du MINCOMMERCE	33,50	35,75	38,25	40,50		
ACTION 01 ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION	Améliorer la performance des entreprises à l'exportation	Proportion des entreprises locales ayant exporté après avoir bénéficié de l'encadrement du MINCOMMERCE	Rapport d'activité de la DCE	26,00	28,00	30,00	32,00		
2101501E001 Appui à la construction et à l'entretien des infrastructures marchandes transfrontalières d'écoulement des biens produits par les opérateurs et opératrices économiques camerounais									
2128607A001 ACCOMPAGNEMENT DES OPERATRICES ET OPERATEURS ECONOMIQUES A L'ARRIMAGE AUX EXIGENCES DES MARCHES D'EXPORTATION									
2128607A005 Développement du mentorat et du réseautage des entreprises à l'export									
ACTION 02 Action 2 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU COMMERCE TRANSFRONTALIER	Densifier l'offre des infrastructures du commerce transfrontalier	Taux de mise en oeuvre de la cartographie des infrastructures marchandes transfrontalières	Direction du Commerce Extérieur du MINCOMMERCE		16,00	18,00	20,00		
2128608A001 Construction et entretien des infrastructures marchandes transfrontalières d'écoulement des produits									
2128608A002 Dématérialisation des procédures du commerce extérieur									
ACTION 03 Action 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	Renforcer la visibilité des produits Camerounais sur les marchés étrangers	Taux de pénétration initiale des produits made in Cameroon dans les marchés cibles	Rapports annuels d'activité (DCE et ONCC) et tradestat		32,00	35,00	45,00		
2128609A001 Accompagnement des entreprises locales participant aux manifestations foraines à l'étranger									
2128609A002 Mise en consommation des produits camerounais à l'étranger									
2128609A003 Facilitation de l'intégration des biens et services camerounais dans les chaînes de distribution et les chaînes de valeur étrangères									
ACTION 04 Action 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE	Surveiller l'évolution des marchés étrangers	Proportion des marchés extérieurs surveillés	Rapport d'activités annuel de la DCE		73,00	75,00	77,50		
2128610A001 Veille commerciale									
2128610A002 Développement de la Coopération commerciale									
PROGRAMME 021 REGULATION DU MARCHE INTERIEUR	Veiller à l'approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence	Indice des prix des produits de grande consommation	les points de vente						
ACTION 01 SURVEILLANCE DU MARCHE	Assainir le marché	Taux d'assainissement du marché intérieur	Rapports d'activités de la Brigade Nationale des Contrôles et de la Répression des Fraudes (BNCRF), Délégations Régionales du Commerce (DRC) et Délégations Départementales du Commerce (DDC)	86,50	87,50	86,00	90,50		
2128701A001 Modernisation des systèmes de contrôle	ameliorer les systèmes de contrôles								
2128701A002 Renforcement des capacités des unités de controles									
2128701A003 Répression des infractions à la réglementation commerciale									
2128701B004 Surveillance métrologique des marchés									
2128701B005 Lutte contre les pratiques commerciales illicites									
2128701B006 Appui à la Commission Nationale de la Concurrence									
ACTION 02 AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS	Renforcer la maîtrise des prix des produits sur le marché intérieur	Taux de stabilité des prix des produits sur le marché intérieur issus des concertations entre le MINCOMMERCE et les opérateurs économiques	Exploitation des rapports de la Direction du Commerce Intérieur	74,00	76,00	78,00	80,25		
2102102C001 Mise en place des infrastructures marchandes									
2102102C002 Contribution à la gestion des crises alimentaires									
2102102E003 Développement du commerce électronique									
2128702A001 Construction, équipement, gestion et entretien des marchés,									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2023	Estimation 2024	Valeur cible			Risque
						2025	2026	2027	
gares routières et abattoirs									
2128702A002 Contribution à la gestion des crises des approvisionnements									
2128702A003 Encadrement et maîtrise de la distribution des produits de consommation de masse									
2128702A004 Promotion de l'activité commerciale									
2128702A005 Maîtrise du commerce électronique et du commerce des services									
ACTION 03 PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX	Améliorer la visibilité des produits locaux sur le marché intérieur	Taux de représentativité de références des produits made in Cameroon dans les surfaces commerciales modernes	Rapports annuels (DCI ONCC et CELSTAT)	27,00	28,50	30,00	32,75		
2102103E001 Contribution à la valorisation des produits locaux									
2128703A001 Amélioration de la visibilité des produits du terroir									
2128703A002 Appui aux activités de promotion des produits locaux									
ACTION 04 DYNAMISATION DES MECANISMES DE PROMOTION DE LA SAINE CONCURRENCE	Contribuer à la protection de l'espace commercial national	Proportion des décisions rendues sur les pratiques anti-concurrentielles et déloyales (cartels, abus de position dominante, fusion-acquisition, mesures anti-dumping, mesures compensatoire, mesures de sauvegarde)	Rapports d'activité CNAC, CONACO, DCI et tradestat	100,00	100,00	100,00	100,00		
2102104C001 Renforcement de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles									
2102104C002 Renforcement de la défense commerciale									
2102104C003 Encadrement du consumérisme									
PROGRAMME 025 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	Taux de réalisation des activités budgétisées	Rapport annuel d'activités de la CELSUI	94,00	95,00	96,00	98,00		
ACTION 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	assurer la coordination et le suivi des activités de tous les services	taux de production des rapports de suivi des activités	Rapport annuel d'activité de la CELSUI	100,00	100,00	100,00	100,00		
2102501D001 Pilotage de l'exécution financière du Budget									
2102501D002 Pilotage de l'exécution physique du budget									
2128801A001 Monitoring et reporting des activités des services du Ministère	Elaborer et renseigner les outils nécessaires à la facilitation de la coordination								
2128801A002 Amélioration de la Gouvernance institutionnelle du commerce	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Commerce.								
2128801A003 Pilotage stratégique des programmes ministériels									
2128801A004 Accueil des usagers et gestion du courrier du Ministère.	Assurer la diligence dans le traitement des dossiers et la convivialité des services								
2128801A005 Traduction des documents et constitution de la banque terminologique du MINCOMMERCE									
2128801A006 Encadrement de l'activité commerciale dans les Régions									
ACTION 02 RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION AU MINISTERE DU COMMERCE	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce.	Taux de production de qualité des principaux documents de la chaîne PPBS	Rapport annuel d'activité de la DEPS	98,50	99,00	99,00	99,25		
2128802A001 Elaboration des documents de planification et de programmation									
2128802A002 Réalisation des études et maturation des projets du Ministère									
ACTION 03 Renforcement de la planification et la programmation	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense	Taux de production de qualité des principaux documents de la chaîne PPBS	Division des Etudes, des Projets et des Statistiques (DEPS), DAG, PROBMS						
2128803A001 Pilotage de l'exécution financière du budget									
2128803A002 Pilotage de l'exécution physique du budget									
ACTION 04 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	Produire des données statistiques de qualité pour le pilotage stratégique et opérationnel par la performance au sein du ministère	Taux de production des données statistiques clés du pilotage des programmes	Rapport annuel d'activités de la DEPS	86,00	88,25	89,75	91,00		
2128804A001 Production des statistiques sur le commerce									
2128804A002 Pilotage et optimisation du système d'informations sur le commerce									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 - MINISTÈRE DU COMMERCE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2023	Estimation 2024	Valeur cible			Risque
						2025	2026	2027	
2128804B003 Pilotage et optimisation du système d'informations sur le commerce									
ACTION 05 AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats	Proportion du personnel disposant d'un poste de travail adéquat	Service de la Maintenance et du Matériel	67,00	70,00	73,00	75,75		
2102505D001 Gestion des archives									
2102505D002 Gestion de la bibliothèque									
2128805A001 Construction, refecton et sécurisation des batiments à usage de bureau									
2128805A002 Acquisition du mobilier de bureau, de matériels informatique et roulant									
2128805A003 Gestion des ressources humaines et matérielles du MINCOMMERCE									
ACTION 06 DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Accroître qualitativement et quantitativement les ressources humaines au sein du ministère	Proportion des personnels formés par an		66,25	67,75	69,00	70,50		
2128807A001 Mise à jour du plan de formation									
2128807A002 Mise en œuvre du plan de formation									
ACTION 07 DEVELOPPEMENT DES TIC AU SEIN DU MINISTÈRE	Optimiser les échanges administratifs et d'informations entre les services du Ministère	Taux d'accès des personnels à une information de qualité	Rapport annuel d'activités de la CELINFO	59,00	60,25	62,50	64,75		
2128808A001 Maîtrise du parc informatique et des ressources logicielles									
2128808A002 Développement et gestion des systèmes de communication									
ACTION 08 CONTROLE ET AUDIT INTERNE	Assurer le fonctionnement et rendement des services et le respect de l'éthique professionnelle	Taux de réalisation des missions de contrôle et d'audit des services programmés	Rapport annuel d'activités de l'IG	72,00	73,00	74,00	75,00		
2128809A001 Contrôle de l'activité et du fonctionnement des services et organismes sous-tutelle									
2128809A002 Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption									
ACTION 09 RENFORCEMENT DU CONSEIL JURIDIQUE	Veiller au respect des droits et règlements, au sein du Ministère	Taux d'encadrement juridique	Division des Affaires Juridiques	100,00	100,00	100,00	100,00		
2128810A001 Encadrement juridique des services du Ministère du Commerce									
2128810A002 gestion du contentieux au ministère du Commerce									
2128810A003 Suivi des affaires de l'OHADA et de la CNUDCI									
ACTION 10 RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION	Améliorer la communication institutionnelle autour des actions et réalisations du ministère	Taux de couverture médiatique des activités prioritaires de la feuille de route ministérielle	Rapport annuel d'activités de la CELCOM	100,00	100,00	100,00	100,00		
2128811A001 gestion des relations publiques									
2128811A002 gestion de la communication									
ACTION 11 RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET INFORMATION DES USAGERS	Améliorer la gestion des ressources documentaires au Ministère du Commerce								
2128812A001 gestion de la bibliothèque									
2128812A002 gestion des archives									
PROGRAMME 152 PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	Ce programme a pour objectif de garantir l'équité dans les activités commerciales.	Taux d'équité des transactions commerciales	Rapport d'activités de la Direction de la métrologie, de la Qualité et des Prix (DMQP) et TRADESTAT	98,00	98,00	98,00	98,25		
ACTION 01 DEVELOPPEMENT DE LA METROLOGIE	Garantir l'exacte mesure dans la production et la commercialisation des biens et services	Taux d'équité dans les transactions commerciales	Rapport annuel d'activités de la DMQP et TRADESTAT	98,00	98,00	98,00	98,25		
2115201C001 Réalisation des travaux métrologiques									
2115201C002 Renforcement des capacités en infrastructures et équipements métrologiques									
2115201C003 Mise en œuvre du mécanisme de veille métrologique									
ACTION 02	outiller les acteurs sur les évolutions technologiques et	Taux d'acteurs, sensibilisés, formés et informés	Rapports d'activités de la Cellule de la Norme et de la	71,00	74,00	78,00	80,00		

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 - MINISTÈRE DU COMMERCE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2023	Estimation 2024	Valeur cible			Risque
						2025	2026	2027	
DEVELOPPEMENT DE LA VEILLE NORMATIVE	normatives	Taux d'acteurs, sensibilisés, formés et informés	Qualité (CNQ) et de la Sous-Direction des Laboratoires et des Equipements Spécifiques (SDLES)	71,00	74,00	78,00	80,00		
2115202C001 Organisation et renforcement des capacités des acteurs dans le domaine des normes									
2115202C002 suivi des exigences normatives et réglementaires des produits mis en marché									
ACTION 03 ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	Promouvoir le juste prix	Taux d'accroissement en glissement annuel du nombre de téléchargement en ligne de la mercuriale	Rapports d'activités de la Sous-Direction des Prix	0,00	0,00	0,00	0,00		
2115203C001 Elaboration des prix et tarifs de références									
2115203C002 Analyse de la formation des prix des biens et services									

ANNEXE 2

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027)

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 015 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Action 01 : ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
					EN MILLIERS FCFA												
Activité 2128607A001 : ACCOMPAGNEMENT DES OPERATRICES ET OPERATEURS ECONOMIQUES A L'ARRIMAGE AUX EXIGENCES DES MARCHES D'EXPORTATION																	
5921F00002 - Accompagnement des opérateurs à l'obtention des agréments CEMAC et CEEAC	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
5921F00003 - Mise en place du label "Origine Cameroun Certifiée"	9 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 200	3 200	LR	3 200	3 200	LR	3 200	3 200	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 200	3 200		3 200	3 200		3 200	3 200	
5921F00004 - Renforcement des capacités orientées vers l'approche genre des entreprises camerounaises pour améliorer l'accès de leurs produits aux marchés d'exportation	1 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	1 000	1 000		1 000	1 000		1 000	1 000	
TOTAL Activité 2128607A001	25 600				0	0	0	0	9 200	9 200		9 200	9 200		9 200	9 200	
Activité 2128607A005 : Développement du mentorat et du réseautage des entreprises à l'export																	
5921F00286 - Mise en place d'un système de réseautage des entreprises exportatrices des biens	1 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	1 000	1 000		1 000	1 000		1 000	1 000	
5921F00287 - Mise en place d'un système de mentorat des entreprises exportatrices des biens	500	F	N/A	SC	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	500	500		500	500		500	500	
TOTAL Activité 2128607A005	1 500				0	0	0	0	1 500	1 500		1 500	1 500		1 500	1 500	
TOTAL ACTION 01	27 100				0	0	0	0	10 700	10 700		10 700	10 700		10 700	10 700	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 015 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Action 02 : Action 2 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU COMMERCE TRANSFRONTALIER

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128608A002 : Dématérialisation des procédures du commerce extérieur																	
5821100014 - Acquisition des groupes électrogènes	9 000	I	NON VISA	SC	0	0	3 000	3 000	0	0	MN	5 000	5 000	MN	4 000	4 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	3 000	3 000	0	0		5 000	5 000		4 000	4 000	
5821100022 - Acquisition de deux kits d'équipement informatique complet (ordinateurs, modem wifi, cartes wifi, imprimantes, scanners, anti-virus, régulateurs de tension, onduleurs) A	15 208	I	NON VISA	SC	0	0	4 900	4 900	0	0	MN	6 513	6 513	MN	6 513	6 513	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	4 900	4 900	0	0		6 513	6 513		6 513	6 513	
5921F00040 - Optimisation de la dématérialisation	1 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	MN	1 000	1 000	MN	1 000	1 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	1 000	1 000		1 000	1 000		1 000	1 000	
5921F00317 - Suivi des recettes non fiscales	10 959	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 653	3 653	MN	3 653	3 653	MN	3 653	3 653	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 653	3 653		3 653	3 653		3 653	3 653	
TOTAL Activité 2128608A002	36 167				0	0	7 900	7 900	4 653	4 653		16 166	16 166		15 166	15 166	
TOTAL ACTION 02	36 167				0	0	7 900	7 900	4 653	4 653		16 166	16 166		15 166	15 166	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 015 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Action 03 : Action 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128609A001 : Accompagnement des entreprises locales participant aux manifestations foraines à l'étranger																	
5921F00041 - Suivi des activités préparatoires de la FOTRAC	10 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 500	3 500	LR	3 500	3 500	LR	3 500	3 500	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	1 500	1 500		1 500	1 500		1 500	1 500	
5921F00042 - Participation à la China International Import Expo	36 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	12 000	12 000		12 000	12 000		12 000	12 000	
5921F00043 - Organisation de la foire transfrontalière de la CEMAC (FOTRAC)	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
5921F00044 - Participation à la foire de Lagos	25 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 500	8 500	LR	8 500	8 500	LR	8 500	8 500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	8 500	8 500		8 500	8 500		8 500	8 500	
TOTAL Activité 2128609A001	102 000				0	0	0	0	34 000	34 000		34 000	34 000		34 000	34 000	
Activité 2128609A002 : Mise en consommation des produits camerounais à l'étranger																	
5921F00045 - Consommation dans les Missions Diplomatiques ports et aéroports du Cameroun	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	1 500	1 500		1 500	1 500		1 500	1 500	
TOTAL Activité 2128609A002	4 500				0	0	0	0	1 500	1 500		1 500	1 500		1 500	1 500	
Activité 2128609A003 : Facilitation de l'intégration des biens et services camerounais dans les chaînes de distribution et les chaînes de valeur étrangères																	
5921F000324 - Dialogue de Gestion	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
TOTAL Activité 2128609A003	4 000				0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
TOTAL ACTION 03	110 500				0	0	0	0	39 500	39 500		39 500	39 500		39 500	39 500	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 015 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Action 04 : Action 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128610A001 : Veille commerciale																	
5921F00046 - Validation et analyse des chiffres du Commerce extérieur	16 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 500	5 500	LR	5 500	5 500	LR	5 500	5 500	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 500	3 500		3 500	3 500		3 500	3 500	
TOTAL Activité 2128610A001	16 500				0	0	0	0	5 500	5 500		5 500	5 500		5 500	5 500	
Activité 2128610A002 : Développement de la Coopération commerciale																	
5921I00003 - Aménagement et équipement de la salle de l'MOC pour la 14 ème Conférence Inter Ministérielle	9 900	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	9 900	9 900	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	9 900	9 900		0	0		0	0	
5921F00047 - Coordination du suivi des activités du Commerce Extérieur	48 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	16 000	16 000	LR	16 000	16 000	LR	16 000	16 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	14 000	14 000		14 000	14 000		14 000	14 000	
5921F00048 - Organisation des activités préparatoires aux manifestations promotionnelles	42 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	14 000	14 000	LR	14 000	14 000	LR	14 000	14 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	14 000	14 000		14 000	14 000		14 000	14 000	
5921F00049 - Préparation du Comité technique Cameroun - Afrique du Sud sur le commerce	1 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	1 500	1 500		1 500	1 500		1 500	1 500	
5921F00050 - Préparation et suivi des activités du Comité OMC	7 110	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 370	2 370	LR	2 370	2 370	LR	2 370	2 370	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	2 370	2 370		2 370	2 370		2 370	2 370	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	24 700	24 700		24 700	24 700		24 700	24 700	
5921F00051 - suivi de la mise en œuvre de la politique commerciale du Cameroun dans l'UE	83 100	F	N/A	SC	0	0	0	0	27 700	27 700	LR	27 700	27 700	LR	27 700	27 700	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	24 700	24 700		24 700	24 700		24 700	24 700	
5921F00052 - Séminaire de Sensibilisation et d'information sur les opportunités commerciales des Accords préférentiels APE, ZLECAf, AGOA, Agrément CEMAC	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
5921F00053 - Traitement du personnel du programme	1 663 986	F	N/A	SC	0	0	0	0	420 444	420 444	LR	621 771	621 771	LR	621 771	621 771	LR
<i>Salaires</i>					0	0	0	0	420 444	420 444		621 771	621 771		621 771	621 771	
5921F00290 - Comité de suivi et de mise en œuvre de la ZLECAf	18 135	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 045	6 045	LR	6 045	6 045	LR	6 045	6 045	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 045	2 045		2 045	2 045		2 045	2 045	
TOTAL Activité 2128610A002	1 879 731				0	0	0	0	499 959	499 959		691 386	691 386		691 386	691 386	
TOTAL ACTION 04	1 896 231				0	0	0	0	505 459	505 459		696 886	696 886		696 886	696 886	
TOTAL PROGRAMME 015	2 069 998				0	0	7 900	7 900	560 312	560 312		763 252	763 252		762 252	762 252	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR

Action 01 : SURVEILLANCE DU MARCHÉ

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA													
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027			
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	
5921F00079 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Ngomedjap <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00080 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Nkoteng <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00081 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Yoko <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00082 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Obala <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00083 - Suivi et répression des fraudes BACRF, Ombessa <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00084 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Sa,a <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00085 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Soa <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00086 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Yaoundé <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00087 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Yaoundé7 <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00088 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Yaoundé II <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00089 - Suivi et répression des fraudes BACRF,YaoundéIII <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00090 - Suivi et répression des fraudes BACRF, Yaoundé4 <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00091 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Yaoundé5 <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00092 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Yaoundé6 <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00093 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Kenzou <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00094 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Mbombe <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00095 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Bertoua1 <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00096 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Bertoua2 <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00097 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Belabo <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00098 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Betare Oya <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00099 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Dimako <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00100 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Doumé <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00101 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Garoua Boulai <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00102 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Ketté <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00103 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Lomié <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00104 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Moloundou <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00105 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Bogo <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	
5921F00106 - Suivi et répression des fraudes BACRF,Kar-Hay <i>Autres biens et services</i>	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHE INTERIEUR

Action 01 : SURVEILLANCE DU MARCHE

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
5921F00220 - Suivi et répression des fraudes BACRF, Wabane	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	500	500		500	500		500	500	
5921F00221 - BACRF-Suivi et répression des fraudes à Galim Tignère	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	LR	500	500	LR	500	500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	500	500		500	500		500	500	
5921F00222 - Assainissement du marché intérieur	147 399	F	N/A	SC	0	0	0	0	49 133	49 133	LR	49 133	49 133	LR	49 133	49 133	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	34 000	34 000		34 000	34 000		34 000	34 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 133	15 133		15 133	15 133		15 133	15 133	
5921F00316 - Suivi et répression des fraudes BACRF Mayo Rey	500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	MN	500	500	MN	500	500	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	500	500		500	500		500	500	
5921F00340 - suivi et répression des fraudes BACRF Muyuka	1 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	500	500	MN	500	500	MN	500	500	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	500	500		500	500		500	500	
TOTAL Activité 2128701A003	232 899				0	0	0	0	133 633	133 633		133 633	133 633		133 633	133 633	
TOTAL ACTION 01	243 399				0	0	0	0	143 733	143 733		133 633	133 633		133 633	133 633	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHE INTERIEUR

Action 02 : AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128702A001 : Construction, équipement, gestion et entretien des marchés, gares routières et abattoirs																	
552117111 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein des communes	680 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	0	0	LR	330 000	330 000	LR	350 000	350 000	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	0	0		330 000	330 000		350 000	350 000	
552117114 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune Ngaoundéré 1er	40 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	40 000	40 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	40 000	40 000		0	0		0	0	
552117115 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune d'Ayos	25 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	25 000	25 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		0	0		0	0	
552117116 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune d'e SOA	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0		0	0	
552117117 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune Mbankomo	41 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	41 000	41 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	41 000	41 000		0	0		0	0	
552117118 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Moloundou	35 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	35 000	35 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	35 000	35 000		0	0		0	0	
552117119 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune Bertoua 2ème	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0		0	0	
552117120 - Construction des infrastructures marchandes au sein de la Commune de Blangoua	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0		0	0	
552117121 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Gazawa	35 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	35 000	35 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	35 000	35 000		0	0		0	0	
552117122 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Gaschiga	25 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	25 000	25 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		0	0		0	0	
552117123 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Manjo	17 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	17 000	17 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	17 000	17 000		0	0		0	0	
552117124 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Yabassi	28 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	28 000	28 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	28 000	28 000		0	0		0	0	
552117125 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Ndop	36 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	36 000	36 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	36 000	36 000		0	0		0	0	
552117126 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Bandja	28 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	28 000	28 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	28 000	28 000		0	0		0	0	
552117127 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Nkong-Zem (règlement des arriérés aux Ets CETECH SARL)	25 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	25 000	25 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		0	0		0	0	
552117128 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Mintom	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0		0	0	
552117129 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Ma'an	35 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	35 000	35 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	35 000	35 000		0	0		0	0	
552117130 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Konye (règlement des arriérés aux Ets BRUNO & SONS)	40 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	40 000	40 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	40 000	40 000		0	0		0	0	
TOTAL Activité 2128702A001	1 210 000				0	0	0	0	530 000	530 000		330 000	330 000		350 000	350 000	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR

Action 02 : AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA														
					AVANT 2024			LF 2024			2025			2026			2027		
					AE	CP		AE	CP		AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00277 - Surveillance et assainissement du marché dans le Lebialeim	16 050	F	N/A	SD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00278 - Surveillance et assainissement du marché dans la Mémé	16 050	F	N/A	SD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00279 - Surveillance et assainissement du marché dans le Ndian	16 050	F	N/A	SD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00280 - Mise en œuvre de la politique du commerce intérieur	85 900	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00281 - traitement des salaires du programme	9 001 199	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Salaires</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00282 - Surveillance et assainissement du marché dans le MBAM ET INOUBOU	16 050	F	N/A	SD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00315 - Surveillance et assainissement du marché dans la Manyu	16 050	F	N/A	SD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL Activité 2128702A003	10 285 935				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Activité 2128702A004 : Promotion de l'activité commerciale																			
5921F00283 - Encadrement de l'entrepreneuriat commercial	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00326 - Contrôle de gestion du programme 021	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL Activité 2128702A004	18 000				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Activité 2128702A005 : Maîtrise du commerce électronique et du commerce des services																			
5921F00351 - Organisation des rencontres de resautage entre les acteurs de l'écosystème du numérique et les femmes opérants dans le e-commerce	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00352 - Interconnexion de la plateforme publique gouvernementale de commerce électronique aux plateformes internationales de e-commerce (ALIBABA et AMAZON) en liaison avec société Rwandaise DATA SYSTEM	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5421I00117 - Mise en place d'un portail de plateformes de commerce électronique	101 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00342 - Organisation des sessions du Comité de pilotage de la plateforme de e-commerce du MINCOMMERCE	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00343 - Renforcement des capacités des femmes dans le domaine du commerce électronique et le marketing digital en relation avec le Commonwealth et l'ITFC	15 705	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5921F00345 - Vulgarisation de la plateforme de e-commerce du MINCOMMERCE auprès des acteurs du made in Cameroon dans les Régions	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL Activité 2128702A005	159 705				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL ACTION 02	11 823 640				0	0	50 000	50 000	3 511 734	3 511 734		4 061 153	4 061 153		4 134 941	4 134 941			

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHE INTERIEUR

Action 03 : PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2102103E001 : Contribution à la valorisation des produits locaux																	
5921F00350 - Etude diagnostique du secteur de la commercialisation de la viande bovine au Cameroun	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		0	0		0	0	
5821I00027 - Appui à l'extension de 10 unités de production de pain à base de farine panifiable	700 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	41 788	41 788	MN	59 000	59 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		41 788	41 788		59 000	59 000	
5921F00328 - Renforcement des capacités des commerçantes pour le conditionnement (packaging, le code-barres, le branding, l'étiquetage)	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
TOTAL Activité 2102103E001	710 000				0	0	0	0	6 000	6 000		43 788	43 788		61 000	61 000	
Activité 2128703A001 : Amélioration de la visibilité des produits du terroir																	
5921F00005 - Appui à la FIAC	75 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
5921F00006 - Appui à PROMOTE	75 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
5921F00007 - Lutte contre la vie chère	300 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	100 000	100 000		100 000	100 000		100 000	100 000	
5921F00008 - Lancement de la campagne cacaoyère et caféière	51 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	17 000	17 000		17 000	17 000		17 000	17 000	
5921F00009 - Prise en réseaux des acheteurs et producteurs des produits cibles du PIISA	75 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
5921F00010 - Appui a FOMARIC	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
5921F00313 - Participation du MINCOMMERCE à PROMOTE/FIAC	24 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	8 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000	
5921F00314 - Appui au Marché de Noel	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
TOTAL Activité 2128703A001	627 000				0	0	0	0	209 000	209 000		209 000	209 000		209 000	209 000	
Activité 2128703A002 : Appui aux activités de promotion des produits locaux																	
5821I00024 - Construction et équipement de la Vitrine Made in Cameroon à NGAOUNDERE 1er	285 000	I	NON VISA	SD	0	0	0	0	95 000	95 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	95 000	95 000		0	0		0	0	
5821I00025 - Construction, aménagement et réfection des vitrines made in Cameroun	429 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	95 000	95 000	MN	95 000	95 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		95 000	95 000		95 000	95 000	
5921F00323 - Promotion du patriotisme économique en matière commerciale	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
TOTAL Activité 2128703A002	744 000				0	0	0	0	105 000	105 000		105 000	105 000		105 000	105 000	
TOTAL ACTION 03	2 081 000				0	0	0	0	320 000	320 000		357 788	357 788		375 000	375 000	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHE INTERIEUR

Action 04 : DYNAMISATION DES MECANISMES DE PROMOTION DE LA SAINTE CONCURRENCE

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2102104C001 : Renforcement de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles																	
5521117085 - Transfert en investissement à la Commission Nationale de la Concurrence (CNC)	60 000	I	VISA	SC	0	0	15 000	15 000	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	15 000	15 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
TOTAL Activité 2102104C001	60 000				0	0	15 000	15 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
Activité 2102104C003 : Encadrement du consommérisme																	
5921F00301 - Fonctionnement du Conseil National de la Consommation (CONACO)	90 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		30 000	30 000		30 000	30 000	
TOTAL Activité 2102104C003	90 000				0	0	0	0	30 000	30 000		30 000	30 000		30 000	30 000	
TOTAL ACTION 04	150 000				0	0	15 000	15 000	45 000	45 000		45 000	45 000		45 000	45 000	
TOTAL PROGRAMME 021	14 298 041				0	0	65 000	65 000	4 020 467	4 020 467		4 597 574	4 597 574		4 688 574	4 688 574	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2102501D001 : Pilotage de l'exécution financière du Budget																	
5921F00001 - Réalisation de l'étude diagnostic des problématiques du genre en rapport avec des questions commerciales au Cameroun	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					0	0	0	0	8 000	8 000		0	0		0	0	
5921F00319 - Suivi des activités par la SDBMM	93 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	31 000	31 000	LR	31 000	31 000	LR	31 000	31 000	LR
Autres dépenses de personnel					0	0	0	0	13 500	13 500		13 500	13 500		13 500	13 500	
Autres biens et services					0	0	0	0	17 500	17 500		17 500	17 500		17 500	17 500	
5921F00325 - Dialogue de Gestion	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					0	0	0	0	7 000	7 000		7 000	7 000		7 000	7 000	
TOTAL Activité 2102501D001	122 000				0	0	0	0	46 000	46 000		38 000	38 000		38 000	38 000	
Activité 2102501D002 : Pilotage de l'exécution physique du budget																	
5921F00320 - Règlement des arriérés à la CPM	24 139	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 113	10 113	LR	7 013	7 013	LR	7 013	7 013	LR
Autres dépenses de personnel					0	0	0	0	10 113	10 113		7 013	7 013		7 013	7 013	
5921F00321 - Suivi des activités par la CPM	49 851	F	N/A	SC	0	0	0	0	16 617	16 617	LR	16 617	16 617	LR	16 617	16 617	LR
Autres biens et services					0	0	0	0	6 000	6 000		6 000	6 000		6 000	6 000	
Autres dépenses de personnel					0	0	0	0	10 617	10 617		10 617	10 617		10 617	10 617	
TOTAL Activité 2102501D002	73 990				0	0	0	0	26 730	26 730		23 630	23 630		23 630	23 630	
Activité 2128801A001 : Monitoring et reporting des activités des services du Ministère																	
5921F00011 - Elaboration du RAP et autres rapports	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres biens et services					0	0	0	0	2 000	2 000		1 500	1 500		1 500	1 500	
5921F00337 - Harmonisation et Appropriation des canevas des Rapports d'activités des Services Centraux et Déconcentrés	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
5921F00338 - Dialogue de Gestion	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres dépenses de personnel					0	0	0	0	3 000	3 000		0	0		0	0	
TOTAL Activité 2128801A001	14 000				0	0	0	0	7 000	7 000		3 500	3 500		3 500	3 500	
Activité 2128801A002 : Amélioration de la Gouvernance institutionnelle du commerce																	
5921F00012 - Vulgarisation de la gouvernance	4 300	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 300	4 300	LR	4 300	4 300	LR	4 300	4 300	LR
Autres biens et services					0	0	0	0	4 300	4 300		4 300	4 300		4 300	4 300	
5921F00013 - Suivi de la coordination des activités du Ministère	108 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	36 000	36 000	LR	36 000	36 000	LR	36 000	36 000	LR
Autres biens et services					0	0	0	0	36 000	36 000		36 000	36 000		36 000	36 000	
5921F00014 - toilettage du fichier solde du personnel	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					0	0	0	0	18 000	18 000		18 000	18 000		18 000	18 000	
TOTAL Activité 2128801A002	130 300				0	0	0	0	58 300	58 300		58 300	58 300		58 300	58 300	
Activité 2128801A003 : Pilotage stratégique des programmes ministériels																	
5921F00015 - Suivi de la coordination des activités du Ministère par les conseillers techniques	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					0	0	0	0	8 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000	
5921F00016 - Coordination des actions des services centraux et déconcentrés	468 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	156 000	156 000	LR	156 000	156 000	LR	156 000	156 000	LR
Autres dépenses de personnel					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
Autres biens et services					0	0	0	0	141 000	141 000		141 000	141 000		141 000	141 000	
TOTAL Activité 2128801A003	476 000				0	0	0	0	164 000	164 000		164 000	164 000		164 000	164 000	
Activité 2128801A004 : Accueil des usagers et gestion du courrier du Ministère.																	
5921F00017 - Traitement et ventilation du courrier	57 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	19 000	19 000	LR	19 000	19 000	LR	19 000	19 000	LR
Autres dépenses de personnel					0	0	0	0	9 000	9 000		9 000	9 000		9 000	9 000	
Autres biens et services					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
TOTAL Activité 2128801A004	57 000				0	0	0	0	19 000	19 000		19 000	19 000		19 000	19 000	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128801A005 : Traduction des documents et constitution de la banque terminologique du MINCOMMERCE																	
5921F00018 - Traduction courante des documents	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
TOTAL Activité 2128801A005	21 000				0	0	0	0	7 000	7 000		7 000	7 000		7 000	7 000	
Activité 2128801A006 : Encadrement de l'activité commerciale dans les Régions																	
5921F00019 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC Adamaoua	108 450	F	N/A	SD	0	0	0	0	36 150	36 150	LR	36 150	36 150	LR	36 150	36 150	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	23 150	23 150		23 150	23 150		23 150	23 150	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	13 000	13 000		13 000	13 000		13 000	13 000	
5921F00304 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC Centre	261 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	87 000	87 000	LR	87 000	87 000	LR	87 000	87 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	75 500	75 500		75 500	75 500		75 500	75 500	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	11 500	11 500		11 500	11 500		11 500	11 500	
5921F00305 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC Extrême-Nord	111 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	37 000	37 000	LR	37 000	37 000	LR	37 000	37 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	27 000	27 000		27 000	27 000		27 000	27 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
5921F00306 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC-OUEST	131 250	F	N/A	SD	0	0	0	0	43 750	43 750	LR	43 750	43 750	LR	43 750	43 750	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	30 750	30 750		30 750	30 750		30 750	30 750	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	13 000	13 000		13 000	13 000		13 000	13 000	
5921F00307 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC-LITTORAL	205 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	68 000	68 000	LR	68 500	68 500	LR	68 500	68 500	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	58 000	58 000		58 000	58 000		58 000	58 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 500	10 500		10 500	10 500	
5921F00308 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC Nord-Ouest	116 800	F	N/A	SD	0	0	0	0	38 600	38 600	LR	39 100	39 100	LR	39 100	39 100	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	29 000	29 000		29 000	29 000		29 000	29 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	9 600	9 600		10 100	10 100		10 100	10 100	
5921F00309 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC SUD-OUEST	111 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	37 000	37 000	LR	37 000	37 000	LR	37 000	37 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	12 000	12 000		12 000	12 000		12 000	12 000	
5921F00310 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC-SUD	105 900	F	N/A	SD	0	0	0	0	35 300	35 300	LR	35 300	35 300	LR	35 300	35 300	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	25 400	25 400		25 400	25 400		25 400	25 400	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	9 900	9 900		9 900	9 900		9 900	9 900	
5921F00311 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC Nord	126 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	42 000	42 000	LR	42 000	42 000	LR	42 000	42 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	29 000	29 000		29 000	29 000		29 000	29 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	13 000	13 000		13 000	13 000		13 000	13 000	
5921F00312 - Suivi des approvisionnements et distributions à la DRC EST	126 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	42 100	42 100	LR	42 100	42 100	LR	42 100	42 100	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		30 000	30 000		30 000	30 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	12 100	12 100		12 100	12 100		12 100	12 100	
TOTAL Activité 2128801A006	1 402 700				0	0	0	0	466 900	466 900		467 900	467 900		467 900	467 900	
TOTAL ACTION 01	2 296 990				0	0	0	0	794 930	794 930		781 330	781 330		781 330	781 330	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 02 : RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION AU MINISTERE DU COMMERCE

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128802A001 : Elaboration des documents de planification et de programmation																	
5921F00020 - Suivi des activités du Comité PPBS	87 300	F	N/A	SC	0	0	0	0	29 100	29 100	LR	29 100	29 100	LR	29 100	29 100	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 100	4 100		4 100	4 100		4 100	4 100	
5921F00021 - Elaboration du rapport de revue des activités, du CDMT et du PPA	123 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	41 000	41 000	LR	41 000	41 000	LR	41 000	41 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	20 000	20 000		20 000	20 000		20 000	20 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	21 000	21 000		21 000	21 000		21 000	21 000	
TOTAL Activité 2128802A001	210 300				0	0	0	0	70 100	70 100		70 100	70 100		70 100	70 100	
Activité 2128802A002 : Réalisation des études et maturation des projets du Ministère																	
5921F00022 - Réalisation des études et maturation des projets du Ministère	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
TOTAL Activité 2128802A002	10 000				0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
TOTAL ACTION 02	220 300				0	0	0	0	80 100	80 100		80 100	80 100		80 100	80 100	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 04 : DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128804A001 : Production des statistiques sur le commerce																	
5921F00023 - édition et impression de l'annuaire statistique sur le commerce	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
5921F00024 - organisation des ateliers d'appropriation des outils et des techniques de collecte des données, de validation de l'annuaire et des activités de collecte des données	60 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	20 000	20 000		20 000	20 000		20 000	20 000	
TOTAL Activité 2128804A001	72 000				0	0	0	0	24 000	24 000		24 000	24 000		24 000	24 000	
Activité 2128804A002 : Pilotage et optimisation du système d'informations sur le commerce																	
5521116788 - Acquisition des laptop	165 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	10 100	10 100	MN	10 500	10 500	MN	10 500	10 500	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	10 100	10 100		10 500	10 500		10 500	10 500	
5921F00025 - Implémentation du Trade information portail	15 456	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 152	5 152	LR	5 152	5 152	LR	5 152	5 152	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 152	5 152		5 152	5 152		5 152	5 152	
5921F00026 - Mise en place d'un système d'information sur les marchés	16 800	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 600	5 600	LR	5 600	5 600	LR	5 600	5 600	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 600	5 600		5 600	5 600		5 600	5 600	
TOTAL Activité 2128804A002	197 256				0	0	0	0	20 852	20 852		21 252	21 252		21 252	21 252	
TOTAL ACTION 04	269 256				0	0	0	0	44 852	44 852		45 252	45 252		45 252	45 252	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 05 : AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2102505D001 : Gestion des archives																	
5921F00322 - Suivi des activités par la SDDA	122 775	F	N/A	SC	0	0	0	0	40 925	40 925	LR	40 925	40 925	LR	40 925	40 925	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	14 000	14 000		14 000	14 000		14 000	14 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	26 925	26 925		26 925	26 925		26 925	26 925	
TOTAL Activité 2102505D001	122 775				0	0	0	0	40 925	40 925		40 925	40 925		40 925	40 925	
Activité 2128805A001 : Construction, refection et sécurisation des batiments à usage de bureau																	
5421100081 - Réfection des bureaux des services centraux	86 573	I	NON VISA	SC	0	0	4 950	4 950	4 950	4 950	MN	4 950	4 950	MN	4 950	4 950	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	4 950	4 950	4 950	4 950		4 950	4 950		4 950	4 950	
5521117135 - Construction de la DRC du Sud-Ouest	300 000	I	NON VISA	SD	0	0	0	0	70 000	70 000	MN	130 000	130 000	MN	100 000	100 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	70 000	70 000		130 000	130 000		100 000	100 000	
5521117139 - Réfection du réseau d'alimentation en eau de l'Immeuble Rose	120 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	60 000	60 000	MN	60 000	60 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		60 000	60 000		60 000	60 000	
5721100026 - Construction de la Délégation Régionale de l'Extrême-Nord	300 000	I	NON VISA	SD	0	0	0	0	70 000	70 000	MN	130 000	130 000	MN	100 000	100 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	70 000	70 000		130 000	130 000		100 000	100 000	
TOTAL Activité 2128805A001	806 573				0	0	4 950	4 950	144 950	144 950		324 950	324 950		264 950	264 950	
Activité 2128805A002 : Acquisition du mobilier de bureau, de matériels informatique et roulant																	
5421100082 - Aquisition du matériel informatique pour les services centraux	132 701	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
5521117108 - Acquisition du mobilier (fauteuils directeur et chaises de réception, armoires de rangement) pour les services centraux	98 089	I	NON VISA	SC	0	0	10 000	10 000	10 000	10 000	LR	17 159	17 159	LR	17 159	17 159	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	10 000	10 000	10 000	10 000		17 159	17 159		17 159	17 159	
5521117132 - Acquisition des splits pour les services centraux	15 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	4 950	4 950	LR	4 950	4 950	MN	4 950	4 950	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	4 950	4 950		4 950	4 950		4 950	4 950	
5521117138 - Remplacement des ascenseurs du bloc A de l'Immeuble Rose	90 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	90 000	90 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	90 000	90 000		0	0		0	0	
TOTAL Activité 2128805A002	335 790				0	0	10 000	10 000	114 950	114 950		37 109	37 109		37 109	37 109	
Activité 2128805A003 : Gestion des ressources humaines et matérielles du MINCOMMERCE																	
5921F00027 - Traitement du personnel du programme	7 144 287	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 163 849	2 163 849	LR	2 458 744	2 458 744	LR	2 521 694	2 521 694	LR
<i>Salaires</i>					0	0	0	0	2 163 849	2 163 849		2 458 744	2 458 744		2 521 694	2 521 694	
5921F00028 - Suivi de l'amélioration du cadre et des conditions de travail DAG	514 480	F	N/A	SC	0	0	0	0	170 160	170 160	LR	172 160	172 160	LR	172 160	172 160	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	12 000	12 000		12 000	12 000		12 000	12 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	158 160	158 160		160 160	160 160		160 160	160 160	
5921F00029 - Gestion des dépenses communes	702 970	F	N/A	SC	0	0	0	0	227 990	227 990	LR	237 490	237 490	LR	237 490	237 490	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	24 000	24 000		24 000	24 000		24 000	24 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	203 990	203 990		213 490	213 490		213 490	213 490	
5921F00327 - Validation et contrôle des rappels de la chaîne solde	13 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
TOTAL Activité 2128805A003	8 374 737				0	0	0	0	2 566 999	2 566 999		2 872 394	2 872 394		2 935 344	2 935 344	
TOTAL ACTION 05	9 639 875				0	0	14 950	14 950	2 867 824	2 867 824		3 275 378	3 275 378		3 278 328	3 278 328	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 06 : DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128807A001 : Mise à jour du plan de formation																	
5921F00030 - suivi des activités par la SDPSP	9 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 500	9 500	LR	9 500	9 500	LR	9 500	9 500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	9 500	9 500		9 500	9 500		9 500	9 500	
5921F00302 - Organisation des campagnes de sensibilisation pour la lutte contre le SIDA	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
TOTAL Activité 2128807A001	12 500				0	0	0	0	12 500	12 500		12 500	12 500		12 500	12 500	
Activité 2128807A002 : Mise en œuvre du plan de formation																	
5921F00031 - Organisation des séminaires de formation pour les Dépenses Communes	99 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	33 000	33 000	LR	33 000	33 000	LR	33 000	33 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	33 000	33 000		33 000	33 000		33 000	33 000	
5921F00032 - Organisation des séminaires de formation de préparation des CDMT par la DEPS	39 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	13 000	13 000	LR	13 000	13 000	LR	13 000	13 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	13 000	13 000		13 000	13 000		13 000	13 000	
5921F00033 - Renforcement des capacités des membres de la Cellule de lutte contre la corruption	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
TOTAL Activité 2128807A002	142 000				0	0	0	0	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
TOTAL ACTION 06	154 500				0	0	0	0	62 500	62 500		62 500	62 500		62 500	62 500	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 07 : DEVELOPPEMENT DES TIC AU SEIN DU MINISTERE

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128808A001 : Maitrise du parc informatique et des ressources logicielles																	
5921F00034 - suivi et évaluation des activités par la Cellule Informatique	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
TOTAL Activité 2128808A001	3 000				0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
Activité 2128808A002 : Développement et gestion des systèmes de communication																	
5921F00035 - Suivi et évaluation des activités de l'action par le COPIL	3 250	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 250	3 250	LR	3 250	3 250	LR	3 250	3 250	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	3 250	3 250		3 250	3 250		3 250	3 250	
TOTAL Activité 2128808A002	3 250				0	0	0	0	3 250	3 250		3 250	3 250		3 250	3 250	
TOTAL ACTION 07	6 250				0	0	0	0	6 250	6 250		6 250	6 250		6 250	6 250	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 08 : CONTROLE ET AUDIT INTERNE

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128809A001 : Contrôle de l'activité et du fonctionnement des services et organismes sous-tutelle																	
5921F00036 - contrôle interne et évaluation du fonctionnement des services du Ministère	64 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	21 500	21 500	LR	21 500	21 500	LR	21 500	21 500	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	4 500	4 500		4 500	4 500		4 500	4 500	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	17 000	17 000		17 000	17 000		17 000	17 000	
TOTAL Activité 2128809A001	64 500				0	0	0	0	21 500	21 500		21 500	21 500		21 500	21 500	
Activité 2128809A002 : Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption																	
5921F00037 - Contrôles et inspections des services	45 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	14 500	14 500	LR	15 500	15 500	LR	15 500	15 500	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	8 000	8 000		9 000	9 000		9 000	9 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	6 500	6 500		6 500	6 500		6 500	6 500	
TOTAL Activité 2128809A002	45 500				0	0	0	0	14 500	14 500		15 500	15 500		15 500	15 500	
TOTAL ACTION 08	110 000				0	0	0	0	36 000	36 000		37 000	37 000		37 000	37 000	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 09 : RENFORCEMENT DU CONSEIL JURIDIQUE

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128810A002 : gestion du contentieux au ministère du Commerce																	
5921F00038 - Suivi de la préparation et de la mise en forme des projets de texte à caractère législatif et réglementaire initiés par le Ministère ou soumis à la signature du Ministre	34 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	11 500	11 500	LR	11 500	11 500	LR	11 500	11 500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	11 500	11 500		11 500	11 500		11 500	11 500	
TOTAL Activité 2128810A002	34 500				0	0	0	0	11 500	11 500		11 500	11 500		11 500	11 500	
TOTAL ACTION 09	34 500				0	0	0	0	11 500	11 500		11 500	11 500		11 500	11 500	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 10 : RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128811A002 : gestion de la communication																	
5921F00039 - la mise en œuvre de la stratégie de communication gouvernementale au sein du Ministère	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 500	4 500	LR	4 500	4 500	LR	4 500	4 500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 500	4 500		4 500	4 500		4 500	4 500	
TOTAL Activité 2128811A002	4 500				0	0	0	0	4 500	4 500		4 500	4 500		4 500	4 500	
TOTAL ACTION 10	4 500				0	0	0	0	4 500	4 500		4 500	4 500		4 500	4 500	
TOTAL PROGRAMME 025	12 736 171				0	0	14 950	14 950	3 908 456	3 908 456		4 303 810	4 303 810		4 306 760	4 306 760	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 152 : PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX

Action 01 : DEVELOPPEMENT DE LA METROLOGIE

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2115201C001 : Réalisation des travaux métrologiques																	
5921F00291 - Mise en oeuvre et suivi des activités métrologiques	171 328	F	N/A	SC	0	0	0	0	51 776	51 776	LR	59 776	59 776	LR	59 776	59 776	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	36 000	36 000		44 000	44 000		44 000	44 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 776	15 776		15 776	15 776		15 776	15 776	
TOTAL Activité 2115201C001	171 328				0	0	0	0	51 776	51 776		59 776	59 776		59 776	59 776	
Activité 2115201C002 : Renforcement des capacités en infrastructures et équipements métrologiques																	
5721100023 - Acquisition du matériel de métrologie des services centraux du MINCOMMERCE	650 000	I	NON VISA	SC	0	0	68 762	68 762	50 000	50 000	MN	50 214	50 214	MN	50 214	50 214	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	68 762	68 762	50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214	
5921F00293 - Recensement et suivi des équipements métrologiques	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
5921F00336 - Indemnité de la commission site	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		0	0		0	0	
5921F00346 - entretien et maintenance du camion étalon	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
5921F00349 - Entretien et maintenance des équipements spécifiques	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
TOTAL Activité 2115201C002	694 000				0	0	68 762	68 762	68 000	68 000		63 214	63 214		63 214	63 214	
Activité 2115201C003 : Mise en oeuvre du mécanisme de veille métrologique																	
5921F00294 - Organisation de la journée mondiale de la métrologie	20 520	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 840	6 840	LR	6 840	6 840	LR	6 840	6 840	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	6 840	6 840		6 840	6 840		6 840	6 840	
5921F00295 - Sécurisation des recettes métrologiques	79 536	F	N/A	SC	0	0	0	0	26 512	26 512	LR	26 512	26 512	LR	26 512	26 512	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	26 512	26 512		26 512	26 512		26 512	26 512	
TOTAL Activité 2115201C003	100 056				0	0	0	0	33 352	33 352		33 352	33 352		33 352	33 352	
TOTAL ACTION 01	965 384				0	0	68 762	68 762	153 128	153 128		156 342	156 342		156 342	156 342	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 152 : PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX

Action 02 : DEVELOPPEMENT DE LA VEILLE NORMATIVE

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2115202C002 : suivi des exigences normatives et réglementaires des produits mis en marché																	
5921F00296 - Enquêtes (alertes) sur la qualité (respect des normes) des produits de grande consommation présents sur le marché national	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
5921F00341 - dialogue de gestion du programme	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
TOTAL Activité 2115202C002	18 000				0	0	0	0	6 000	6 000		6 000	6 000		6 000	6 000	
TOTAL ACTION 02	18 000				0	0	0	0	6 000	6 000		6 000	6 000		6 000	6 000	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 152 : PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX

Action 03 : ENCADREMENT DU JUSTE PRIX

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2115203C001 : Elaboration des prix et tarifs de références																	
5921F00297 - Traduction de la mercuriale des prix en anglais	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
5921F00298 - Traitement du personnel du programme	1 997 362	F	N/A	SC	0	0	0	0	649 998	649 998	LR	673 682	673 682	LR	673 682	673 682	LR
<i>Salaires</i>					0	0	0	0	649 998	649 998		673 682	673 682		673 682	673 682	
5921F00299 - Elaboration du pv de constatation des prix	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
5921F00300 - Elaboration et production de la mercuriale	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
TOTAL Activité 2115203C001	2 069 362				0	0	0	0	673 998	673 998		697 682	697 682		697 682	697 682	
TOTAL ACTION 03	2 069 362				0	0	0	0	673 998	673 998		697 682	697 682		697 682	697 682	
TOTAL PROGRAMME 152	3 052 746				0	0	68 762	68 762	833 126	833 126		860 024	860 024		860 024	860 024	
TOTAL CHAPITRE 21	32 156 956				0	0	156 612	156 612	9 322 361	9 322 361		10 524 660	10 524 660		10 617 610	10 617 610	

ANNEXE 3

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 015 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Action 02 : Action 2 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU COMMERCE TRANSFRONTALIER

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128608A002 : Dématérialisation des procédures du commerce extérieur																	
Projet :																	
582100014 - Acquisition des groupes électrogènes	9 000	I	NON VISA	SC	0	0	3 000	3 000	0	0	MN	5 000	5 000	MN	4 000	4 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	3 000	3 000	0	0		5 000	5 000		4 000	4 000	
TOTAL Projet	9 000				0	0	3 000	3 000	0	0		5 000	5 000		4 000	4 000	
Projet 58A0210002 : Acquisition de deux kits d'équipement informatique complet (ordinateurs, modem wifi, cartes wifi, imprimantes, scanners, anti-virus, régulateurs de tension, onduleurs)																	
582100022 - Acquisition de deux kits d'équipement informatique complet (ordinateurs, modem wifi, cartes wifi, imprimantes, scanners, anti-virus, régulateurs de tension, onduleurs) A	15 208	I	NON VISA	SC	0	0	4 900	4 900	0	0	MN	6 513	6 513	MN	6 513	6 513	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	4 900	4 900	0	0		6 513	6 513		6 513	6 513	
TOTAL Projet 58A0210002	15 208				0	0	4 900	4 900	0	0		6 513	6 513		6 513	6 513	
TOTAL Activité 2128608A002	24 208				0	0	7 900	7 900	0	0		11 513	11 513		10 513	10 513	
TOTAL ACTION 02	24 208				0	0	7 900	7 900	0	0		11 513	11 513		10 513	10 513	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 015 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Action 04 : Action 4 : DEVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128610A002 : Développement de la Coopération commerciale																	
Projet 59A021P0002 : Aménagement et équipement de la salle de l'MOC pour la 14 ème Conférence Inter Ministérielle																	
5921I00003 - Aménagement et équipement de la salle de l'MOC pour la 14 ème Conférence Inter Ministérielle	9 900	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	9 900	9 900	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	9 900	9 900		0	0		0	0	
TOTAL Projet 59A021P0002	9 900				0	0	0	0	9 900	9 900		0	0		0	0	
TOTAL Activité 2128610A002	9 900				0	0	0	0	9 900	9 900		0	0		0	0	
TOTAL ACTION 04	9 900				0	0	0	0	9 900	9 900		0	0		0	0	
TOTAL PROGRAMME 015	34 108				0	0	7 900	7 900	9 900	9 900		11 513	11 513		10 513	10 513	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR

Action 01 : SURVEILLANCE DU MARCHÉ

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128701A001 : Modernisation des systèmes de contrôle																	
Projet 58A021P0006 : Aménagement et équipement des magasins de stockage des produits saisis au Ministère du Commerce																	
5821I00033 - Travaux d'aménagement et d'équipement des magasins de stockage des produits saisis par la Brigade Régionale du NORD-OUEST	10 500	I	NON VISA	SD	0	0	0	0	10 100	10 100	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	10 100	10 100		0	0		0	0	
TOTAL Projet 58A021P0006	10 500				0	0	0	0	10 100	10 100		0	0		0	0	
TOTAL Activité 2128701A001	10 500				0	0	0	0	10 100	10 100		0	0		0	0	
TOTAL ACTION 01	10 500				0	0	0	0	10 100	10 100		0	0		0	0	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHE INTERIEUR

Action 02 : AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128702A001 : Construction, équipement, gestion et entretien des marchés, gares routières et abattoirs																	
Projet 54A021P0146 : Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein des communes																	
5521117111 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein des communes	680 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	0	0	LR	330 000	330 000	LR	350 000	350 000	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	0	0		330 000	330 000		350 000	350 000	
5521117114 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune Ngaoundéré 1er	40 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	40 000	40 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	40 000	40 000		0	0		0	0	
5521117115 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune d'Ayos	25 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	25 000	25 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		0	0		0	0	
5521117116 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune d'e SOA	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0		0	0	
5521117117 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune Mbankomo	41 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	41 000	41 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	41 000	41 000		0	0		0	0	
5521117118 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Moloundou	35 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	35 000	35 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	35 000	35 000		0	0		0	0	
5521117119 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune Bertoua 2ème	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0		0	0	
5521117120 - Construction des infrastructures marchandes au sein de la Commune de Blangoua	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0		0	0	
5521117121 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Gazawa	35 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	35 000	35 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	35 000	35 000		0	0		0	0	
5521117122 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Gaschiga	25 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	25 000	25 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		0	0		0	0	
5521117123 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Manjo	17 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	17 000	17 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	17 000	17 000		0	0		0	0	
5521117124 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Yabassi	28 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	28 000	28 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	28 000	28 000		0	0		0	0	
5521117125 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Ndop	36 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	36 000	36 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	36 000	36 000		0	0		0	0	
5521117126 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Bandja	28 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	28 000	28 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	28 000	28 000		0	0		0	0	
5521117127 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Nkong-Zem (règlement des arriérés aux Ets CETECH SARL)	25 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	25 000	25 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		0	0		0	0	
5521117128 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Mintom	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0		0	0	
5521117129 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Ma'an	35 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	35 000	35 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	35 000	35 000		0	0		0	0	
5521117130 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Konye (règlement des arriérés aux Ets BRUNO & SONS)	40 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	40 000	40 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	40 000	40 000		0	0		0	0	
TOTAL Projet 54A021P0146	1 210 000				0	0	0	0	530 000	530 000		330 000	330 000		350 000	350 000	
TOTAL Activité 2128702A001	1 210 000				0	0	0	0	530 000	530 000		330 000	330 000		350 000	350 000	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR

Action 02 : AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128702A002 : Contribution à la gestion des crises des approvisionnements																	
Projet 58A021P0011 : Subvention d'investissement de la MIRAP																	
5821100026 - Subvention d'investissement de la MIRAP	150 000	I	NON VISA	SC	0	0	50 000	50 000	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	50 000	50 000	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
TOTAL Projet 58A021P0011	150 000				0	0	50 000	50 000	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
TOTAL Activité 2128702A002	150 000				0	0	50 000	50 000	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
Activité 2128702A003 : Encadrement et maîtrise de la distribution des produits de consommation de masse																	
Projet 58A021P0002 : Appui à la commercialisation de la viande bovine																	
5821100002 - Appui à la commercialisation de la viande bovine	187 852	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	63 926	63 926	MN	63 926	63 926	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		63 926	63 926		63 926	63 926	
TOTAL Projet 58A021P0002	187 852				0	0	0	0	0	0		63 926	63 926		63 926	63 926	
TOTAL Activité 2128702A003	187 852				0	0	0	0	0	0		63 926	63 926		63 926	63 926	
Activité 2128702A005 : Maîtrise du commerce électronique et du commerce des services																	
Projet 54A021P0103 : Mise en place d'un portail de plateformes de commerce électronique																	
5421100117 - Mise en place d'un portail de plateformes de commerce électronique	101 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	0	0	MN	23 788	23 788	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		0	0		23 788	23 788	
TOTAL Projet 54A021P0103	101 000				0	0	0	0	0	0		0	0		23 788	23 788	
TOTAL Activité 2128702A005	101 000				0	0	0	0	0	0		0	0		23 788	23 788	
TOTAL ACTION 02	1 648 852				0	0	50 000	50 000	580 000	580 000		443 926	443 926		487 714	487 714	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHE INTERIEUR

Action 03 : PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2102103E001 : Contribution à la valorisation des produits locaux																	
Projet 58A021P0010 : Appui à l'extention de 10 unités de production de pain à base de farine panifiable																	
5821I00027 - Appui à l'extention de 10 unités de production de pain à base de farine panifiable	700 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	41 788	41 788	MN	59 000	59 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		41 788	41 788		59 000	59 000	
TOTAL Projet 58A021P0010	700 000				0	0	0	0	0	0		41 788	41 788		59 000	59 000	
TOTAL Activité 2102103E001	700 000				0	0	0	0	0	0		41 788	41 788		59 000	59 000	
Activité 2128703A002 : Appui aux activités de promotion des produits locaux																	
Projet 58A021P0009 : Construction, réhabilitation, aménagement et équipement des vitrines made in Cameroon																	
5821I00024 - Construction et équipement de la Vitrine Made in Cameroon à NGAOUNDERE 1er	285 000	I	NON VISA	SD	0	0	0	0	95 000	95 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	95 000	95 000		0	0		0	0	
5821I00025 - Construction, aménagement et réfection des vitrines made in Cameroun	429 002	I	NON VISA	SC	0	0	65 206	65 206	0	0	MN	95 000	95 000	MN	95 000	95 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	65 206	65 206	0	0		95 000	95 000		95 000	95 000	
TOTAL Projet 58A021P0009	714 002				0	0	65 206	65 206	95 000	95 000		95 000	95 000		95 000	95 000	
TOTAL Activité 2128703A002	714 002				0	0	65 206	65 206	95 000	95 000		95 000	95 000		95 000	95 000	
TOTAL ACTION 03	1 414 002				0	0	65 206	65 206	95 000	95 000		136 788	136 788		154 000	154 000	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR

Action 04 : DYNAMISATION DES MECANISMES DE PROMOTION DE LA SAINTE CONCURRENCE

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2102104C001 : Renforcement de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles																	
Projet 58A021P0000 : BUDGETISATION 2024																	
5521117085 - Transfert en investissement à la Commission Nationale de la Concurrence (CNC)	60 000	I	VISA	SC	0	0	15 000	15 000	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	15 000	15 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
TOTAL Projet 58A021P0000	60 000				0	0	15 000	15 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
TOTAL Activité 2102104C001	60 000				0	0	15 000	15 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
TOTAL ACTION 04	60 000				0	0	15 000	15 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
TOTAL PROGRAMME 021	3 133 354				0	0	130 206	130 206	700 100	700 100		595 714	595 714		656 714	656 714	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 04 : DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128804A002 : Pilotage et optimisation du système d'informations sur le commerce																	
Projet 55A021P0007 : Mise en place d'un système d'information sur les marchés (CAMIS)																	
5521116788 - Acquisition des laptop	165 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	10 100	10 100	MN	10 500	10 500	MN	10 500	10 500	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	10 100	10 100		10 500	10 500		10 500	10 500	
TOTAL Projet 55A021P0007	165 000				0	0	0	0	10 100	10 100		10 500	10 500		10 500	10 500	
TOTAL Activité 2128804A002	165 000				0	0	0	0	10 100	10 100		10 500	10 500		10 500	10 500	
TOTAL ACTION 04	165 000				0	0	0	0	10 100	10 100		10 500	10 500		10 500	10 500	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 05 : AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128805A001 : Construction, refection et sécurisation des batiments à usage de bureau																	
Projet 54A021P00022 : Réfection du Ministère, des délégations régionales et départementales																	
5521117139 - Réfection du réseau d'alimentation en eau de l'Immeuble Rose	120 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	60 000	60 000	MN	60 000	60 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		60 000	60 000		60 000	60 000	
TOTAL Projet 54A021P00022	120 000				0	0	0	0	0	0		60 000	60 000		60 000	60 000	
Projet 54A021P00024 : Construction et sécurisation des délégations régionales et départementales																	
5521117135 - Construction de la DRC du Sud-Ouest	300 000	I	NON VISA	SD	0	0	0	0	70 000	70 000	MN	130 000	130 000	MN	100 000	100 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	70 000	70 000		130 000	130 000		100 000	100 000	
5721100026 - Construction de la Délégation Régionale de l'Extrême-Nord	300 000	I	NON VISA	SD	0	0	0	0	70 000	70 000	MN	130 000	130 000	MN	100 000	100 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	70 000	70 000		130 000	130 000		100 000	100 000	
TOTAL Projet 54A021P00024	600 000				0	0	0	0	140 000	140 000		260 000	260 000		200 000	200 000	
Projet 54A021P00065 : Réfection des services du MINCOMMERCE																	
5421100081 - Réfection des bureaux des services centraux	86 573	I	NON VISA	SC	0	0	4 950	4 950	4 950	4 950	MN	4 950	4 950	MN	4 950	4 950	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	4 950	4 950	4 950	4 950		4 950	4 950		4 950	4 950	
TOTAL Projet 54A021P00065	86 573				0	0	4 950	4 950	4 950	4 950		4 950	4 950		4 950	4 950	
TOTAL Activité 2128805A001	806 573				0	0	4 950	4 950	144 950	144 950		324 950	324 950		264 950	264 950	
Activité 2128805A002 : Acquisition du mobilier de bureau, de matériels informatique et roulant																	
Projet 54A021P00066 : Aquisition du matériel informatique pour les services centraux																	
5421100082 - Aquisition du matériel informatique pour les services centraux	132 701	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
TOTAL Projet 54A021P00066	132 701				0	0	0	0	10 000	10 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
Projet 54A021P00129 : Acquisition du mobilier pour les services centraux et déconcentrés																	
5521117108 - Acquisition du mobilier (fauteuils directeur et chaises de réception, armoires de rangement) pour les services centraux	98 089	I	NON VISA	SC	0	0	10 000	10 000	10 000	10 000	LR	17 159	17 159	LR	17 159	17 159	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	10 000	10 000	10 000	10 000		17 159	17 159		17 159	17 159	
5521117138 - Remplacement des ascenseurs du bloc A de l'Immeuble Rose	90 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	90 000	90 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	90 000	90 000		0	0		0	0	
TOTAL Projet 54A021P00129	188 089				0	0	10 000	10 000	100 000	100 000		17 159	17 159		17 159	17 159	
Projet 54A021P0132 : Acquisition des splits																	
5521117132 - Acquisition des splits pour les services centraux	15 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	4 950	4 950	LR	4 950	4 950	MN	4 950	4 950	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	4 950	4 950		4 950	4 950		4 950	4 950	
TOTAL Projet 54A021P0132	15 000				0	0	0	0	4 950	4 950		4 950	4 950		4 950	4 950	
TOTAL Activité 2128805A002	335 790				0	0	10 000	10 000	114 950	114 950		37 109	37 109		37 109	37 109	
TOTAL ACTION 05	1 142 363				0	0	14 950	14 950	259 900	259 900		362 059	362 059		302 059	302 059	
TOTAL PROGRAMME 025	1 307 363				0	0	14 950	14 950	270 000	270 000		372 559	372 559		312 559	312 559	

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 21 : MINISTERE DU COMMERCE

Programme 152 : PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX

Action 01 : DEVELOPPEMENT DE LA METROLOGIE

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2023		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2115201C002 : Renforcement des capacités en infrastructures et équipements métrologiques																	
Projet 57A021P0005 : Modernisation des salles de métrologies des services centraux et déconcentrés du MINCOMMERCE																	
5721I00023 - Acquisition du matériel de métrologie des services centraux du MINCOMMERCE	650 000	I	NON VISA	SC	80 000	80 000	68 762	68 762	50 000	50 000	MN	50 214	50 214	MN	50 214	50 214	MN
<i>BIP RIO</i>					<i>80 000</i>	<i>80 000</i>	<i>68 762</i>	<i>68 762</i>	<i>50 000</i>	<i>50 000</i>		<i>50 214</i>	<i>50 214</i>		<i>50 214</i>	<i>50 214</i>	
TOTAL Projet 57A021P0005	650 000				80 000	80 000	68 762	68 762	50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214	
TOTAL Activité 2115201C002	650 000				80 000	80 000	68 762	68 762	50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214	
TOTAL ACTION 01	650 000				80 000	80 000	68 762	68 762	50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214	
TOTAL PROGRAMME 152	650 000				80 000	80 000	68 762	68 762	50 000	50 000		50 214	50 214		50 214	50 214	
TOTAL CHAPITRE 21	5 124 825				80 000	80 000	221 818	221 818	1 030 000	1 030 000		1 030 000	1 030 000		1 030 000	1 030 000	

ANNEXE 4

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - GENRE SENSIBLE

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 015 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Action 03 : Action 3 : PROMOTION DES PRODUITS CAMEROUNAIS A L'ETRANGER

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128609A001 : Accompagnement des entreprises locales participant aux manifestations foraines à l'étranger																	
5921F00041 - Suivi des activités préparatoires de la FOTRAC	10 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 500	3 500	LR	3 500	3 500	LR	3 500	3 500	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	1 500	1 500		1 500	1 500		1 500	1 500	
5921F00042 - Participation à la China International Import Expo	36 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	12 000	12 000		12 000	12 000		12 000	12 000	
5921F00043 - Organisation de la foire transfrontalière de la CEMAC (FOTRAC)	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
5921F00044 - Participation à la foire de Lagos	25 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 500	8 500	LR	8 500	8 500	LR	8 500	8 500	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	8 500	8 500		8 500	8 500		8 500	8 500	
TOTAL Activité 2128609A001	102 000				0	0	0	0	34 000	34 000		34 000	34 000		34 000	34 000	
TOTAL ACTION 03	102 000				0	0	0	0	34 000	34 000		34 000	34 000		34 000	34 000	
TOTAL PROGRAMME 015	102 000				0	0	0	0	34 000	34 000		34 000	34 000		34 000	34 000	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR

Action 02 : AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128702A005 : Maîtrise du commerce électronique et du commerce des services																	
5921F00351 - Organisation des rencontres de resautage entre les acteurs de l'écoystème du numérique et les femmes opérants dans le e-commerce	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		3 000	3 000		3 000	3 000	
5921F00343 - Renforcement des capacités des femmes dans le domaine du commerce électronique et le marketing digital en relation avec le Commonwealth et l'ITFC	15 705	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 235	5 235	LR	5 235	5 235	LR	5 235	5 235	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 235	5 235		5 235	5 235		5 235	5 235	
TOTAL Activité 2128702A005	21 705				0	0	0	0	5 235	5 235		8 235	8 235		8 235	8 235	
TOTAL ACTION 02	21 705				0	0	0	0	5 235	5 235		8 235	8 235		8 235	8 235	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR

Action 03 : PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2102103E001 : Contribution à la valorisation des produits locaux																	
5921F00328 - Renforcement des capacités des commerçantes pour le conditionnement (packaging, le code-barres, le branding, l'étiquetage)	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
TOTAL Activité 2102103E001	6 000				0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
TOTAL ACTION 03	6 000				0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
TOTAL PROGRAMME 021	27 705				0	0	0	0	7 235	7 235		10 235	10 235		10 235	10 235	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2102501D001 : Pilotage de l'exécution financière du Budget																	
5921F00001 - Réalisation de l'étude diagnostic des problématiques du genre en rapport avec des questions commerciales au Cameroun	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	8 000	8 000		0	0		0	0	
TOTAL Activité 2102501D001	8 000				0	0	0	0	8 000	8 000		0	0		0	0	
TOTAL ACTION 01	8 000				0	0	0	0	8 000	8 000		0	0		0	0	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 025 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE

Action 06 : DEVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128807A001 : Mise à jour du plan de formation																	
5921F00302 - Organisation des campagnes de sensibilisation pour la lutte contre le SIDA	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
TOTAL Activité 2128807A001	3 000				0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
Activité 2128807A002 : Mise en œuvre du plan de formation																	
5921F00031 - Organisation des séminaires de formation pour les Dépenses Communes	99 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	33 000	33 000	LR	33 000	33 000	LR	33 000	33 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	33 000	33 000		33 000	33 000		33 000	33 000	
TOTAL Activité 2128807A002	99 000				0	0	0	0	33 000	33 000		33 000	33 000		33 000	33 000	
TOTAL ACTION 06	102 000				0	0	0	0	36 000	36 000		36 000	36 000		36 000	36 000	
TOTAL PROGRAMME 025	110 000				0	0	0	0	44 000	44 000		36 000	36 000		36 000	36 000	
TOTAL CHAPITRE 21	239 705				0	0	0	0	85 235	85 235		80 235	80 235		80 235	80 235	

ANNEXE 5

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - CLIMAT

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - CLIMAT

Chapitre :

Programme :

Action :

En milliers FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type bénéficiaire	Avant 2024		LF 2024		2025			2026			2027			Adaptation (1)	Atténuation (2)	Biodiversité (3)	Impact (4)
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN				
Activité :																					
	0				0	0	0	0	0	0		0	0		0	0					
TOTAL Activité	0				0	0	0	0	0	0		0	0		0	0					
TOTAL ACTION	0				0	0	0	0	0	0		0	0		0	0					
TOTAL PROGRAMME	0				0	0	0	0	0	0		0	0		0	0					
TOTAL CHAPITRE	0				0	0	0	0	0	0		0	0		0	0					

ANNEXE 6

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - IMPORT-SUBSTITUTION

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - IMPORT-SUBSTITUTION

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 015 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Action 01 : ENCADREMENT DES ENTREPRISES A L'EXPORTATION

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128607A001 : ACCOMPAGNEMENT DES OPERATRICES ET OPERATEURS ECONOMIQUES A L'ARRIMAGE AUX EXIGENCES DES MARCHES D'EXPORTATION																	
5921F00003 - Mise en place du label "Origine Cameroun Certifiée	9 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 200	3 200	LR	3 200	3 200	LR	3 200	3 200	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 200	3 200		3 200	3 200		3 200	3 200	
TOTAL Activité 2128607A001	9 600				0	0	0	0	3 200	3 200		3 200	3 200		3 200	3 200	
TOTAL ACTION 01	9 600				0	0	0	0	3 200	3 200		3 200	3 200		3 200	3 200	
TOTAL PROGRAMME 015	9 600				0	0	0	0	3 200	3 200		3 200	3 200		3 200	3 200	

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - IMPORT-SUBSTITUTION

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHE INTERIEUR

Action 02 : AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ET DE L'ACCESSIBILITE DES PRODUITS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128702A001 : Construction, équipement, gestion et entretien des marchés, gares routières et abattoirs																	
5521117120 - Construction des infrastructures marchandes au sein de la Commune de Blangoua	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0	0	0	0	0
5521117121 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Gazawa	35 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	35 000	35 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	35 000	35 000		0	0	0	0	0	0
5521117122 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Gaschiqa	25 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	25 000	25 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		0	0	0	0	0	0
5521117123 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Manjo	17 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	17 000	17 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	17 000	17 000		0	0	0	0	0	0
5521117124 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Yabassi	28 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	28 000	28 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	28 000	28 000		0	0	0	0	0	0
5521117125 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Ndop	36 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	36 000	36 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	36 000	36 000		0	0	0	0	0	0
5521117126 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Bandja	28 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	28 000	28 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	28 000	28 000		0	0	0	0	0	0
5521117127 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Nkong-Zem (règlement des arriérés aux Ets CETECH SARL)	25 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	25 000	25 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		0	0	0	0	0	0
5521117128 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Mintom	30 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	30 000	30 000		0	0	0	0	0	0
5521117129 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Ma'an	35 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	35 000	35 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	35 000	35 000		0	0	0	0	0	0
5521117130 - Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures marchandes au sein de la commune de Konve (règlement des arriérés aux Ets BRUNO & SONS)	40 000	I	N/A	CO	0	0	0	0	40 000	40 000	MN	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts en capital aux CTD</i>					0	0	0	0	40 000	40 000		0	0	0	0	0	0
TOTAL Activité 2128702A001	329 000				0	0	0	0	329 000	329 000		0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTION 02	329 000				0	0	0	0	329 000	329 000		0	0	0	0	0	0

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2025-2027) - AJUSTÉ - IMPORT-SUBSTITUTION

CHAPITRE 21 : 21 - MINISTERE DU COMMERCE

Programme 021 : REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR

Action 03 : PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2024		LF 2024		2025			2026			2027		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2128703A001 : Amélioration de la visibilité des produits du terroir																	
5921F00314 - Appui au Marché de Noel	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
TOTAL Activité 2128703A001	12 000				0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
Activité 2128703A002 : Appui aux activités de promotion des produits locaux																	
5821I00024 - Construction et équipement de la Vitrine Made in Cameroon à NGAOUNDERE 1er	285 000	I	NON VISA	SD	0	0	0	0	95 000	95 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	95 000	95 000		0	0		0	0	
5821I00025 - Construction, aménagement et réfection des vitrines made in Cameroun	429 002	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	95 000	95 000	MN	95 000	95 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		95 000	95 000		95 000	95 000	
5921F00323 - Promotion du patriotisme économique en matière commerciale	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
TOTAL Activité 2128703A002	744 002				0	0	0	0	105 000	105 000		105 000	105 000		105 000	105 000	
TOTAL ACTION 03	756 002				0	0	0	0	109 000	109 000		109 000	109 000		109 000	109 000	
TOTAL PROGRAMME 021	1 085 002				0	0	0	0	438 000	438 000		109 000	109 000		109 000	109 000	
TOTAL CHAPITRE 21	1 094 602				0	0	0	0	441 200	441 200		112 200	112 200		112 200	112 200	